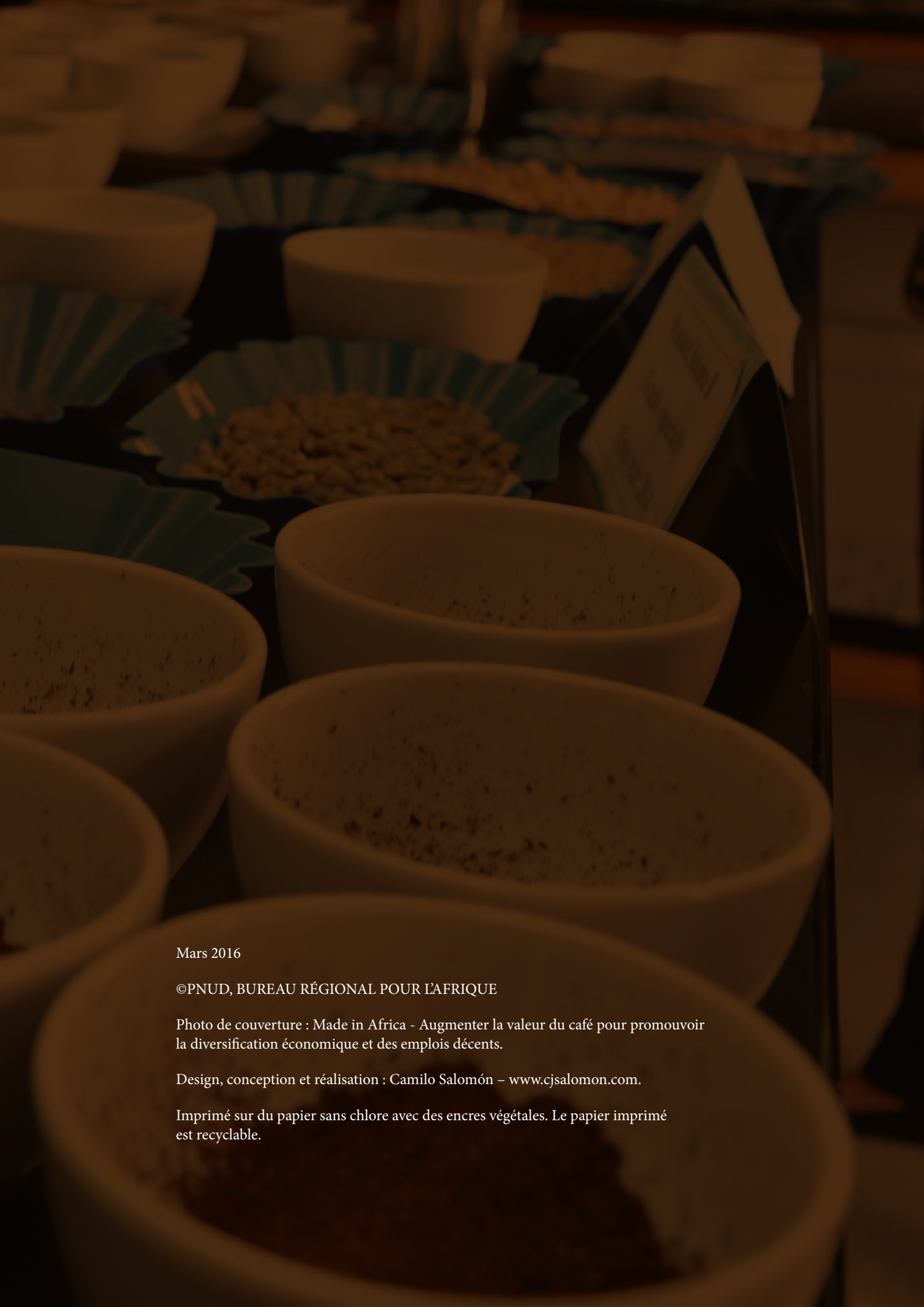


# Gestion des fluctuations des prix des produits de base

## Enseignements tirés de l'Afrique subsaharienne





Mars 2016

©PNUD, BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE

Photo de couverture : Made in Africa - Augmenter la valeur du café pour promouvoir la diversification économique et des emplois décents.

Design, conception et réalisation : Camilo Salomón – [www.cjsalomon.com](http://www.cjsalomon.com).

Imprimé sur du papier sans chlore avec des encres végétales. Le papier imprimé est recyclable.

# Table des matières

<b>Acronymes et abréviations</b>	<b>ii</b>
<b>Encadrés et tableaux</b>	<b>iii</b>
<b>Annexes : Données</b>	<b>iii</b>
<b>Figures</b>	<b>iv</b>
<b>Avant-propos</b>	<b>1</b>
<b>Remerciements</b>	<b>3</b>
<b>Résumé</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE I : Introduction</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE II : Enseignements tirés des fluctuations des produits de base en Afrique</b>	<b>9</b>
2.1 Une Afrique largement tributaire des produits de base	<b>10</b>
2.2 Une forte dépendance envers les produits de base peut nuire à la croissance	<b>12</b>
<b>CHAPITRE III : Gestion de la dernière vague de cycles des prix des produits de base: défis, impacts, stratégies et mesures</b>	<b>15</b>
3.1 Ampleur	<b>16</b>
3.2 Impacts	<b>18</b>
3.3 Stratégies et mesures	<b>22</b>
<b>CHAPITRE IV : Étude de cas par pays</b>	<b>24</b>
4.1 Introduction	<b>25</b>
4.2 Angola	<b>25</b>
4.3 République du Congo	<b>30</b>
4.4 Nigéria	<b>33</b>
4.5 Mauritanie	<b>36</b>
4.6 Afrique du Sud	<b>40</b>
4.7 Ghana	<b>44</b>
4.8 Ouganda	<b>47</b>
4.9 Burundi	<b>48</b>
4.10 Éthiopie	<b>51</b>
4.11 Zambie	<b>55</b>
<b>CHAPITRE V : Améliorer les débouchés économiques de l'Afrique grâce aux cycles des produits de base</b>	<b>58</b>
5.1 Nouveaux enseignements	<b>59</b>
5.2 Principales recommandations	<b>60</b>
5.3 Que peut faire le PNUD pour aider les pays africains à gérer les fluctuations des prix des produits de base ?	<b>64</b>
<b>CHAPITRE VI : Conclusions</b>	<b>66</b>
<b>Annexes : Données</b>	<b>68</b>
<b>Références</b>	<b>78</b>

# Acronymes et Abréviations

<b>BAD</b>	Banque africaine de développement
<b>BRICS</b>	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
<b>CEA</b>	Commission économique pour l'Afrique
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>IDE</b>	Investissement direct étranger
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
<b>OPEP</b>	Organisation des pays exportateurs de pétrole
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>VAM</b>	Valeur ajoutée manufacturière

# Encadré et Tableaux

ENCADRÉ 1 : Le paradoxe des arriérés de salaires au Nigéria	35
TABLEAU 1 : Indice de corrélation entre les indicateurs économiques en Afrique subsaharienne	12
TABLEAU 2 : Variations des prix des principaux produits de base janvier 2014 - mai 2015	18
TABLEAU 3 : Indicateurs macroéconomiques pour l'Angola	26
TABLEAU 4 : Impact de la chute du prix du pétrole sur les recettes publiques en 2014	28
TABLEAU 5 : Indicateurs macroéconomiques pour la République du Congo	31
TABLEAU 6 : Indicateurs macroéconomiques pour la Mauritanie 2008 - 2014	37
TABLEAU 7 : Taux de croissance clefs en volume de la production minière en Afrique du Sud	41
TABLEAU 8 : Variation annuelle en pourcentage des ventes de certains minéraux aux cours actuels, par groupe de minéraux en Afrique du Sud	43
TABLEAU 9 : Variation en pourcentage par secteur et PIB total en Ouganda (prix constants, 2009 - 2010)	47
TABLEAU 10 : Indicateurs macroéconomiques pour l'Éthiopie	52
TABLEAU 11 : Indicateurs macroéconomiques pour la Zambie	55

# Annexes : Données

TABLEAU A1 : Nombre de produits exportés et indices de concentration pour les pays d'Afrique subsaharienne, 1995 - 2013 - Partie 1	68
TABLEAU A1 : Nombre de produits exportés et indices de concentration pour les pays d'Afrique subsaharienne, 1995 - 2013 - Partie 2	68
TABLEAU A2 : Principales exportations des produits de base et leur part dans les exportations totales - échantillon de pays d'Afrique subsaharienne, 2012	70
TABLEAU A3 : Part des exportations des produits de base dans les exportations totales et PIB réel : tous les pays d'Afrique (%) - Partie 1	71
TABLEAU A3 : Part des exportations des produits de base dans les exportations totales et PIB réel : tous les pays d'Afrique (%) - Partie 2	72
TABLEAU A4 : Comparaison régionale des indices de concentration et de diversification, 1995 - 2013	73
TABLEAU A5 : Indices de concentration et de diversification pour les pays d'Afrique subsaharienne - Partie 1	74
TABLEAU A5 : Indices de concentration et de diversification pour les pays d'Afrique subsaharienne - Partie 2	75
TABLEAU A6 : Exportation régionale des biens et services, 1990 - 2013 - Partie 1	76
TABLEAU A6 : Exportation régionale des biens et services, 1990 - 2013 - Partie 2	77

# Figures

FIGURE 1 : Les recettes d'exportation de l'Afrique sont liées aux prix internationaux des produits de base	7
FIGURE 2 : Le PIB par habitant dans les pays d'Afrique subsaharienne a évolué parallèlement aux cycles des prix des produits de base, 1980 – 2014	8
FIGURE 3 : La production des économies africaines ne s'est pas davantage diversifiée depuis 1995	10
FIGURE 4 : La plupart des économies africaines restent largement tributaires des exportations de produits de base	11
FIGURE 5 : La valeur ajoutée manufacturière par habitant est très faible en Afrique subsaharienne, 2011	11
FIGURE 6 : La croissance est généralement plus faible dans les pays tributaires des produits de base	13
FIGURE 7 : Les cours mondiaux des produits de base ont connu une très forte volatilité, janvier 2000 – octobre 2012	16
FIGURE 8 : Les cours mondiaux des produits de base ont fortement baissé, février 2013 – février 2015	17
FIGURE 9 : Les cours des produits de base s'effondrent	18
FIGURE 10 : La capacité d'importation de nombreux pays exportateurs de produits de base a diminué, 2011–2014	19
FIGURE 11 : Les balances des opérations courantes se sont détériorées	19
FIGURE 12 : Les taux de change nominaux des pays à l'étude se sont dépréciés par rapport au dollar jusqu'à la mi-2015	20
FIGURE 13 : Pour la plupart des pays à l'étude, le taux de change réel par rapport au dollar des États-Unis a varié de 6 % au maximum, 2014	20
FIGURE 14 : L'évolution de l'inflation des prix à la consommation devrait s'inverser cette année dans la plupart des pays à l'étude	21
FIGURE 15 : Les soldes budgétaires des pays à l'étude se sont détériorés	22
FIGURE 16 : Les gouvernements ont revu à la baisse le prix du pétrole dans leurs budgets, 2014 – 2015	22
FIGURE 17 : L'industrie manufacturière représente une faible part du PIB de l'Angola, 2013	26
FIGURE 18 : Les recettes des produits de base de l'Angola ont diminué, 2010 – 2014	27
FIGURE 19 : L'excédent courant de l'Angola a chuté, 2005 – 2015	27
FIGURE 20 : Les variations des prix du pétrole influent peu sur le taux de change du kwanza angolais, 2012 – 2015	28
FIGURE 21 : Les dépenses de l'Angola n'ont pas augmenté considérablement avec le boom pétrolier, 2000 – 2014	28
FIGURE 22 : Le PIB de la République du Congo est fortement concentré dans le secteur minier (% en 2013)	30
FIGURE 23 : Les recettes d'exportation des principaux produits de base de la République du Congo ont baissé, 2010 – 2013	32
FIGURE 24 : Les réserves internationales de la République du Congo ont légèrement baissé, 2011 – 2014	32
FIGURE 25 : Le déficit du commerce de marchandises de la République du Congo reste élevé	32
FIGURE 26 : La production du Nigéria est relativement diversifiée, 2013	33

FIGURE 27 : Les recettes d'exportation des principaux produits de base du Nigéria sont en baisse	34
FIGURE 28 : Le taux de change naira-dollar a progressé avec le prix du pétrole, février 2012 – mai 2015	34
FIGURE 29 : La croissance des recettes d'exportation des principaux produits de base de la Mauritanie a chuté en 2013	38
FIGURE 30 : La croissance en Mauritanie devrait baisser en 2015 puis reprendre	38
FIGURE 31 : Le déficit courant de la Mauritanie devrait baisser, 2012 – 2014	39
FIGURE 32 : La production de l'Afrique du Sud est diversifiée, 2013	40
FIGURE 33 : Le taux de croissance trimestriel de l'Afrique du Sud affiche une tendance à la baisse, 2011 – 2014	40
FIGURE 34 : La production primaire est instable en Afrique du Sud, 2011 – 2014	41
FIGURE 35 : La production minière en Afrique du Sud est en baisse	42
FIGURE 36 : La production des principales ressources minières en Afrique du Sud est en baisse	42
FIGURE 37 : Le déficit courant de l'Afrique du Sud reste élevé	43
FIGURE 38 : Le taux de change du rand a progressé avec les cours de l'or, 2012 – 2015	43
FIGURE 39 : Les services représentaient la moitié du PIB du Ghana en 2013	45
FIGURE 40 : Le prix du cacao a augmenté	45
FIGURE 41 : La balance des opérations courantes du Ghana s'est dégradée en 2013, puis s'est redressée entre le T1 2012 et le T1 2015	46
FIGURE 42 : Les recettes d'exportation des produits de base de l'Ouganda ont baissé en 2014	47
FIGURE 43 : Le déficit courant de l'Ouganda est en hausse (en millions de dollars des É.-U.)	48
FIGURE 44 : La croissance du PIB réel a augmenté au Burundi, mais une forte baisse est attendue en 2015	49
FIGURE 45 : La balance des opérations courantes en pourcentage du PIB reste instable et élevée au Burundi	49
FIGURE 46 : Les recettes d'exportation des produits de base du Burundi sont irrégulières	50
FIGURE 47 : Les recettes d'exportation des produits de base du Burundi sont en baisse	51
FIGURE 48 : Le PIB de l'Éthiopie est majoritairement dépendant de l'agriculture, 2013	53
FIGURE 49 : Les recettes d'exportation des principaux produits de base de l'Éthiopie ont diminué	53
FIGURE 50 : Les exportations de café de l'Éthiopie ont légèrement diminué	53
FIGURE 51 : La balance des opérations courantes de l'Éthiopie a fortement augmenté	54
FIGURE 52 : Le prix du cuivre a chuté, mars 2013 – août 2015	56
FIGURE 53 : Le taux de change du kwacha a évolué avec le prix du cuivre, mai 2012 – mai 2015	56



Un travailleur porte un sac de grains de café en Éthiopie. Crédit photo : PNUD.

## Avant-propos

# Avant-propos

Bien que dotées en ressources naturelles abondantes de nombreuses économies africaines subissent de plein fouet une faible croissance et une pauvreté généralisée. Souvent, la dépendance à l'égard des produits de base ne crée pas de développement, car la volatilité des prix internationaux peut entraîner une instabilité macroéconomique et politique. La concentration des richesses dans le secteur pétrolier et dans le secteur minier encourage la recherche de profits et la corruption. Elle s'effectue au détriment du secteur industriel, plus productif, de sorte que le secteur pétrolier et le secteur minier en viennent à dominer la production nationale (par exemple, l'exploitation minière représente 65 % du PIB en République du Congo). Cependant, la mise en œuvre des politiques appropriées garantirait aux pays tributaires des produits de base une croissance rapide, une stabilité macroéconomique ainsi qu'une réduction accélérée de la pauvreté et des inégalités. À titre d'exemple, le Botswana a vu son revenu par habitant augmenter de 4,5 % entre 1990 et 2014. Parallèlement, l'espérance de vie s'est allongée de manière sensible, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a baissé et l'accès à l'éducation s'est amélioré. L'objectif de ce rapport est d'informer les pays dépendants des produits de base sur les moyens de renforcer l'impact de leurs politiques sur le développement.

D'après ce rapport, les pays africains tributaires des produits de base doivent se concentrer sur trois défis majeurs. Premièrement, les gouvernements doivent limiter les dépenses lors des hausses des prix des produits de base pour soutenir la consommation et l'investissement lorsque ces derniers baissent. Cette tâche peut toutefois s'avérer difficile lorsque les caisses sont pleines, compte tenu de l'ampleur des besoins des pays pauvres en matière de développement et de la quasi-impossibilité de prédire les prix des produits de base avec précision. Néanmoins, de nombreux pays n'ont manifestement pas assez limité leurs dépenses et ont même emprunté des fonds sur la base de revenus provisoirement élevés, menant à des crises de la dette et à de profondes récessions lorsque les prix se sont effondrés. Les gouvernements peuvent avoir recours aux règles fiscales ou aux fonds souverains pour encourager l'épargne des revenus engendrés par la hausse des prix. La restructuration des contrats des entreprises minières en période de hausse des prix des produits de base, en établissant des conventions de partage des profits ou en liant les impôts aux fluctuations des prix, s'avère également essentielle. En outre, les risques inhérents aux marchés instables peuvent être partagés avec les industries extractives, ou couverts dans les marchés à terme ou futurs.

Deuxièmement, l'implication des entreprises locales favoriserait l'exploitation des produits de base agricoles et des richesses pétrolières et minières aux fins du développement. Les règles de contenu local permettraient de promouvoir la participation des entreprises nationales dans les industries extractives. Toutefois, il importe de ne pas avoir d'exigences trop ambitieuses, susceptibles d'entraîner une tarification excessive ou une production de mauvaise qualité. Le rôle des politiques de contenu local est de promouvoir les liens en amont et en aval dans l'économie nationale. L'utilisation du secteur des produits de base, notamment les industries extractives, est essentielle pour parvenir à une diversification économique et à une transformation structurelle significatives. Des investissements en infrastructure bien conçus, incitatifs et ciblés pourraient stimuler l'industrie nationale. De même, l'infrastructure des transports, utilisés pour acheminer les produits issus des industries pétrolière et minière vers la mer, peut être bâtie et régulée de manière à assurer l'accès aux entreprises locales.

Troisièmement, des institutions publiques solides sont essentielles pour veiller à l'utilisation à bon escient des ressources liées aux produits de base. Il est possible de lutter contre la corruption en permettant à des entreprises extérieures ou à des organisations non gouvernementales locales d'examiner les comptes des entreprises publiques et privées, impliquées dans l'extraction des produits de base, et en coopérant avec les initiatives internationales dont le but est de promouvoir la transparence. Une surabondance temporaire des ressources ne devrait pas avoir d'incidence négative sur les normes d'évaluation des projets d'investissement du secteur public, ou encourager les subventions inefficaces à la consommation qui bénéficient aux plus riches et ne profitent guère aux pauvres. Dans le même temps, des procédures efficaces devraient être mises en place pour veiller à ce que les coupes nécessaires dans les dépenses touchent les projets moins prioritaires.



Train transportant du minerai de fer au Libéria, aux portes de Ganta Zorghoewee. Crédit photo : jbdodane

Le PNUD s'engage à collaborer avec les gouvernements africains et leurs parties prenantes en vue de faciliter la mise en œuvre de ces actions politiques prioritaires. En raison de sa neutralité et de son vaste réseau, le PNUD est en mesure de promouvoir le soutien technique et l'échange de connaissances sur la mise en œuvre des règles fiscales et des politiques de contenu local saines, une diversification économique et de solides institutions publiques. Toutes les pistes doivent être explorées pour relever les défis liés à la volatilité des prix des produits de base, d'opérer une transformation économique dans la perspective du développement humain.

*Abdoulaye Mar Dieye*

Abdoulaye Mar Dieye  
*Administrateur assistant et Directeur régional  
du Bureau régional pour l'Afrique Programme  
des Nations Unies pour le développement*

# Remerciements

Le présent rapport du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement a pour objectif de contribuer à répondre aux fluctuations récurrentes des prix des produits de base qui menacent la croissance économique, la gestion macroéconomique et le développement humain de plusieurs pays africains. Il vise à fournir des solutions africaines à ce problème chronique, en se fondant sur les études de cas de dix pays. Il a été élaboré sous la direction stratégique du Directeur régional du PNUD pour l'Afrique, M. Abdoulaye Mar Dieye. L'appui du Directeur adjoint, M. Ruby Sandhu-Rojon, a été fort apprécié.

L'économiste en chef et chef de l'équipe de la stratégie et de l'analyse au sein du Bureau régional pour l'Afrique, Ayodele Odusola, a dirigé la préparation et la coordination de ce rapport. Le soutien technique d'Angela Lusigi et d'Eunice Kamwendo (conseillers stratégiques), de Sallem Berhane, d'Ahmadou Mboup et de James Neuhaus (consultants), ainsi que celui de nos économistes en chef issus de 46 pays d'Afrique subsaharienne a permis de fournir des études de pays en temps réel. Nous tenons à remercier les collègues qui ont apporté leurs contributions techniques et qui ont collaboré à la réalisation des études de cas dans dix pays : *l'Angola* (Glenda Gallardo Zelaya et Domingos Mazivila), *le Burundi* (Daniel Gbetnkom), *la République du Congo* (Ginette Mondongou Camara), *l'Éthiopie* (James Wakiaga et Haile Kibret), *le Ghana* (Radhika Lal et Kordzo Sedegah), *la Mauritanie* (Souleman Boukar et Isiyaka Sabo), *le Nigéria* (Ojijo Odhiambo et Robert Asogwa), *l'Afrique du Sud* (Osten Chulu et Babatunde Omilola), *l'Ouganda* (Tony Muhumuza) et *la Zambie* (Colleen Zamba).

Nous remercions pour son aide précieuse le professeur Oluyele Akinkugbe, qui a synthétisé les contributions de tous les pays en un rapport cohérent. En outre, William Shaw et Janvier Nkurunziza ont, par leur aide, considérablement amélioré ce rapport en veillant à sa cohérence logique et à son orientation stratégique. Nous remercions Barbara Hall pour son excellent travail éditorial. Pour finir, nous remercions Nicolas Douillet pour son inestimable appui concernant la communication et l'information. Nos remerciements vont également à Jonas Mantey et à Yechi Bekele pour leur soutien logistique.

# Résumé

L'Afrique n'a pas encore réussi à surmonter les défis relatifs à la dépendance à l'égard des produits de base, qui représentent plus de 60 % des exportations de marchandise dans 28 des 38 pays africains qui disposent de données récentes. Peu de progrès ont été accomplis dans la production de biens plus élaborés. L'indice de diversification des exportations pour les pays d'Afrique subsaharienne a augmenté d'environ 1 % entre 1995 et 2013, tandis que la part du secteur industriel de l'Afrique dans le PIB est passée de 14 % à 10 % depuis 2000. Entre 2003 et 2011, les prix des produits de base ont flambé, entraînant une augmentation annuelle de 2,7 % du PIB par habitant en Afrique subsaharienne. Toutefois, la baisse récente des cours a une nouvelle fois considérablement aggravé les difficultés économiques, ravivant les préoccupations concernant les incidences sur le développement de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base.

La dépendance à l'égard des produits de base peut entraver la croissance. La concentration des richesses dans les secteurs pétrolier et minier encourage la recherche de profits et la corruption, et la concurrence pour l'accès à ces ressources peut aussi déclencher une guerre civile. L'instabilité des prix des produits de base peut entraîner la hausse ou la baisse de l'activité économique; augmenter les coûts de transaction en raison de la mobilité des ressources entre les secteurs; et perturber les programmes d'investissement lorsque les projets sont abandonnés en raison du tarissement des fonds. L'instabilité réduit aussi les perspectives de croissance à long terme. En effet, les travailleurs sans emploi se trouvent privés de toute possibilité d'acquérir de l'expérience et manquent souvent des ressources financières nécessaires pour investir dans leur propre éducation. D'autre part, les niveaux élevés d'incertitude limitent les investissements. Les cours durablement élevés du pétrole et des minéraux ont aussi tendance à réduire les incitations à la production industrielle; un secteur qui a pourtant le potentiel d'accroître les rendements et de renforcer l'apprentissage, contrairement à la production de produits de base.

Par le passé, les exportateurs de produits de base ont été confrontés à de redoutables défis dans la gestion des cycles des prix des produits de base. Dans

les années 1970, bon nombre de gouvernements africains ont accru les dépenses d'investissement et ont emprunté lourdement en se fondant sur l'hypothèse du maintien de la tendance haussière des prix des produits de base. Les dépenses courantes ont été ainsi augmentées d'une manière difficile à inverser, ce qui a contribué à générer les crises de la dette des années 1980. De nombreux pays exportateurs de produits de base en Afrique subsaharienne n'ont eu de cesse d'intensifier leurs dépenses dans les années 1980, alors même que les prix avaient amorcé une baisse, et n'ont pas réussi à réduire la consommation lors de la chute des cours en 1998, ce qui a contribué à alimenter les crises économiques qui ont suivi. Néanmoins, certains pays africains ont judicieusement géré les revenus des produits de base durant les périodes d'expansion économique, comme par exemple, le Cameroun dans les années 1970 et le Botswana sur une longue période.

L'envolée des cours mondiaux de produits de base amorcée en 2003 a été stimulée par la demande accrue de pétrole et de métaux industriels, du fait de la hausse des revenus et des investissements massifs dans les infrastructures sur les marchés émergents à forte croissance. En 2011, les prix ont baissé avec le ralentissement de la demande mondiale alors que l'offre a continué d'augmenter jusqu'à il y a environ deux ans (selon le produit de base). Les fortes baisses des cours mondiaux du pétrole, du fer et du cuivre ont précipité la chute du Bloomberg Commodity Price Index (l'indice des prix des produits de base), qui a atteint son plus bas niveau au début de l'année 2015. Toutes les principales catégories de produits de base ont été touchées, à l'exception notable des fèves de cacao.

Ce rapport fournit des analyses détaillées de l'impact du cycle des prix des produits de base sur dix économies africaines qui en sont tributaires. Ces pays ont été sélectionnés en fonction de leurs principales exportations de produits de base, de l'ampleur de l'impact, et de considérations d'ordre linguistique et régional. Les prix des produits de base à l'exportation ont baissé dans ces dix pays à partir de 2012. Certains ont réussi à augmenter le volume de leurs exportations et nombre d'entre eux ont bénéficié de la baisse des prix des produits de

base importés. Toutefois, les balances des opérations courantes se sont détériorées dans l'ensemble des dix pays étudiés, à l'exception de la Mauritanie, de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda, et le pouvoir d'achat des exportations (c.-à-d., les exportations en valeur nominale, divisées par l'indice des prix à l'importation) a chuté dans la moitié de ces pays.

L'ajustement des politiques a été déterminant pour aider ces pays à contenir l'impact de la baisse des prix des produits de base sur leur économie. Dans la plupart d'entre eux, les taux de change nominaux ont fortement baissé par rapport au dollar des États-Unis entre janvier 2014 et mi-2015. Les taux d'inflation ont augmenté par rapport au début de cette décennie, mais les résultats ont été plus mitigés au cours de l'année écoulée. La majorité de ces pays ne devraient connaître qu'une légère hausse ou baisse de l'inflation en 2015, à l'exception du Ghana, qui enregistre une forte inflation. La dépréciation monétaire contribue significativement à la montée des tensions inflationnistes, et certains gouvernements ont durci leur politique monétaire pour limiter la hausse des prix.

Dans la majorité des pays étudiés, l'équilibre budgétaire s'est détérioré depuis 2011, bien que les données les plus récentes indiquent une grande variabilité à cet égard. Les gouvernements augmentent les recettes fiscales en établissant des taux d'imposition plus élevés (en particulier sur les produits de luxe), en empruntant sur les marchés internationaux, en retardant les investissements d'infrastructure et en réduisant les dépenses courantes pour faire face à la baisse des revenus issus des produits de base. La détérioration de la situation budgétaire a encouragé les mesures de renforcement de l'efficacité des dépenses publiques.

Afin de diversifier la production, les gouvernements prennent également des mesures visant à favoriser les investissements directs étrangers, à accorder une protection commerciale aux industries de transformation, à négocier des accords commerciaux afin de promouvoir la production destinée à l'exportation et à mettre en place des incitations destinées aux entreprises actives dans l'industrie et l'agriculture. De nombreux pays continuent également d'investir dans la production de produits de base. Un des enseignements importants tirés de ces dernières décennies est que la richesse des ressources peut appuyer un développement rapide, à condition d'appliquer les politiques adéquates. Les gouvernements sont à même de réduire l'impact de la volatilité des prix des produits de base en partageant les risques avec les entreprises de l'industrie extractive et en assurant

la couverture de ces risques sur les marchés à terme ou futurs. Les politiques budgétaire, monétaire et de change peuvent être ajustées pour limiter les dépenses lorsque les prix des produits de base sont élevés, afin de générer des ressources susceptibles de soutenir la consommation lorsque les cours s'effondrent. Les fonds souverains, qu'il s'agisse des fonds de stabilisation ou des fonds d'épargne à long terme, se sont avérés utiles pour capter les revenus issus des produits de base pendant les périodes d'expansion, inversant ainsi le syndrome de la malédiction des ressources. Les gouvernements peuvent soutenir la production nationale de biens et de services en appliquant des politiques de contenu local bien conçues et en confiant des services d'infrastructure à des entreprises locales. Les programmes internationaux, tels que l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, et les organisations non gouvernementales locales peuvent contribuer à améliorer la transparence des entreprises pétrolières et minières implantées dans les pays. Enfin, les gouvernements peuvent alléger les restrictions pesant sur les entreprises en matière de transfert de ressources entre les secteurs, afin de réduire le coût de l'ajustement à l'instabilité des prix.

L'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aux économies tributaires des produits de base pourrait se concentrer sur quatre domaines. Le PNUD pourrait les aider à renforcer la coopération intergouvernementale pour stimuler le commerce intra-africain et intercontinental. Une assistance technique pourrait être fournie pour renforcer la gestion macroéconomique, par exemple, en améliorant la gestion des données et les capacités de modélisation dans les organismes gouvernementaux. Le PNUD pourrait aussi contribuer à accroître le développement des ressources humaines en appuyant la conception de stratégies et en consolidant la coordination entre les prestataires de formation. Enfin, il pourrait aider les pays africains exportateurs de ressources naturelles à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et régionales en soutenant le financement des petites entreprises ainsi que la conception et la mise en œuvre de services consultatifs des entreprises et de politiques commerciales viables.



Une mine et usine de traitement du platine à Rustenberg, en Afrique du Sud. Crédit photo : BBC World Service.

# Chapitre I

## Introduction

# Introduction

De nombreuses économies africaines dotées de ressources naturelles abondantes n'ont pas réussi à atteindre des taux de croissance élevés sur la durée. La plupart des gouvernements africains n'ont pas encore tiré les enseignements des récentes fluctuations des prix des produits de base, qui permettraient à leurs politiques budgétaire et monétaire de ne plus être influencées par leur forte dépendance à l'égard des produits de base. Pour ces gouvernements, il est essentiel de comprendre quelles politiques et institutions sont nécessaires pour favoriser le développement des économies tributaires des produits de base. L'objectif de ce rapport est double. Il vise à analyser l'impact de la dépendance à l'égard des produits de base sur la croissance en Afrique ainsi qu'à définir les mesures nécessaires pour que les richesses issues de ces ressources favorisent le développement humain.

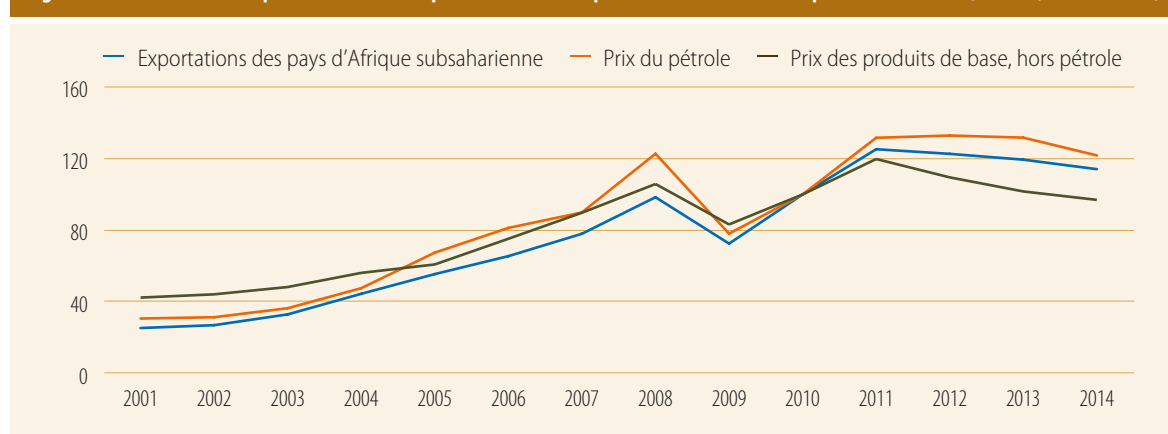
La hausse durable des prix des produits de base enregistrée entre 2003 et 2011 (sauf durant la crise financière mondiale en 2008 et 2009) s'est traduite par de fortes augmentations des recettes d'exportation en Afrique subsaharienne (figure 1). Cette hausse a également entraîné une augmentation annuelle du PIB par habitant en Afrique subsaharienne de 2,7 % entre 2003 et 2011, après le long déclin observé au cours des deux décennies précédentes (figure 2). Par exemple, le PIB par habitant du Nigéria a connu une baisse annuelle de 2 % entre 1980 et 2000, mais a augmenté de 3 % par an durant les années 2000. De même, le PIB par habitant de la République du Congo a diminué de 5,3 % entre 1980 et 2000, mais a augmenté de 0,7 % par an durant les années 2000.

*La plupart des gouvernements africains n'ont pas encore tiré les enseignements des récentes fluctuations des prix des produits de base. Leur gestion des politiques budgétaire et monétaire dépend toujours de l'instabilité des cours.*

Les prix soutenus des produits de base et l'amélioration des politiques économiques ont permis aux pays d'Afrique subsaharienne de surmonter la crise économique mondiale de 2008 et 2009 plus facilement que les crises précédentes (Banque mondiale, 2011). Grâce à ces progrès, cinq pays (le Cap Vert, l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi et le Rwanda) devraient atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici la fin de l'année 2015, ou peu après.

Cependant, la croissance soutenue enregistrée durant les années 2000 ne s'est pas soldée par des avancées en matière de développement dans de nombreux pays. Les taux de chômage sont restés élevés, en particulier chez les jeunes.

Figure 1 : Les recettes d'exportation de l'Afrique sont liées aux prix internationaux des produits de base (indices, 2010 = 100)



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> (en anglais)  
Note : indices, 2010 = 100

On estime que 389 millions de personnes en Afrique subsaharienne ont un revenu inférieur à 1,90 dollar des États-Unis par jour (Banque mondiale, 2015). Quant à l'indicateur du développement humain de l'Organisation des Nations Unies, il demeure faible dans la plupart des pays africains (PNUD, 2014). Toutefois, cet indicateur montre que depuis 2000, parmi les 30 pays enregistrant les améliorations les plus rapides sur le plan des revenus, de la santé et de l'éducation, 19 sont des pays d'Afrique<sup>1</sup>.

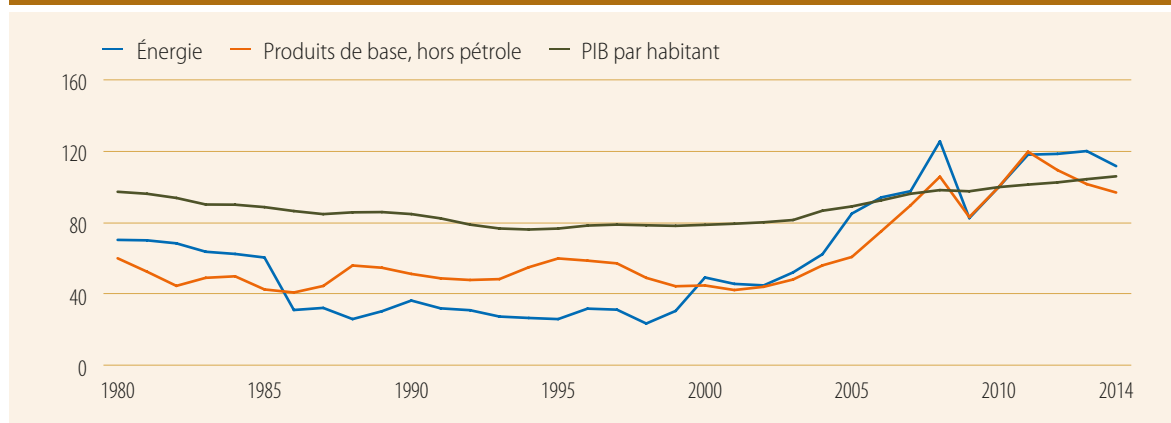
Malgré les avantages liés à la hausse soutenue des prix des produits de base, la dépendance des économies africaines à leur égard pose certains défis pour la gestion macroéconomique à court terme et pour la croissance à long terme. Toutefois, la baisse récente des cours a considérablement aggravé les difficultés économiques, ravivant ainsi les préoccupations concernant les incidences de cette dépendance sur le développement. Les premières années de la baisse des prix des produits de base (entre 2011 et 2014) ont été marquées par une croissance par habitant encore en hausse, quoiqu'à un rythme moitié moins élevé que durant les années 2000.

Ce rapport vise à tirer des enseignements pertinents des expériences passées et récentes sur la fluctuation des prix des produits de base afin de bien renseigner les décideurs en Afrique. À cet effet, une étude de cas a été menée.

Elle se fonde sur trois produits de base : le pétrole (Angola, Nigéria et République du Congo), le minerais de fer (Mauritanie, Afrique du Sud et Ghana) et le café (Éthiopie, Ouganda et Burundi). Le cuivre, qui constitue l'un des principaux produits de base du continent a également été inclus grâce à une étude de cas portant sur la Zambie.

Le Chapitre II analyse le degré de dépendance à l'égard des produits de base en Afrique subsaharienne, ses conséquences sur la croissance, et le rôle de politiques adéquates dans un développement fondé sur la richesse provenant des ressources naturelles. Le Chapitre III met en lumière les causes du récent cycle des prix des produits de base et son impact sur les économies africaines tributaires des produits de base. Le Chapitre IV présente les études de cas par pays, tandis que le Chapitre V résume les politiques recommandées et les mesures que pourrait prendre le PNUD pour aider ces économies à améliorer leur gestion économique et à diversifier leur production. Enfin, le Chapitre VI conclut ce rapport.

**Figure 2 : Le PIB par habitant dans les pays d'Afrique subsaharienne a évolué parallèlement aux cycles des prix des produits de base, 1980 - 2014 (indices, 2010 = 100)**



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir (<http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> ; en anglais) et prévisions des prix des produits de base de la Banque mondiale, voir ([www.worldbank.org/commodities](http://www.worldbank.org/commodities), en anglais).

<sup>1</sup> Les premiers pays de cette liste sont le I suggest an alphabetical order for countries here: l'Angola, le Burundi, l'Éthiopie, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, la Sierra Leone, la République Unie de Tanzanie et la Zambie. Le Rwanda et l'Éthiopie ont enregistré une croissance annuelle de 3,35 % depuis 2000. Selon l'indicateur du développement humain, les dix pays à la croissance la plus rapide sont pauvres en ressources naturelles, à l'exception de l'Angola, du Mozambique et de la Zambie. Calculé à partir des Indicateurs pour le développement dans le monde de 2015.



Usine sidérurgique et terres agricoles en Afrique du Sud. Crédit photo : John Hogg/Banque mondiale.

## Chapitre II

# Enseignements tirés des fluctuations des prix des produits de base en Afrique

# Enseignements tirés des fluctuations des prix des produits de base en Afrique

*Les économies africaines restent largement tributaires des exportations de produits de base.*

## 2.1 Une Afrique largement tributaire des produits de base

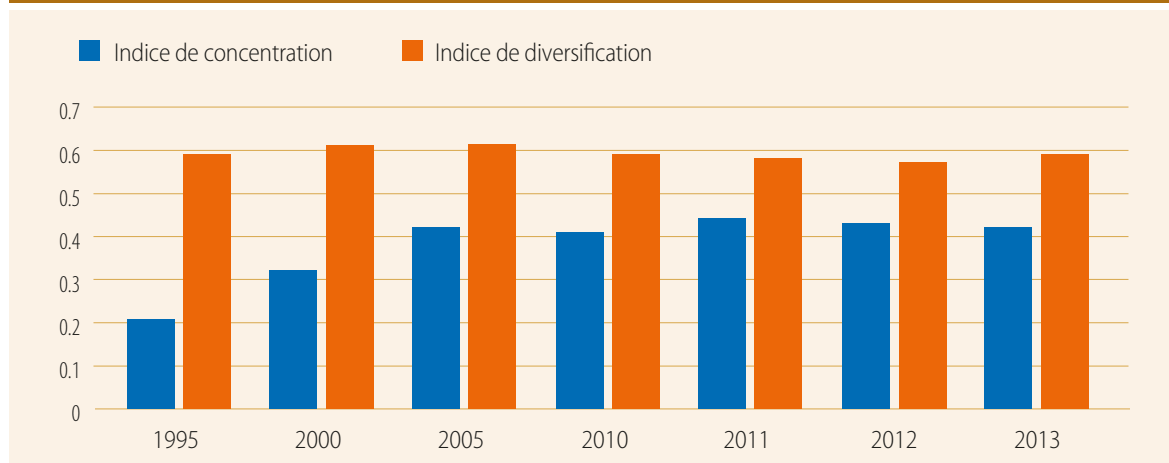
À la fin des années 1990, deux produits de base représentaient plus de la moitié des recettes d'exportation dans 39 économies africaines sur 47 (Morrissey et Filatotchev, 2000). Par ailleurs, en moyenne, l'indice de diversification des exportations pour l'Afrique subsaharienne n'a que très légèrement augmenté entre 1995 et 2013 (à l'exception de l'Afrique du Sud où il a chuté), alors que l'indice de concentration des exportations a doublé en moyenne (figure 3, voir le tableau A6 pour les données par pays). En revanche, dans d'autres régions du monde et sur la même période, le panier des exportations s'est davantage diversifié (voir tableau A4). Toutes les économies africaines pour lesquelles des données sont disponibles (à l'exception de l'Afrique

du Sud) présentent un indice de concentration des exportations plus élevé que l'indice moyen des pays en développement (à l'exclusion de la Chine), et 19 économies africaines disposant de données sur 49 présentent un indice de concentration des exportations supérieur de 30 points de pourcentage à la moyenne des pays en développement, à l'exclusion de la Chine (voir le tableau A1).

Les produits de base dominent les exportations africaines. Pour 28 des 38 pays africains disposant de données récentes, les produits de base constituent plus de 60 % des exportations de marchandises (figure 4 et tableau A3). En outre, dans la plupart des économies qui en sont fortement tributaires, les deux ou trois produits de base principaux représentent plus de 80 % des exportations de marchandises (tableau A2). La proportion des produits de base dans les exportations est ainsi devenue une urgence de santé de portée internationale. En septembre 2014, le Conseil de sécurité des Nations Unies a d'ailleurs déclaré que cette crise était une « menace pour la paix et la sécurité », tout en appelant unanimement à l'adoption d'une approche coordonnée pour y répondre.

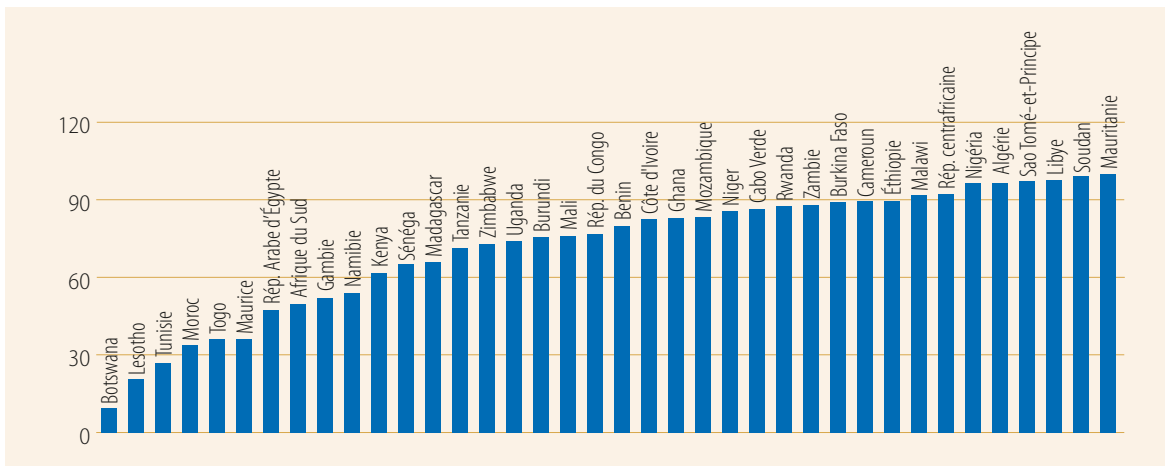
Un certain nombre d'études (par exemple, Deaton, 1999) ont fait valoir que de nombreux pays asiatiques ont diversifié leurs paniers d'exportations et sont

Figure 3 : La production des économies africaines ne s'est pas davantage diversifiée depuis 1995



Source : Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED, 2015).

**Figure 4 : La plupart des économies africaines restent largement tributaires des exportations de produits de base (pourcentage des produits de base dans les exportations, dernière année disponible)**

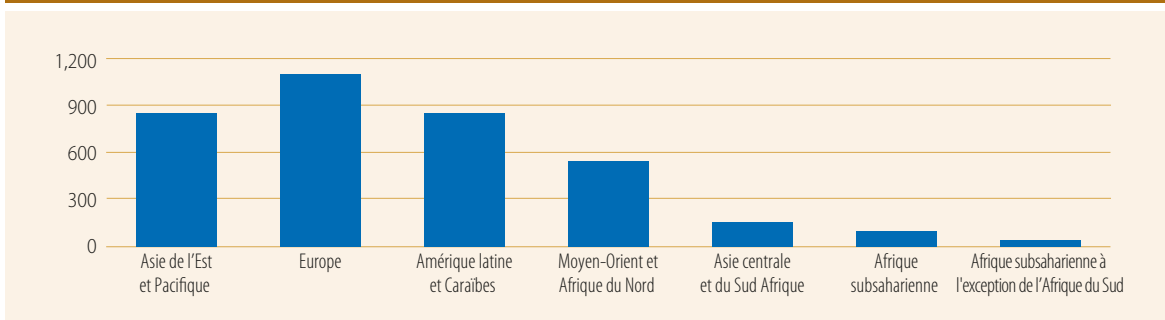


Source : Données de la Banque mondiale, voir <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=indicateurs-du-développement-dans-le-monde>

passés aux produits manufacturés en adoptant les politiques destinées à favoriser les transformations économiques à long terme ainsi que la mise en place d'une capacité de production au moyen de taux d'épargne et d'investissement élevés. Ces efforts ont également été appuyés par des investissements publics dans les infrastructures et l'éducation, ainsi que des investissements étrangers et tout un ensemble de mesures de libéralisation et de promotion des échanges commerciaux, y compris des subventions. En revanche, selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC, 1997) et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED, 1997, 1999), la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (qui possèdent peu de grandes entreprises nationales et n'ont guère d'expérience en matière de concurrence internationale, tout en pâtissant bien souvent d'entraves à la concurrence sur le marché intérieur) sont rarement en mesure d'accroître leur valeur ajoutée manufacturière (VAM).

Les fortes disparités en matière de dépendance à l'égard des produits de base entre les pays d'Afrique et bien d'autres pays en développement peuvent aussi être examinées sous l'angle de la valeur ajoutée manufacturière par personne. En 2011, l'Afrique affichait la VAM par habitant la plus faible de toutes les régions (figure 5 et tableau A6 de l'annexe). Exception faite de l'Afrique du Sud, la VAM par habitant en Afrique subsaharienne ne s'élevait qu'à 45 dollars, soit moins du tiers du niveau atteint par l'Asie du Sud et l'Asie centrale (bien que le niveau soit similaire si l'on exclut l'Inde). En outre, le secteur industriel a décliné en Afrique au cours de ces 25 dernières années, la production en pourcentage du PIB des pays africains à faible revenu étant en moyenne plus faible qu'en 1985 (Page 2012). Le *Rapport 2014 sur les progrès en Afrique* révèle que le continent est moins développé aujourd'hui qu'il ne l'était en 2000. La part de la VAM dans le PIB a chuté de 14 à 10 % depuis lors. La part des exportations manufacturières est quant à elle passée de 43 % en 2000 à 39 % en 2008 (African Progress Panel, 2014). La part de la valeur ajoutée industrielle

**Figure 5 : La valeur ajoutée manufacturière par habitant est très faible en Afrique subsaharienne, 2011 (en prix constants de 2005)**



Source : CNUCED (2015) unctadSTAT, voir [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?RF\\_ActivePath=,p,15912&RF\\_Expanded=,p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?RF_ActivePath=,p,15912&RF_Expanded=,p,15912) et site de l'ONUUDI.

**Tableau 1 : Indice de corrélation entre les indicateurs économiques en Afrique subsaharienne**

Variables	ENS.	TDE	DETTE BRUTE	BOC	BOC (en % du PIB)	Var. DES RÉ-SERVES	Var. DES RÉ-SERVES	DETTE EXT.	DETTE EXT. bis
ENS.	1,000								
CROISSANCE	-0,464	1,000							
TDE	0,036	0,684	1,000						
DETTE BRUTE	-0,601	0,114	0,035	1,000					
BOC	-0,634	0,805	0,630	0,299	1,000				
BOC (en % du PIB)	-0,631	0,788	0,605	0,422	0,976	1,000			
Var. DES RÉSERVES	-0,125	0,505	0,527	0,078	0,742	0,763	1,000		
DETTE EXT.	0,748	-0,632	-0,302	-0,104	-0,856	-0,758	-0,462	1,000	
DETTE EXT. bis	-0,692	0,202	0,000	0,976	0,370	0,485	0,121	-0,222	1,000

Note : définition des libellés : ENS. – Indice pondéré des prix pour l'ensemble des produits ; Croissance – Taux de croissance réelle du PIB ; TDE – Termes de l'échange (en pourcentage de variation) ; DETTE BRUTE – Dette publique brute totale (en pourcentage du PIB) ; BOC – Balance des opérations courantes (en milliards de \$ US) ; Var. des RÉSERVES – Variation des réserves (en milliards de \$ US) ; DETTE EXT. – Dette extérieure totale (en milliards de \$ US) ; DETTE EXT. bis – Dette extérieure totale (en pourcentage du PIB).

dans le PIB a également baissé de 5,2 % entre 2000 et 2014<sup>2</sup>. Le rapport 2011 de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement établit que le rôle des activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre est toujours très limité et de moins en moins important sur le continent.

Les fluctuations considérables des cours mondiaux des produits de base ont entraîné une forte instabilité des économies africaines. Selon Deaton (1999), Kose et Riezman (2001) et le PNUD (2014), les chocs commerciaux (les mouvements à la hausse et à la baisse des prix des produits de base à l'exportation) sont en grande partie responsables de la volatilité de la production et des recettes, de l'instabilité des taux de change, ainsi que des variations des balances des transactions courantes, des soldes budgétaires et des réserves internationales en Afrique. Il existe en général une forte corrélation entre le cours des produits de base et des variables économiques telles que la croissance, les termes des échanges, les balances des opérations courantes, les réserves de change et les taux d'endettement (tableau 1). Il ne fait aucun doute que de nombreux autres facteurs déterminent l'évolution de ces agrégats macroéconomiques et que l'observation d'une corrélation n'établit pas pour autant l'existence d'un lien de causalité. Ces données fournissent toutefois des indications concernant les parallélismes entre les produits de base et les évolutions macroéconomiques dans la région.

## 2.2 Une forte dépendance envers les produits de base peut nuire à la croissance

La croissance des pays dotés d'importantes ressources naturelles est parfois moins rapide que celle des pays qui en sont dépourvus (voir Humphreys, Sachs et Stiglitz, 2007). Dans tous les cas, ces ressources ne semblent pas constituer en général un avantage en matière de croissance. La figure 6 fait ressortir une relation plutôt négative entre la part que représentent des produits agricoles, des combustibles et des minéraux dans l'exportation et la croissance<sup>3</sup>. Une corrélation négative de 21,8 % entre croissance et dépendance envers les produits de base se vérifie dans 51 pays. Comme la concentration en ressources primaires (en particulier sur les combustibles et les produits minéraux) engendre bien souvent une répartition inégale des revenus (Simkins, 1998), les indicateurs sociaux tels que la prévalence des maladies, le taux de mortalité et l'accès à l'éducation s'avèrent généralement médiocres dans les économies tributaires des produits de base. Malgré une hausse du revenu moyen lors de l'envolée des prix entre 2000 et 2010, plus de 50 % de la population des pays tributaires des produits de base vit avec moins de 2 dollars par jour (Kaufmann, 2012).

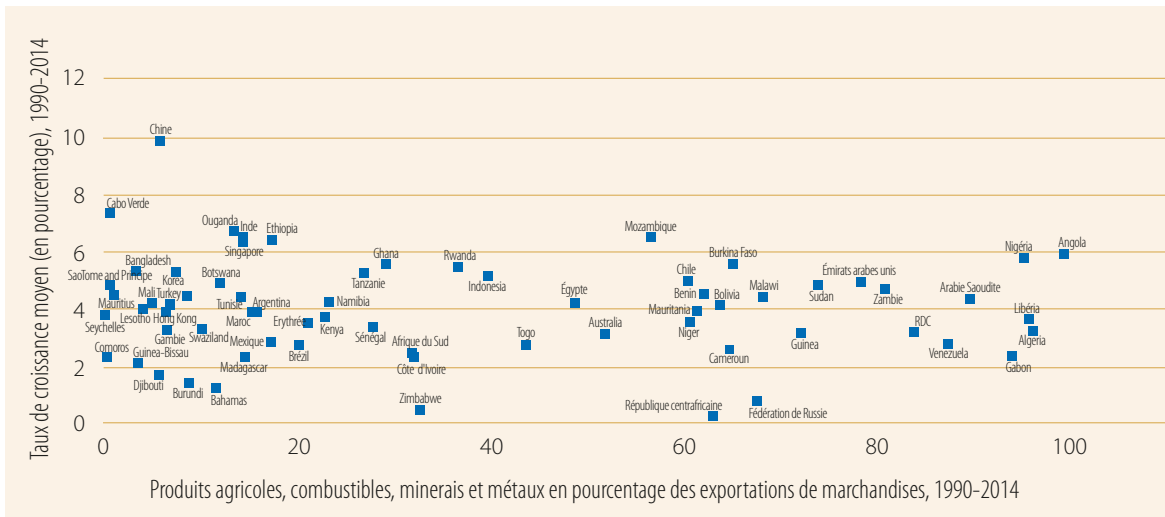
Plusieurs raisons expliquent l'incapacité de certains pays à faire de leurs ressources minérales un atout pour le développement<sup>4</sup>. La première concerne leur incidence sur les institutions. L'accumulation de richesses tirées du pétrole et des minéraux peut encourager la recherche de profits (voir Mauro, 1995 ; Leite et Weidmann, 1999) et attiser les troubles civils

<sup>2</sup> Taux calculé à partir des *Indicateurs du développement dans le monde 2015*.

<sup>3</sup> Sachs et Warner (1995), Kaldor, Karl et Said (2007) et Sala-i-Martin et Subramanian (2003) observent une relation négative entre la dépendance à l'égard des exportations de ressources naturelles et la croissance.

<sup>4</sup> Les mécanismes par le biais desquels les ressources naturelles peuvent nuire à la croissance économique sont décrits par Auty (2001), Humphreys, Sachs et Stiglitz (2007), Frankel (2012a) et Cox et Harvie (2010).

**Figure 6: Growth tends to be lower in commodity-dependent countries**



Source : calculé à partir des Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/TX.VAL.MMTL.ZS.UN>

liés à la compétition pour les ressources (voir Collier et Hoeffler, 2005; Cali, 2014). Dans ce contexte d'instabilité des recettes tirées des produits de base, la corruption pourrait permettre à des initiés de s'approprier les retombées des fortes hausses de prix (ce qui pourrait se traduire par des fuites illicites de capitaux ou des dépenses à caractère politique, mais inefficaces, dans le cadre de projets coûteux et inutiles, notamment), qui, dès lors, ne peuvent plus servir à compenser les pertes de revenus occasionnées par les chutes des prix des produits de base<sup>5</sup>.

L'instabilité des prix des produits de base peut par ailleurs constituer un frein au développement du fait de l'augmentation des coûts de transaction liée aux fluctuations soudaines et fréquentes en matière de main-d'œuvre et de capitaux. L'absence de politique adéquate d'épargne lors des fortes hausses peut conduire à des niveaux d'endettement excessifs et à d'importants déficits budgétaires lorsque les prix chutent, ce qui provoque des crises économiques et des récessions qui sont non seulement pénibles à court terme, mais qui peuvent aussi freiner la croissance à long terme, du fait notamment des investissements en capital humain non réalisés et des baisses des investissements à long terme dues au renforcement du climat d'incertitude<sup>6</sup>. De nombreux chercheurs (Deaton, 1999; Page et Hewitt, 2001) ont par le passé soutenu que les gouvernements africains s'étaient révélés incapables de gérer judicieusement les recettes découlant des produits de base en fonction des différentes périodes, ou de créer un

*Les pays exportateurs ont eu beaucoup de difficultés par le passé à maîtriser les cycles des prix des produits de base.*

environnement macroéconomique permettant au secteur privé d'y parvenir. Les dépenses publiques perdent également en rentabilité dès lors que des projets d'investissement initiés lors de périodes de hausse des recettes (et de meilleures possibilités d'emprunt) doivent être abandonnés faute de financement lorsque celles-ci diminuent.

Enfin, le niveau durablement élevé des cours des minéraux et du pétrole entraîne en général une hausse des prix des biens non échangeables produits localement par rapport aux biens échangeables produits localement (des produits manufacturés, le plus souvent), ce qui freine la production de ces derniers au bénéfice des premiers (le « syndrome hollandais »)<sup>7</sup>. Stijns (2003) estime qu'une augmentation de 1 % des exportations nettes d'énergie d'un pays exportateur d'énergie entraîne une diminution des exportations manufacturières du pays de 8 %. Ce type de redistribution n'est pas souhaitable dès lors

<sup>5</sup> Voir Leite et Weidmann (1999), Gylfason (2000) et Papyrakis et Gerlach (2004). Arezki et Brückner (2009) estiment qu'il existe une relation positive entre la dépendance à l'égard des ressources et la corruption.

<sup>6</sup> Blattman, Hwang et Williamson (2007), Hausmann et Rigobon (2003), Poelhekke et Van der Ploeg (2007) et El-Anshasy, Mohaddes et Nugent (2005) associent l'instabilité à une croissance faible dans les économies tributaires de leurs ressources.

<sup>7</sup> Voir Corden et Neary (1982), Neary et van Wijnbergen (1986) et Krugman (1987).

que le secteur manufacturier offre des rendements croissants ou des possibilités en matière d'éducation que ne permet pas la production de produits de base. La production de minéraux est aussi bien souvent caractérisée par une absence d'effets d'entraînement en amont et en aval, lesquels sont favorables à un développement diversifié.

À l'exception du Botswana et de l'Afrique du Sud, les pays africains, dont les recettes en devises et les recettes publiques reposent essentiellement sur les exportations de produits de base, n'ont pas géré très efficacement les recettes provenant des exportations de l'industrie extractive ou de l'agriculture. La propension à augmenter les dépenses en période de hausse des prix des produits de base et à les réduire lorsqu'ils chutent au lieu de mettre en œuvre des politiques volontaristes garantissant la stabilité du niveau de dépenses tout au long du cycle des prix des produits de base, constitue un problème majeur.

La gestion des recettes tirées des produits de base en vue d'éviter l'instabilité macroéconomique au cours des cycles de hausse et de baisse des prix représente un défi de taille. En période de hausse des prix, les pressions politiques en faveur de l'augmentation des dépenses sont difficiles à éviter, surtout dans les pays pauvres, dont les besoins sont énormes. Par ailleurs, de fortes restrictions peuvent peser sur les dépenses destinées à atténuer les conséquences des baisses des prix, faute de ressources financières nationales ou étrangères et de recettes fiscales suffisantes. En outre, il est difficile, sinon impossible, d'anticiper le cours des produits de base. Deaton et Miller (1995) constatent que ni des modèles de série chronologique, ni des modèles structurels n'auraient permis aux responsables politiques des années 1970 d'anticiper les cycles des cours. Les décisions se rapportant à l'utilisation des recettes en période de hausse des prix restent par conséquent sujettes à de grandes incertitudes. La situation varie cependant selon les pays : certaines économies africaines tributaires des produits de base ont obtenu des résultats remarquables en protégeant leurs économies des fluctuations des prix, tandis que cela n'a pas été le cas pour beaucoup d'autres.

L'envolée des prix des produits de base dans les années 1970 rend compte des difficultés auxquelles les économies africaines ont dû faire face. De nombreux gouvernements ont accru leurs dépenses d'investissement et ont emprunté massivement en se fondant sur l'hypothèse de la poursuite de la tendance haussière, ce qui a contribué à engendrer les crises de la dette des années 1980 (Krueger,

1987; Greene, 1989). Bon nombre de ces projets étaient médiocres, notamment parce qu'ils avaient été préparés à la hâte ou en réponse à des pressions d'ordre politique, et il fallut parfois tout simplement les abandonner faute de financement, entraînant ainsi un gaspillage conséquent.

En outre, certains gouvernements ont, durant les périodes d'expansion, décuplé les dépenses courantes d'une manière difficile à inverser une fois la chute des cours des produits de base amorcée<sup>8</sup>. Rajaram (1985) soutient que les pays exportateurs d'Afrique subsaharienne ont eu tendance à maintenir le niveau de leurs dépenses alors même que les prix des produits de base (et donc les recettes d'exportation et les recettes publiques) étaient en baisse, ce qui a aggravé les déficits budgétaires, l'expansion monétaire et l'inflation. Dans le cadre de l'analyse d'un épisode ultérieur, la Banque mondiale (2000) estime que si les pays exportateurs de pétrole ont épargné environ la moitié de la hausse de 5 % des revenus réels au cours de l'envolée des prix du pétrole de 1996-1997, le maintien de la consommation à un niveau stable lors de la baisse des prix de 1998 a conduit à des niveaux d'endettement insoutenables et à de fortes réductions des dépenses.

Cuddington (1989) met en évidence les résultats inégaux en matière de gestion de l'envolée des prix dans les années 1970. Au Cameroun, la hausse des dépenses suite à l'envolée des prix du café en 1976-1977 et au début de la production de pétrole en 1979-1980 a été modérée, l'épargne publique a augmenté, l'emprunt extérieur a été minime et l'appréciation du taux de change réel a été limitée. Alors que le PIB a diminué au début des années 1980 avec la chute des cours des produits de base, la croissance annuelle s'est maintenue à 7,3 % de 1981 à 1983. Au Kenya et au Nigéria, en revanche, les recettes accumulées en période de prix élevés (issues, au Kenya, des taxes prélevées auprès des producteurs de café, et au Nigéria, des revenus tirés du pétrole d'État) ont été en grande partie dépensées. Cela a entraîné au Kenya une défaillance des contrôles des dépenses et la crise économique du début des années 1980. Au Nigéria, l'augmentation des dépenses a rapidement engendré des engorgements dans les ports ainsi qu'au niveau des infrastructures routières. L'inflation a augmenté et le budget public est devenu déficitaire. En 1981, la chute des réserves de change a été compensée par l'emprunt extérieur. Entre 1975 et 1980, le PIB du Nigéria a progressé de 4 % par an, avant de chuter de 3 % par an entre 1980 et 1985.

<sup>8</sup> Voir Bevan, Collier et Gunning (1987, 1989 et 1991).



Des agents de change font des offres sur le cours du café dans une salle des marchés informatisée en Éthiopie. Crédit photo : PNUD

## Chapitre III

Gestion de la dernière vague de cycles des prix des produits de base : ampleur, impact, stratégies et mesures

# Gestion de la dernière vague de cycles des prix des produits de base : ampleur, impact, stratégies et mesures

*Après la forte hausse du début des années 2000, les cours des produits de base se sont effondrés.*

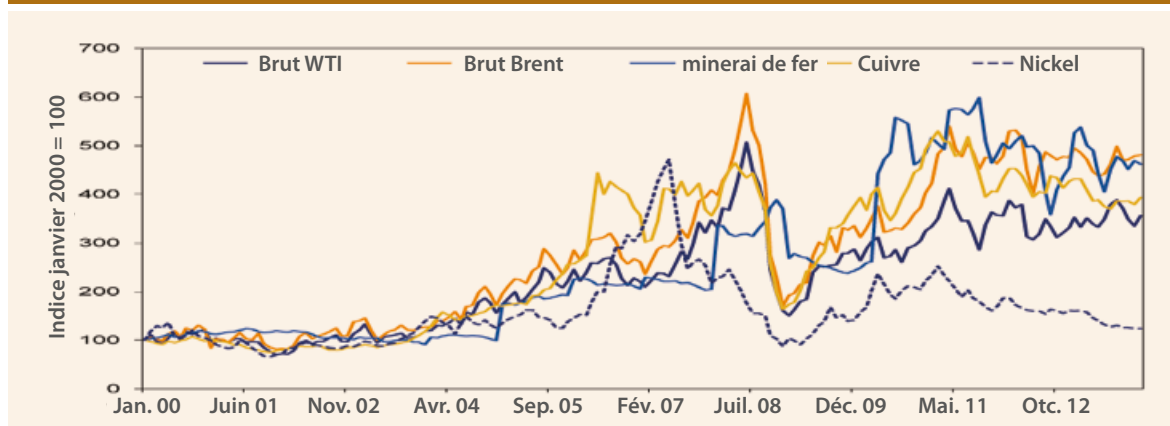
## 3.1 Ampleur

L'envolée des cours mondiaux des produits de base amorcée en 2003 a été en grande partie stimulée par un accroissement de la demande en Chine, au Brésil, en Inde et sur certains autres marchés émergents. D'importants investissements d'infrastructure (consacrés notamment à la construction de barrages, de mégapoles, de vastes réseaux routiers et ferroviaires, de ponts et de centrales électriques) ont entraîné une demande sans précédent de fer et d'acier, de cuivre et d'autres métaux industriels. Par ailleurs, l'accroissement de

la prospérité et les perspectives de développement ont dopé la demande de pétrole. Si les cours des produits de base ont baissé ou peu augmenté lors la crise financière mondiale de 2008-2009, ils ont assez vite rebondi par la suite et se sont maintenus à un niveau élevé jusqu'en 2011-2012 (selon les produits), période à laquelle la tendance baissière actuelle s'est amorcée (figure 7).

Cette longue phase d'expansion a pris fin du fait du ralentissement de la demande et de la progression rapide de l'offre. À partir de 2012, les taux de croissance de la Chine, d'autres économies asiatiques ainsi que d'autres économies développées ont commencé à diminuer et la progression de la demande de fer et d'acier, d'or et d'autres métaux industriels s'est ralentie. La croissance économique de la Chine a marqué le pas pour s'établir à 7,8 % en glissement annuel en 2012 (son niveau le plus bas depuis 1999) et se maintenir à un niveau moyen de 7,7 % entre 2012 et 2014.<sup>9</sup>

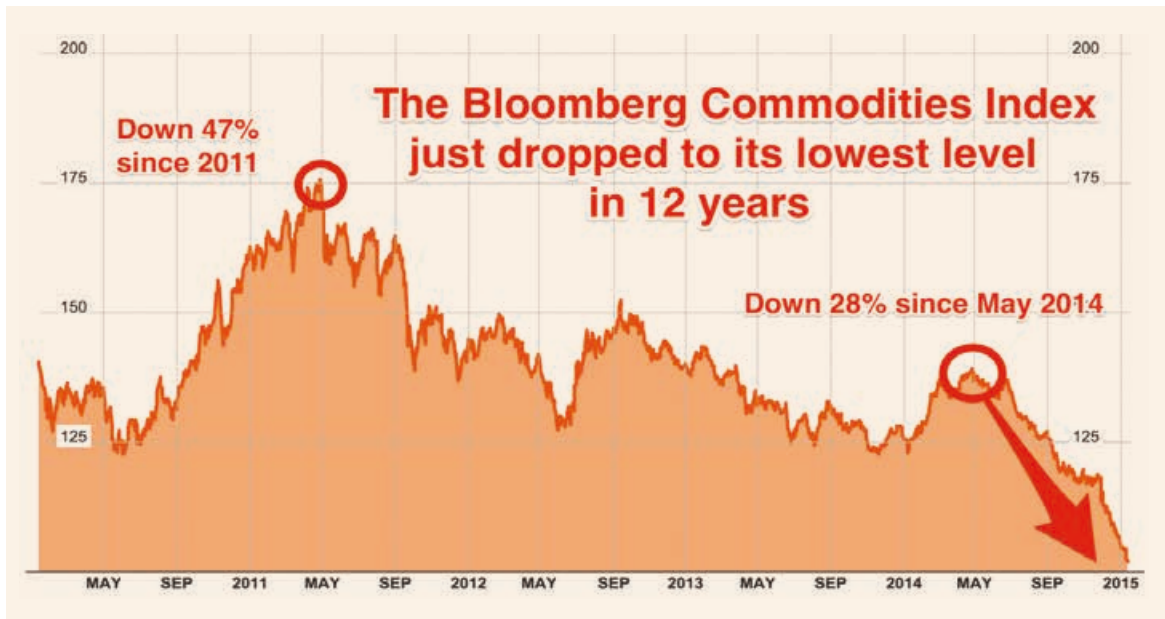
**Figure 7 : Les cours mondiaux des produits de base ont été en proie à une très forte instabilité, janvier 2000 — octobre 2012**



Source : *About Those Falling Commodity Prices*, voir [www.fisherinvestments.com/market-insights/education/hot-topics/about-those-falling-commodity-prices](http://www.fisherinvestments.com/market-insights/education/hot-topics/about-those-falling-commodity-prices)

<sup>9</sup> Voir Banque mondiale (2015), <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>

Figure 8 : Les cours mondiaux des produits de base ont fortement baissé, février 2013 — février 2015



Source : *Business Insider*. 2015.

Parallèlement, l'offre des produits de base en question a continué de progresser. Si des données récentes n'étaient pas disponibles pour tous les produits au moment de la rédaction du présent rapport, les plus grandes entreprises mondiales de production de métaux ont indiqué ne pas avoir l'intention de réduire leur production, car beaucoup d'entre elles s'attendaient toujours à ce que la demande se maintienne. En Australie comme dans d'autres économies développées, à la différence des pays d'Afrique qui dépendent fortement des investissements étrangers dans l'industrie minière, les grandes entreprises se sont déjà lancées dans de vastes plans de développement. Il y a de grandes chances que ces investissements soient menés à bonne fin, étant donné que ces entreprises sont davantage axées sur le long terme que sur les oscillations périodiques des prix actuellement observées. Dans l'ensemble, l'offre de produits de base est largement supérieure à la demande depuis fin 2012, début 2013.

Par ailleurs, les sociétés pétrolières n'ont généralement pas réduit leur production, du moins jusqu'à plus récemment. La production des gisements de schiste aux États-Unis, par exemple, reste conséquente, et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a décidé de ne pas

réduire ses niveaux de production en 2014 de façon à préserver sa part de marché. En outre, la Libye relance progressivement sa production après une phase de forte baisse lors des récents troubles<sup>10</sup>.

L'offre a aussi continué de croître pour de nombreux produits agricoles, surtout le café. Le Brésil, qui représente environ un tiers de l'offre mondiale de café, a enregistré une production record de 50,8 millions de sacs pour l'année 2011-2012, et les rendements ont aussi progressé en Éthiopie et en Ouganda (Organisation internationale du café, 2015).

Le ralentissement de la demande et une offre en constante augmentation ont entraîné une forte chute des cours des produits de base. L'indice Bloomberg des prix des produits de base a chuté à un niveau sans précédent début 2015, ce qui s'explique en grande partie par l'effondrement des cours mondiaux du pétrole brut, du minerai de fer et du cuivre (figure 8)<sup>11</sup>. Cette chute des cours a touché l'ensemble des principaux types produits de base. Le recul des prix du pétrole a été particulièrement marqué, avec une baisse de 55 % entre août 2014 et août 2015, ce qui s'avère avantageux pour les pays importateurs de pétrole comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire, mais pas pour

<sup>10</sup> Selon la Banque mondiale, plusieurs facteurs ont contribué à la chute des prix du pétrole en 2014 : la décision de l'OPEP en novembre de la même année de renoncer à relever ses niveaux de production et de maintenir sa production de 30 millions de barils par jour (30 mb/j) ; l'appréciation du dollar des États-Unis d'environ 10 % par rapport aux principales devises en taux pondéré par le commerce extérieur qui a entraîné des effets néfastes, et notamment une baisse de la demande de pétrole dans un certain nombre de pays ayant subi une baisse du pouvoir d'achat de leurs devises ; et l'évolution des conditions de l'offre et de la demande à travers le monde. La Banque mondiale indique que, depuis 2011, la production de schiste bitumineux connaît une très forte hausse aux États-Unis avec près de 0,9 million de barils par jour (environ 1 % de l'offre mondiale) pour la seule année 2014 (Banque mondiale, *Ibid.*, p. 156-157). Bien qu'il reste à évaluer quantitativement le rôle exact joué par ces différents facteurs, il ne fait aucun doute que l'augmentation de la production de schiste bitumineux aux États-Unis, les problèmes que posent toujours au niveau mondial les conditions de l'offre, ainsi que la politique de l'OPEP consistant désormais à préserver ses parts de marché, malgré la crise grave des cours mondiaux du pétrole, constituent les facteurs les plus manifestes.

<sup>11</sup> L'indice Bloomberg des prix comprend 24 produits de base, dont le pétrole, le gaz, les métaux et les produits agricoles.

*Les économies africaines ont eu des difficultés à s'adapter à la récente chute des prix des produits de base.*

l'Angola, la République démocratique du Congo, le Nigéria et les autres pays exportateurs de pétrole. Le cours du minerai de fer a chuté d'environ 53 % au cours de l'exercice se terminant en mai 2005, alors que les cours de l'or, de l'argent et du platine ont accusé une baisse bien moindre. Les prix des produits agricoles comme le coton, le soja et le sucre se sont également effondrés (la chute des cours du café ayant eu lieu, pour l'essentiel, avant 2014). Dans l'ensemble, la plupart des produits de base mesurés en dollars ont chuté depuis le premier semestre 2014 (*Business Insider*, 2015 et tableau 2). Le cours des fèves de cacao, qui après avoir augmenté au premier semestre 2014 a chuté de 4 % au cours de l'exercice clos en août 2015, constitue une exception notable.

### 3.2 Impacts

Les économies africaines tributaires des produits de base ont été contraintes de prendre de nombreuses mesures afin de s'adapter à la chute soudaine de leurs recettes d'exportation consécutive à l'effondrement des cours. Les gouvernements ont dû réduire les dépenses, et procéder à la dépréciation de la monnaie tout en laissant l'équilibre budgétaire et la balance des opérations courantes se détériorer. Ce manque de flexibilité s'explique par l'incapacité

**Tableau 2 : Variations des prix des principaux produits de base janvier 2014 – mai 2015**

Variables	JAN 2014	MAI 2015	Variation en%
Minerai de fer, \$/tm	128,12	60,00	-53,2
Cuivre, \$/tm	7 921,47	6 294,78	-13,7
Pétrole brut (Brent), \$/bl	107,42	64,56	-39,9
Or \$/oz t	1 244,27	1 198,63	-3,7
Argent, \$/oz t	19,87	16,83	-15,3
Platine, \$/oz t	1 420,95	1 140,40	-19,7
Coton (indice A), \$/kg	2,01	1,61	-19,9
Cacao, \$/kg	2,82	3,10	9,8
Cofé (Robusta), \$/kg	1,93	1,93	-0,2
Soja, \$/kg	566,00	390,00	-31,1
Sucre (monde), \$/kg	0,34	0,29	-14,7
Thé, \$/kg	2,87	2,81	-2,3

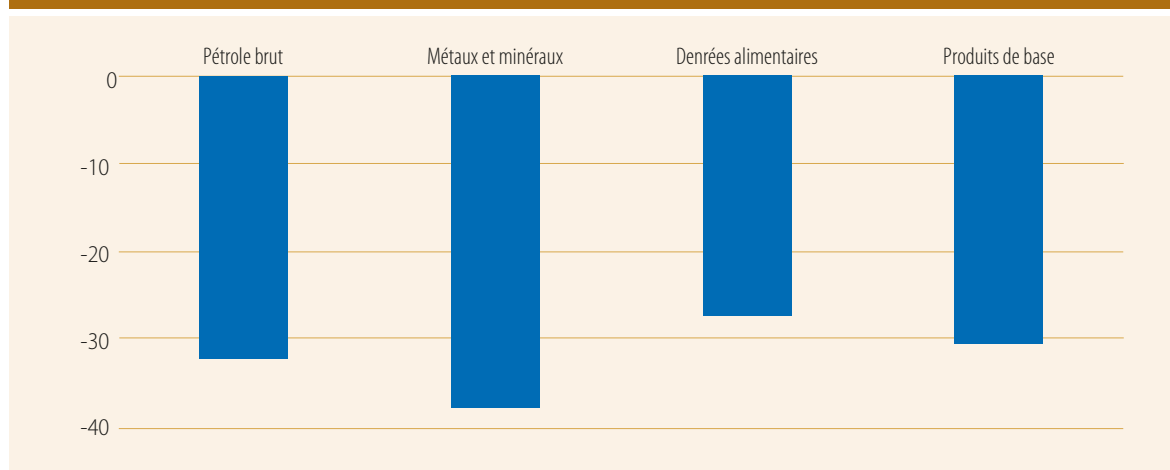
Source : [www.worldbank.org/commodities](http://www.worldbank.org/commodities)

Note : tms renvoie à tonne métrique sèche ; tm, à tonne métrique ; bl, à barils de pétrole ; oz t, à once troy (31,10 grammes) ; kg, à kilogrammes

à adopter des politiques volontaristes visant à renforcer l'épargne au cours de la longue phase d'envolée des prix des produits de base entre 2003 et 2011. L'analyse thématique qui suit décrit comment les dix pays étudiés dans le présent rapport se sont adaptés (voir le chapitre IV).

Le repli des cours des produits de base a nettement écorné les recettes en devises dans beaucoup d'économies africaines, avec d'importantes répercussions sur la stabilité macroéconomique. Cependant, l'évolution des recettes d'exportation a extrêmement varié dans les dix pays étudiés puisque certains ont pu accroître considérablement leurs volumes d'exportation (courant 2014, tout du moins), alors que la composition des exportations

**Figure 9 : Les cours des produits de base s'effondrent (baisse des cours en pourcentage de janvier 2011 à mai 2015)**



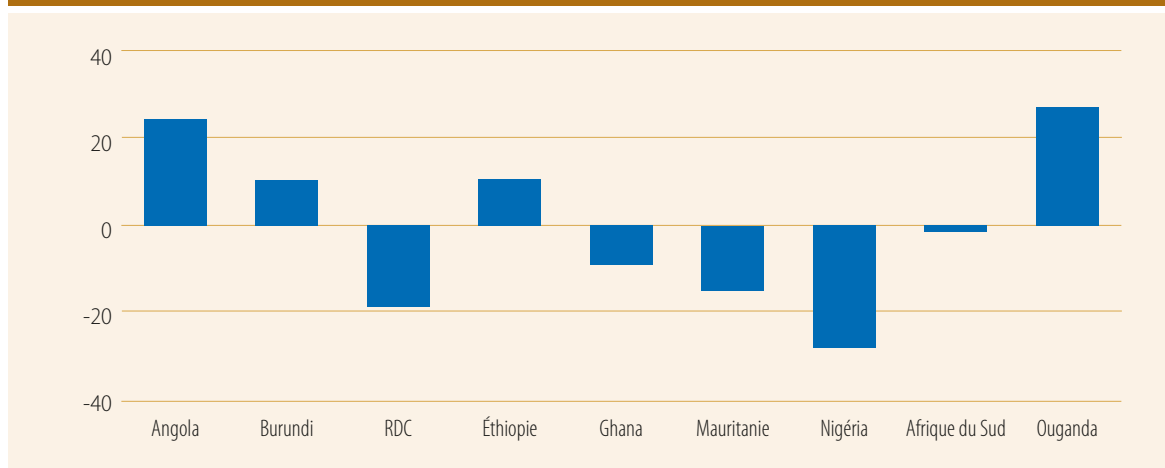
Source : [www.worldbank.org/commodities](http://www.worldbank.org/commodities)

et les accords tarifaires ont beaucoup varié d'une économie à l'autre. Certains pays tributaires du pétrole ou des minéraux exportent également des produits de base dont les prix ont considérablement augmenté, ce qui a notamment été le cas du cacao au Ghana et au Nigéria. Par ailleurs, le contrat à long terme de fourniture de pétrole entre la Chine et l'Angola a permis à celui-ci d'atténuer l'ampleur de la brusque chute des recettes d'exportation. Les dix pays concernés par l'étude de cas ont tous connu une baisse des prix des produits de base à l'exportation à partir de 2012, mais seulement cinq d'entre eux ont enregistré une diminution de leur pouvoir d'achat des exportations (estimé en divisant la valeur nominale des exportations par

l'indice des prix à l'importation), ce qui reflète l'impact du développement externe sur la capacité d'un pays à importer (figure 10).

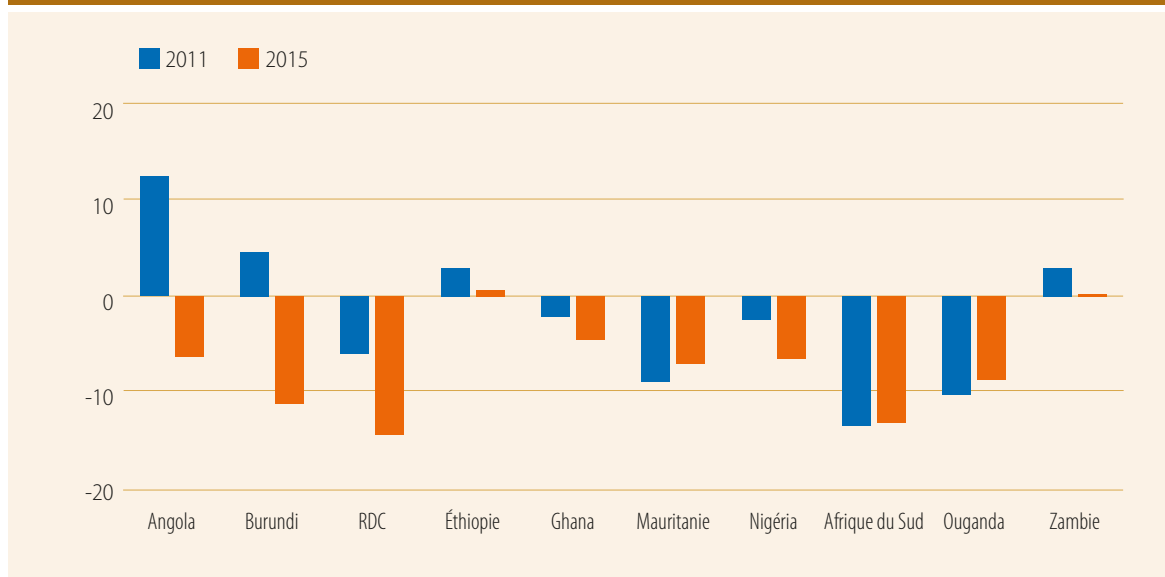
Les fléchissements ou les ralentissements de la croissance des recettes d'exportations ont entraîné une détérioration des balances des opérations courantes dans la plupart des pays à l'étude (figure 11), à l'exception de la Mauritanie, qui a bénéficié d'une forte augmentation de la production de minerai de fer, de l'Afrique du Sud, qui disposait d'une base d'exportations plus diversifiée que les autres économies et de l'Ouganda, du fait de l'évolution beaucoup moins rapide de ses volumes d'importation par rapport à ses volumes d'exportation sur la période considérée.

**Figure 10 : La capacité d'importation de nombreux pays exportateurs de produits de base a diminué, 2011-2014**



Source : Banque mondiale, voir <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=indicateurs-du-développement-dans-le-monde>  
 Note : variation des recettes d'exportations divisées par les prix à l'importation. Les données du Nigéria, de la Gambie et de la Zambie se rapportent à 2013.

**Figure 11 : Les balances des opérations courantes se sont détériorées (en pourcentage du PIB)**



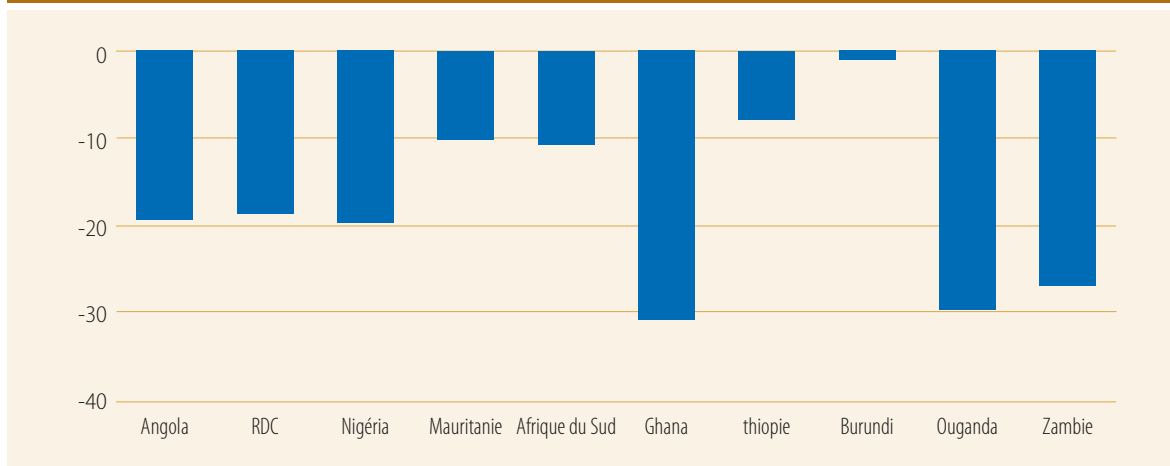
Source : Banque mondiale, voir <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=indicateurs-du-développement-dans-le-monde>

Les économies africaines tributaires des produits de base ont adopté un large éventail de mesures afin d'atténuer l'impact de la chute des prix sur leurs économies. Les taux de change nominaux se sont fortement dépréciés par rapport au dollar des États-Unis entre janvier 2014 et la mi-2015 dans la plupart des pays concernés par l'étude de cas en réaction au recul des prix à l'exportation. L'inflation reste toutefois plus forte dans tous les pays objets de l'étude qu'aux États-Unis d'Amérique, ce qui explique pourquoi le taux de change réel par rapport au dollar (en 2014) a varié dans la plupart des pays d'environ 6 % au maximum (figure 13).

Le volume des réserves internationales a joué un rôle important dans le degré d'ajustement immédiatement nécessaire pour faire face à la chute des cours des produits de base. Plusieurs

pays avaient constitué d'importantes réserves internationales lors de l'envolée des cours des produits de base afin de pouvoir en, utiliser une partie pour maintenir les importations en cas de chute des prix à l'exportation. Les pays africains ayant constitué des fonds souverains, comme l'Angola et la Mauritanie (et, en dehors des pays concernés par l'étude de cas, le Botswana, le Tchad, le Gabon et la Guinée équatoriale) ont dans l'ensemble épargné une plus grande proportion de ces recettes. Tandis que la mise en place par le Nigéria d'un compte d'épargne lié à l'excédent de pétrole brut (mécanisme d'épargne des recettes du pétrole) s'est accompagnée d'une amélioration de la gestion macroéconomique à la suite de la crise financière mondiale (Saibu, 2015), plus récemment, les prélèvements effectués sur ce compte par les autorités, associés à une

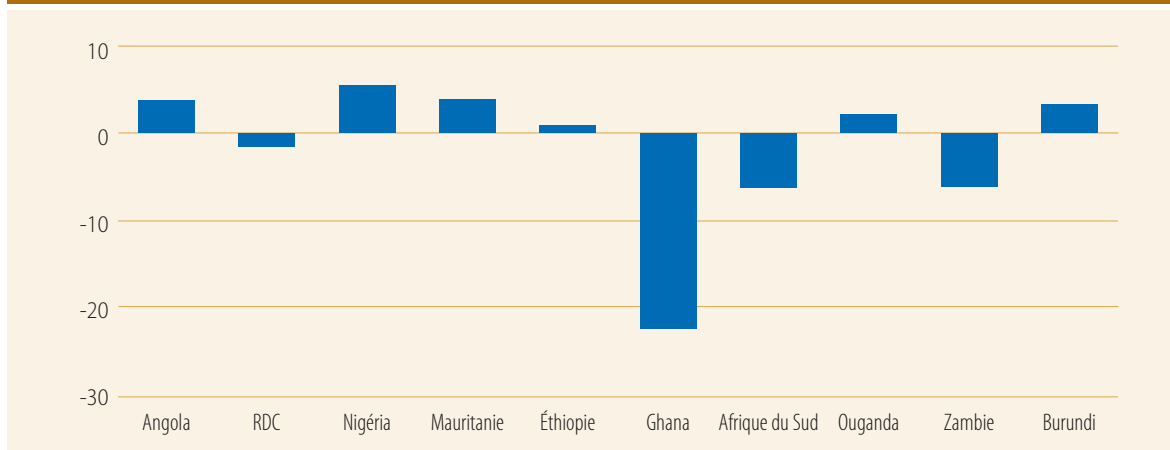
**Figure 12 : Les taux de change nominaux des pays à l'étude se sont dépréciés par rapport au dollar jusqu'à mi-2015**



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=indicateurs-du-developpement-dans-le-monde>

Note : variation en pourcentage des devises nationales par rapport au dollar des États-Unis, janvier 2014 à juin/juillet 2015.

**Figure 13 : Pour la plupart des pays à l'étude, le taux de change réel par rapport au dollar des États-Unis a varié de 6 % au maximum, 2014**



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=indicateurs-du-developpement-dans-le-monde> ; FMI, Perspectives de l'économie mondiale, voir <http://www.imf.org/external/data.htm>

Note : variation en pourcentage des devises nationales par rapport au dollar des États-Unis en 2014, ajustée pour tenir compte de la différence du taux d'inflation par rapport aux États-Unis.

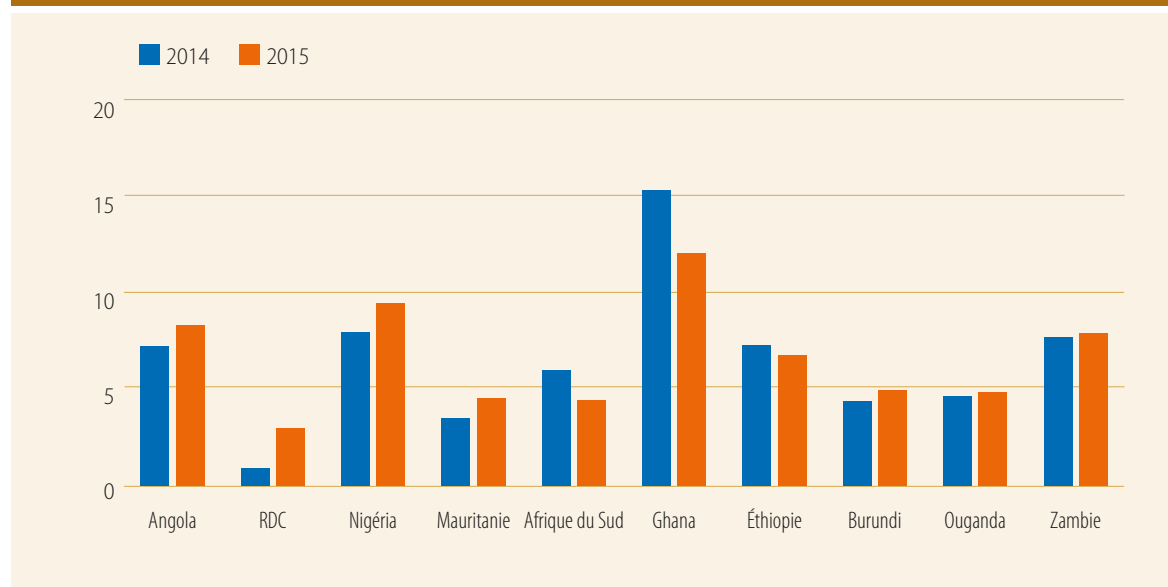
faible rentabilité et à la structure de gouvernance partisane du fonds souverain nouvellement créé, ont soulevé des préoccupations au sujet de son fonctionnement (Hou *et coll.* 2014).

La tendance à la hausse des prix à la consommation s'est inversée dans la plupart des pays concernés par l'étude depuis le début de la décennie, principalement en raison de la chute des cours des produits de base. Cependant, l'évolution des taux d'inflation des prix à la consommation prévue pour 2015 tranche avec celle des années précédentes (figure 14). L'inflation ne devrait augmenter que modérément en moyenne en 2015 pour un certain nombre de pays, notamment en Ouganda (en dépit du fait que l'inflation de base soit passée de 2,7 % en décembre 2014 à 4,8 % en mai 2015, sur une base annuelle), au Burundi, en Mauritanie et en Zambie. Cela s'explique par la baisse des cours des combustibles et des produits de base non pétroliers, qui s'est accompagnée dans plusieurs pays d'un durcissement de la politique monétaire (en 2014, par exemple, la Banque de Zambie a relevé son taux directeur de 50 points de base, à le faisant ainsi passer à 12,5 %). La dépréciation monétaire joue un rôle important dans la montée de l'inflation au Nigéria et en Angola, même si les banques centrales de ces pays resserrent l'offre de liquidités en relevant leurs taux directeurs ainsi que les réserves que les banques commerciales sont tenues de constituer. Au Ghana, l'inflation globale se situait en juin à 17,1 %, mais elle devrait ralentir quelque peu compte tenu des mesures adoptées par le Gouvernement en juillet pour soutenir le cedi.

Comme le montre la figure 15, la majorité des pays ont connu une détérioration de leurs soldes budgétaires exprimés en proportion du PIB depuis le niveau record du cours des produits de base en 2011. Le graphique ne rend cependant pas compte des dernières évolutions, qui sont différentes. Si le déficit budgétaire de la Zambie a atteint 6,5 % du PIB en 2013 (en partie du fait des hausses des salaires de la fonction publique) et s'est maintenu à 6 % en 2014 (bien qu'en tenant compte de l'augmentation des arriérés, le déficit soit passé de 7,5 % du PIB en 2013 à 10,6 % en 2014), la réaction opportune de l'Angola à la chute des cours du pétrole a permis d'atténuer son déficit public en 2015. Du fait de l'augmentation de la fiscalité, des économies réalisées grâce aux améliorations des systèmes de paiements et des régimes de rémunération, et du report des dépenses, le déficit budgétaire de l'Ouganda devrait se révéler inférieur aux prévisions. Le déficit public de la République démocratique du Congo devrait atteindre 7 % du PIB en 2015 en raison de l'augmentation des dépenses publiques et de la baisse des recettes pétrolières. Le déficit du Ghana, après s'être avéré inférieur aux prévisions au cours des quatre premiers mois, devrait s'atténuer en 2015 grâce à l'augmentation des recettes publiques (FMI 2015c).

La révision des estimations des recettes publiques constitue un bon indicateur de la pression fiscale. Plusieurs pays exportateurs de pétrole, parmi lesquels certains pays concernés par l'étude, ont nettement revu à la baisse les prix retenus dans leurs estimations de recettes (figure 16). Ces

**Figure 14 : L'évolution de l'inflation des prix à la consommation devrait s'inverser cette année dans la plupart des pays à l'étude (en points de pourcentage)**



Source : FMI, voir <http://www.imf.org/external/data.htm>

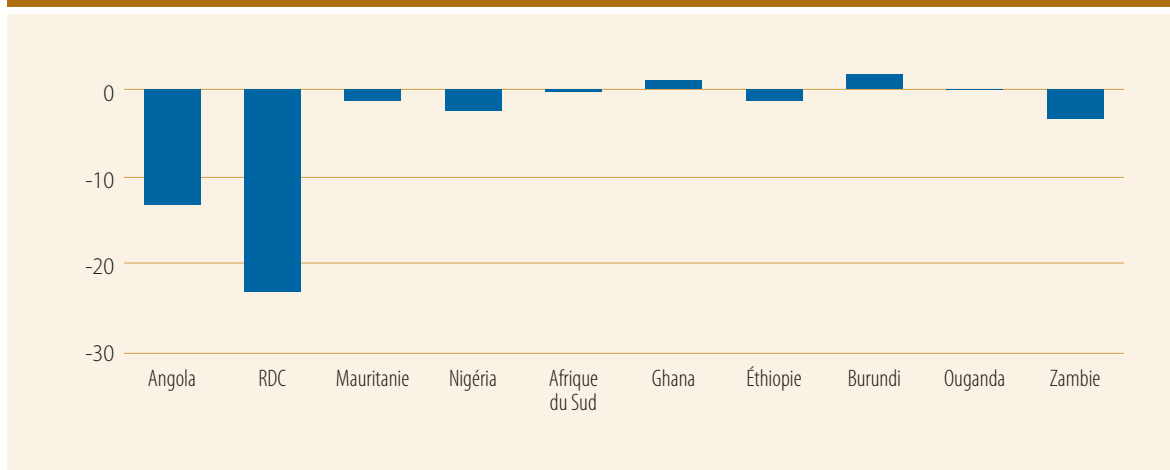
Note : La progression du point de pourcentage s'observe dans les prix à la consommation. Les données pour 2015 proviennent des prévisions de la base de données du FMI consultées le 8 septembre 2015 sur [www.imf.org/data](http://www.imf.org/data) ou des consultations disponibles au titre de l'article IV.

estimations demeurent toutefois bien supérieures au cours actuel, ce qui est probablement dû au fait que l'effondrement des prix du pétrole ne s'est pas accompagné de révisions régulières des prévisions budgétaires. Il est par conséquent vraisemblable que de nouvelles révisions à la baisse des recettes fiscales s'imposent.

### 3.3 Stratégies et mesures

De nombreux pays concernés par l'étude ont adapté leurs politiques en matière de dépenses et d'imposition afin de limiter la détérioration de leurs soldes budgétaires. Tous n'ont pas eu la même capacité à opérer cet ajustement budgétaire puisque ce dernier dépend de l'ampleur de la perte de recettes, des financements disponibles et de la situation dans laquelle se trouvait le pays avant la chute des cours des produits de base.

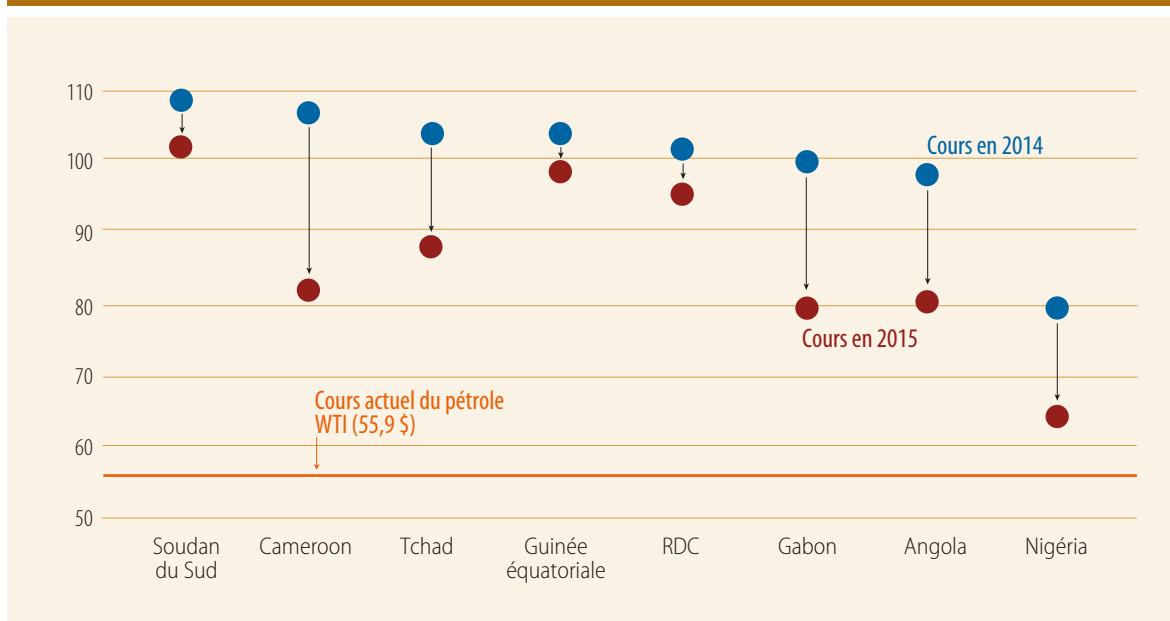
**Figure 15 : Les soldes budgétaires des pays à l'étude se sont détériorés (évolution des soldes budgétaires en pourcentage du PIB, 2011-2015)**



Source : Base de données du FMI, voir <http://www.imf.org/external/data.htm>

Note : le graphique indique le solde des finances publiques (recettes diminuées des dépenses) en pourcentage du PIB.

**Figure 16 : Les gouvernements ont revu à la baisse le prix du pétrole dans leurs budgets, 2014-2015**



Source : The Brookings Brief (2014), voir [www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2014/12/23-oil-prices-exports-africa-sy](http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2014/12/23-oil-prices-exports-africa-sy) (en anglais)

De nombreux pays concernés par l'étude s'efforcent d'augmenter leurs recettes en vue de limiter la détérioration de leurs soldes budgétaires. Les mesures adoptées comprennent notamment : l'amélioration du recouvrement de l'impôt, en Angola; l'augmentation de la taxation des dividendes et la suppression des exonérations de taxe sur la valeur ajoutée sur les importations, au Burundi<sup>12</sup>, où de nouvelles mesures fiscales devraient permettre d'augmenter les recettes de 0,4 % du PIB en 2015; l'augmentation des taxes sur les produits de luxe, au Nigéria; et l'augmentation des taxes sur le carburant, le tabac et l'alcool, ainsi qu'un relèvement de l'impôt sur le revenu, en Afrique du Sud.

Ces pays se sont également activement employés à réunir des fonds de diverses manières : en émettant davantage d'emprunts obligataires pour la diaspora (Éthiopie et Nigéria) et par le biais de l'Office de commercialisation du cacao (Ghana); en puisant dans leurs dépôts à l'étranger et en empruntant davantage auprès de la banque centrale régionale (République démocratique du Congo); et en sollicitant davantage les donateurs (pays dépendants de l'aide extérieure).

En raison des restrictions des dépenses publiques, certains investissements essentiels sont différés ou annulés. À titre d'exemple, la modernisation des infrastructures, telles que les routes et les ports en Ouganda, au Nigéria et en Zambie, est pour l'instant interrompue. Le budget du Nigéria prévoit une réduction des dépenses d'investissement de 44 % en 2015 (Hou *et coll.*, 2015)<sup>13</sup>. Par ailleurs, l'Angola réaffecte des fonds en faveur du développement des infrastructures, et notamment de la réfection des routes, des réseaux d'irrigation, de la production et de la distribution d'électricité. La République démocratique du Congo poursuit ses investissements prévus dans les infrastructures, en particulier en vue d'améliorer le réseau de distribution d'électricité. La Mauritanie prévoit d'importants investissements dans la production d'électricité à partir du gaz naturel, de l'éolien et du solaire, et projette d'exporter de l'électricité vers les pays voisins.

À l'heure actuelle, plusieurs pays réduisent aussi leurs dépenses courantes. La Zambie, par exemple, réduit ses dépenses liées aux indemnités de déplacement, à l'achat de biens et de services, ainsi que ses subventions agricoles. Des efforts sont aussi entrepris pour alléger la masse salariale du secteur public : en Zambie, avec la poursuite du gel des salaires et au Nigéria, à travers la suppression de plus de 60 000 emplois fictifs dans la fonction

## *L'envolée des prix des produits de base accentue l'urgence d'une transformation structurelle.*

publique. Le Burundi prend aussi des mesures pour limiter les dépenses à hauteur des fonds immédiatement disponibles.

La détérioration des situations budgétaires a encouragé les mesures d'optimisation des dépenses publiques, comme les améliorations dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'investissements en République démocratique du Congo ou la réduction des dépenses inutiles ou non indispensables en Angola, au Burundi et en Afrique du Sud.

Certains gouvernements ont également adopté des mesures visant à diversifier leur structure de production, de façon à permettre une croissance plus rapide tout en réduisant leur dépendance à l'égard des produits de base instables. Parmi les mesures concernées, citons la modification de la politique fiscale afin d'encourager les investissements directs étrangers tout en accordant une certaine protection aux industries de transformation (par exemple, par la création de zones industrielles en Angola et en Éthiopie); la négociation d'accords commerciaux en vue de favoriser la production destinée à l'exportation (l'Angola envisage par exemple d'adhérer à la zone de libre-échange entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne); les incitations au développement industriel (notamment par le biais de zones industrielles spécialisées dans les secteurs des textiles et de l'habillement, du cuir ainsi que de l'agroalimentaire en Éthiopie); le soutien aux activités de transformation des produits agricoles (en Zambie); et l'augmentation de l'investissement public en faveur de l'agriculture afin d'améliorer la disponibilité des terres arables. Le Nigéria a également renforcé ses capacités de raffinage et de production d'électricité, tout en insufflant un nouvel élan à sa politique de contenu local pour l'industrie du pétrole. Parallèlement, plusieurs de ces économies ont continué d'investir dans la production de produits de base. L'Angola, par exemple, s'emploie à augmenter sa production de pétrole, notamment au moyen de forages en mer.

<sup>12</sup> En vertu de la loi budgétaire de 2014, les exonérations de taxes indirectes ne relevant pas d'accords internationaux ou d'autres lois spécifiques ont été supprimées. Voir Deloitte (2015 : 52).

<sup>13</sup> Des pressions s'exercent pour réduire les salaires des responsables politiques. Cela a déjà été le cas pour le Président et le Vice-Président, dans l'attente d'une réponse du Parlement.



Site d'orpaillage à Tamiougou, au sud de Kongoussi (Burkina Faso). Crédit photo : Ollivier Girard pour le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR).

## Chapitre IV

# Études de cas par pays

# Études de cas par pays

## 4.1 Introduction

Le présent chapitre donne des précisions sur les principaux thèmes évoqués plus haut à la lumière de l'examen de dix études de cas relatives à la dépendance à l'égard des produits de base en Afrique. Trois produits de base qui jouent un rôle majeur dans les économies africaines sont passés en revue, à savoir le pétrole, le minerai de fer et le café. Pour chaque produit, au moins un pays parmi les plus concernés et un pays relativement peu touché ont été choisis. Un pays qui exporte du cuivre a également été retenu. Le choix s'est également fait en fonction de la région et de la langue principale pour donner un aperçu représentatif des défis posés à l'échelle du continent par la dépendance à l'égard des produits de base. Les dix pays retenus sont les suivants : l'Angola, la République du Congo et le Nigéria (pétrole); le Ghana, la Mauritanie et l'Afrique du Sud (minerai de fer); le Burundi, l'Éthiopie et l'Ouganda (café) et la Zambie (cuivre).

La sélection des produits et des pays s'appuie sur une évaluation du poids relatif d'un produit donné dans les exportations d'un pays, le montant total de ses recettes en devises et de ses recettes fiscales. La sélection des pays se veut représentative de toutes les régions de l'Afrique subsaharienne (Afrique australe, Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest), ainsi qu'au plan de la langue principale (l'anglais, le français ou le portugais). Une brève analyse de la hausse du prix du cacao a également été entreprise, étant donné son impact positif sur le Ghana et le Nigéria.

Dans les dix études de cas ci-après, le contexte économique, les répercussions et certaines mesures politiques sont examinés.

## 4.2 Angola

**Contexte économique.** L'Angola est le deuxième producteur de pétrole en Afrique, avec actuellement près de 1,8 million de barils par jour. Le pétrole représente environ 35 % du PIB, 75 % des recettes publiques et 95 % des exportations totales<sup>14</sup>.

*L'effondrement des recettes limite fortement les dépenses publiques : plusieurs projets de développement ont été suspendus et des contrats, annulés, entraînant des pertes d'emplois.*

Avec environ 46 % de ses importations totales de pétrole en provenance de l'Angola (Banque africaine de développement (BAD), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et PNUD 2014a), la Chine est le principal importateur de pétrole angolais. Au cours des deux dernières décennies, le Gouvernement a procédé à d'importants investissements d'infrastructure et a pris des mesures énergiques pour accélérer la diversification économique et réduire la dépendance à l'égard du pétrole. Les résultats tangibles se font encore attendre, étant donné que la valeur ajoutée de l'industrie (qui comprend l'exploitation minière) est passée d'environ 41 % du PIB en 1990 à 72 % en 2000, et qu'elle ne représentait plus que 60 % de la production en 2014 (tableau 3). Les secteurs de l'énergie non pétrolière, de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie manufacturière et de la construction réunis représentent moins de 15 % du PIB. De plus, la construction continue d'occuper une place relativement marginale dans le PIB : 8 % en 2013 (figure 17)<sup>15</sup>.

Les indicateurs sociaux n'ont pas suivi le rythme de l'essor de l'économie au cours de la dernière décennie : environ 36 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le coefficient de Gini (0,586) est parmi les plus élevés dans la région et le taux de chômage stagne autour de 26 %.

<sup>14</sup> Pour la part du pétrole dans le PIB en 2014, voir [http://jornaldeangola.sapo.ao/politica/construimos\\_a\\_democracia\\_e\\_mantemos\\_a\\_unidade\\_na\\_diversidade](http://jornaldeangola.sapo.ao/politica/construimos_a_democracia_e_mantemos_a_unidade_na_diversidade). Et pour sa part dans les recettes publiques et les exportations totales, voir <https://www.imf.org/external/np/sec/pr/2015/pr15388.htm>.

<sup>15</sup> Voir BAD, OCDE et PNUD (2014a).

**Tableau 3 : Indicateurs macroéconomiques pour l'Angola**

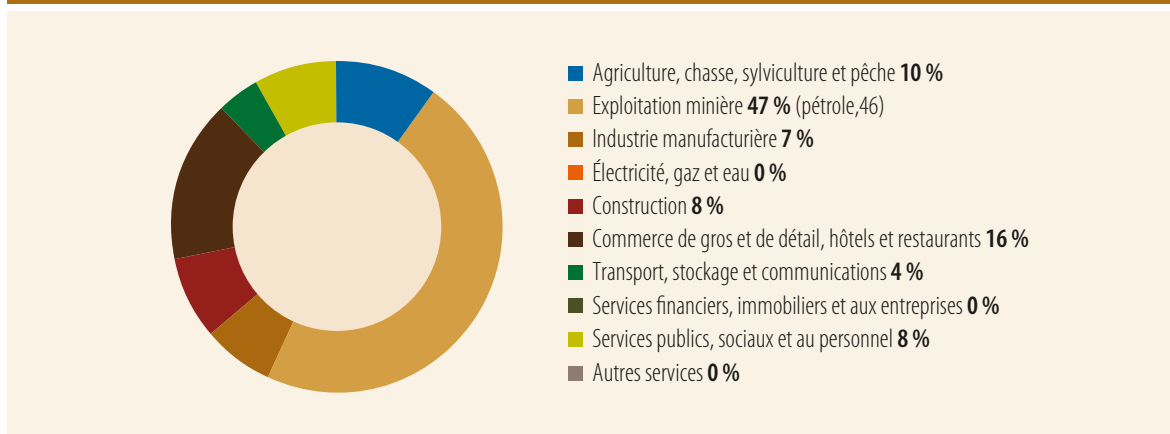
	2008	2009	2010	2011	2011	2013	2014
RNB par habitant, méthode de l'Atlas (en dollars courants des É.-U.)	3 010,00	3 490,00	3 550,00	3 690,00	4 150,00	4 730,00	4 850,00
PIB (en millions de dollars des É.-U. courants)	84 178 084 131,62	75 492 416 519,75	82 470 894 868,78	104 115 867 663,46	115,341,613,335,66	124 163 174 732,96	131 400 635 026,06
PIB (en millions de dollars des É.-U. constants de 2005)	47 563 628 353,29	48 711 276 726,50	50 371 188 883,05	52 345 032 772,33	55,043,649,815,06	58,786,650,192,90	61 080 073 276,81
Croissance du PIB (% annuel)	13,82	2,41	3,41	3,92	5,16	6,80	3,90
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	10,04	-0,97	0,00	0,50	1,71	3,33	0,56
Formation brute de capital (% du PIB)	16,22	15,23	14,43	12,91	14,93	14,69	14,65
Épargne intérieure brute (% du PIB)	43,09	14,83	32,87	36,10	37,13	29,75	31,19
Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	6,64	10,20	9,84	9,29	7,19	10,06	9,44
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	67,49	59,05	59,93	62,12	61,78	57,80	60,19
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% du PIB)	4,80	6,07	6,12	5,97	6,71	7,21	7,06
Services, etc., valeur ajoutée (% du PIB)	25,87	30,75	30,23	28,59	31,04	32,14	30,37
Exportations de biens et de services (% du PIB)	78,10	55,01	61,39	65,35	61,94	55,78	58,54
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (% du PIB)	17,13	17,50	17,66	19,51	21,22	19,91	20,71
Dépense de consommation finale des ménages (% du PIB)	39,78	67,67	49,47	44,39	41,65	50,34	48,09
Importations de biens et de services (% du PIB)	51,23	55,41	42,95	42,16	39,74	40,72	41,99
Industrie, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	12,14	-0,27	0,73	-0,20	6,89	2,31	5,79
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	11,03	5,27	10,66	13,02	14,00	8,60	6,12
Services, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	20,87	0,64	7,39	9,08	11,21	5,43	7,52
Subventions et autres recettes (% des recettes)	28,76	6,22	42,23	56,43	50,76	-	-
Excédent/découvert de trésorerie (% du PIB)	7,22	-10,98	0,86	11,44	6,66	-	-
Monnaie et quasi-monnaie (M2) en % du PIB	33,15	42,48	35,33	37,56	34,99	36,70	39,56
Croissance de la monnaie et de la quasi-monnaie (% annuel)	104,57	21,48	5,29	37,15	4,90	14,15	16,19
Réserves totales en mois d'importations	3,74	3,36	5,43	6,42	7,09	6,57	-
Réserves totales (or compris, en dollars actuels des É.-U.)	17 869 411 576,55	13 664 098 011,01	19 749 472 846,56	28 786 209 252,56	33 414 773 293,09	32 780 375 986,04	28 130 311 504,42

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015+	2016+
Dépenses publiques (% du PIB)**	21,00	17,80	18,10	19,30	22,30	25,10	24,60	23,10	23,10
Recettes publiques, hors subventions (% du PIB)**	15,20	13,30	14,20	16,90	17,40	16,90	18,70	17,30	17,40
Solde budgétaire global, hors subventions (% du PIB)**	-5,70	-4,50	-3,90	-2,40	-5,00	-8,20	-6,00	-5,80	-5,70
Dettes publiques (% du PIB)**	20,40	20,50	18,90	20,60	25,50	28,80	31,10	32,40	33,80
Investissement direct étranger net (% du PIB)**	6,00	2,80	3,10	4,70	9,80	6,30	9,30	5,50	5,70
Taux de change effectifs réels (moyenne annuelle; indice, 2000 = 100)**	149,50	105,30	113,60	111,20	112,70	107,00	101,50	-	-
Compte courant extérieur (% du PIB)**	-5,60	3,80	5,90	3,00	3,20	0	-0,20	0,30	0,90

\*\* Indiquent des données du FMI, 2015, voir [www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf)

2015+ et 2016+ indiquent des estimations. Autres données de la Banque mondiale, indicateur du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/indicator>

**Figure 17 : L'industrie manufacturière représente une faible part du PIB de l'Angola, 2013**



Source : BAD, OCDE et PNUD (2014a). Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

### Impact de la baisse des prix des produits de base.

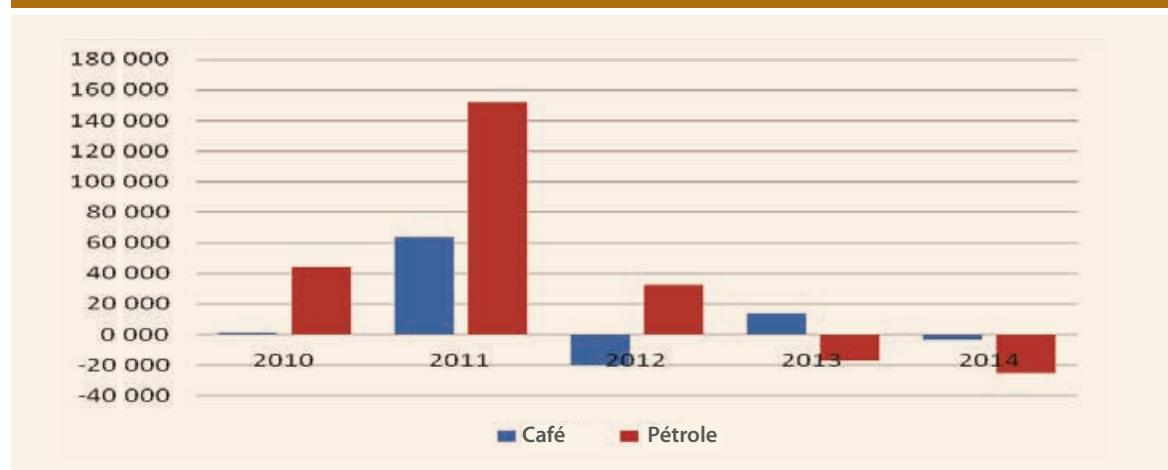
Les projections d'amélioration de la croissance économique en 2014 et 2015 reposaient sur l'hypothèse selon laquelle les exportations de pétrole atteindraient 62,9 milliards de dollars en 2014 et 67,4 milliards de dollars en 2015, avec un prix moyen de 98 dollars le baril et un investissement direct étranger (IDE) fort. Ces prévisions ont été révisées à la baisse au lendemain de la chute spectaculaire des prix du pétrole depuis la mi-2014, les investissements publics dans les infrastructures constituant le principal contributeur à la croissance réévaluée. En août 2015, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait pour 2015-2016 une croissance économique en Angola proche d'une moyenne annuelle de 3,5 %.

Dès lors que le pétrole représente plus de 95 % des exportations angolaises et 75 % des recettes fiscales du pays, il est évident que la forte baisse des cours internationaux du pétrole a un impact considérable

sur l'économie du pays. Les recettes en devises tirées des revenus du pétrole et du café, les principaux produits d'exportation du pays, ont chuté en 2013 (figure 18). Les excédents de la balance commerciale et de la balance des opérations courantes ont diminué entre 2013 et 2015 (figure 19). Le niveau élevé des réserves internationales a permis à l'économie angolaise de mieux réagir face à la chute des prix du pétrole qu'en 2008-2009.

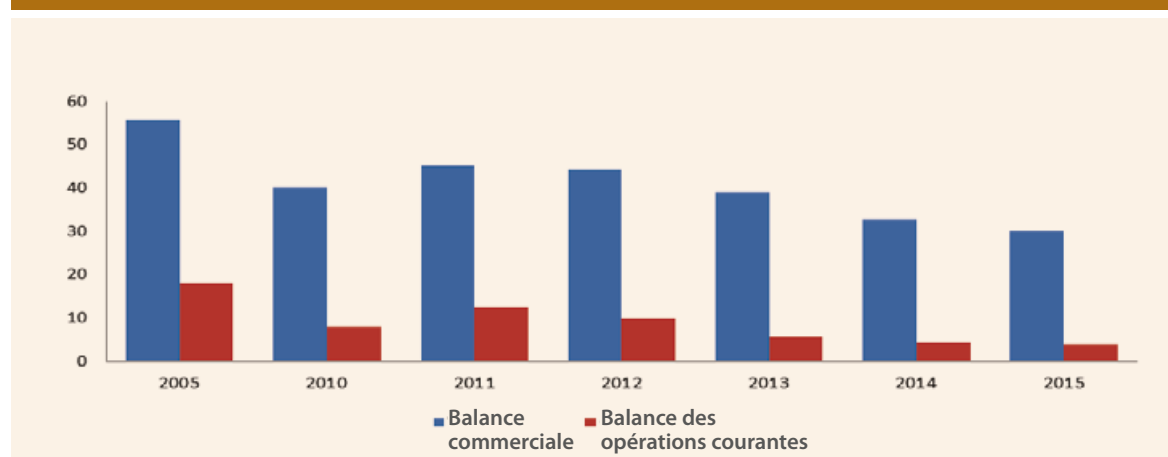
Les réserves extérieures ont suivi l'évolution des prix du pétrole entre fin 2012 et fin 2014, chutant vers la fin de l'année 2014 parce que l'Angola a compté sur son stock important de réserves pour maintenir les investissements dans l'infrastructure. En dépit des prélèvements effectués, la baisse du cours du pétrole s'est accompagnée d'une certaine dépréciation du kwanza, bien que relativement modeste (figure 20).

Figure 18 : Les recettes des produits de base de l'Angola ont diminué, 2010-2014 (variation en % en dollars des É.-U.)



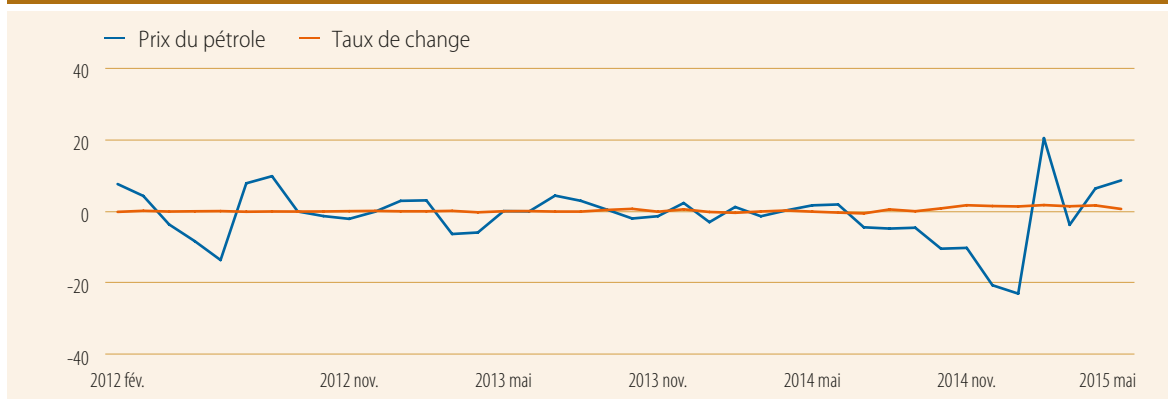
Source : CNUCED (2015) UNCTADstat, voir [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

Figure 19 : L'excédent courant de l'Angola a chuté, 2005-2015 (% du PIB)



Source : BAD, OCDE et PNUD (2014a).

**Figure 20 : Les variations des prix du pétrole influent peu sur le taux de change du kwanza angolais, 2012-2015 (% du PIB)**



Source : Données de la Banque mondiale, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>  
 Note : Le prix du pétrole est celui du brut de Brent en dollars. Le taux de change est exprimé en kwanzas pour un dollar

La baisse des prix des produits de base entame fortement les recettes publiques. Par exemple, le budget 2014 a été calculé sur la base d'un prix de référence de 98 dollars le baril de pétrole, lequel est tombé à près de 62,34 dollars en décembre 2014 avant de descendre sous les 47 dollars en août 2015<sup>16</sup>. L'effondrement des recettes pétrolières dans le budget de 2015, qui avoisine les 17 milliards de dollars (tableau 4) restreint fortement les dépenses publiques.

L'économie a été durement touchée par la baisse du prix du pétrole. Le Gouvernement angolais a

dû opérer des coupes drastiques dans les dépenses, suspendre plusieurs projets de développement et annuler des contrats, entraînant des pertes d'emplois.

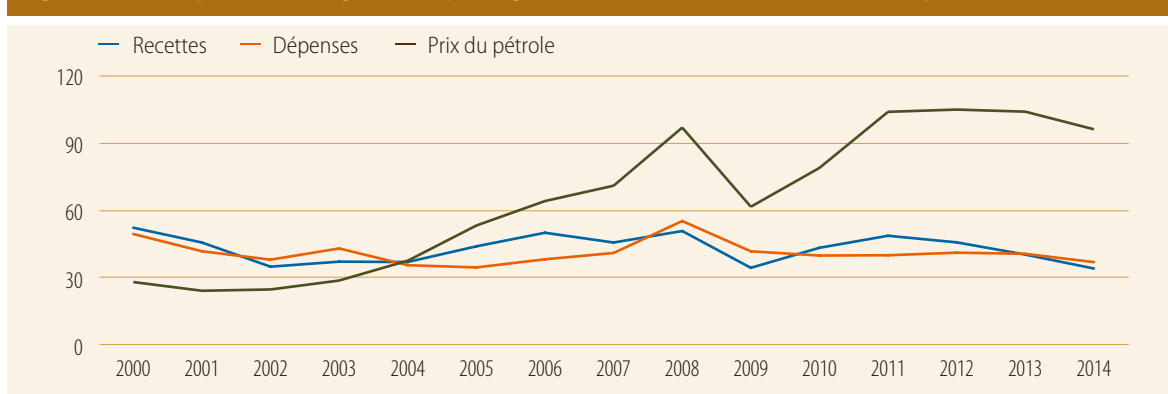
Comme dans de nombreux pays tributaires des produits de base, les dépenses budgétaires ont tendance à augmenter avec la hausse des cours et à baisser s'ils diminuent. Ce phénomène ne s'est pourtant pas vérifié en Angola dont le Gouvernement a continué d'investir massivement dans les infrastructures et la mise en place de zones de libre-échange et industrielles. Par exemple, la forte diminution des recettes consécutive à la baisse

**Tableau 4 : Impact de la chute du prix du pétrole sur les recettes publiques en 2014**

Pétrole	Avant la chute	Après la chute	Différence
Prix (en dollars des É.-U.)	104	60	44
Production (en millions de barils/jour)	1,66	1,66	0
Recettes d'exportation (en milliards de dollars des É.-U.)	63	36	27
Recettes budgétaires (en milliards de dollars des É.-U.)	31	14	17

Source: FMI 2015.

**Figure 21 : Les dépenses de l'Angola n'ont pas augmenté considérablement avec le boom pétrolier, 2000-2014**



Source : Données de la Banque mondiale, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>  
 Note : Le prix du pétrole est celui du brut de Brent en dollars. Le taux de change est exprimé en kwanzas pour un dollar.

<sup>16</sup> Sur la base du prix au comptant FAB du Brent européen (dollars par baril), voir [www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=p&t=s&rbrte&f=m](http://www.eia.gov/dnav/pet/hist/LeafHandler.ashx?n=p&t=s&rbrte&f=m)

du prix du pétrole en 2009 a été compensée par une réduction plus modeste des dépenses et une hausse du déficit budgétaire (figure 21). En outre, le Gouvernement a évité une hausse brutale des dépenses (en pourcentage du PIB) lorsque les cours du pétrole sont repartis à la hausse en 2010 et 2011.

*Politiques.* En raison de la baisse récente des recettes pétrolières, le Gouvernement doit réviser ses estimations des recettes et des dépenses, et imprimer une plus grande dynamique aux politiques économiques de diversification. À court terme, les contrats de fourniture de pétrole à long terme de l'Angola avec la Chine (signés en 2002) ont limité la diminution des recettes d'exportation. L'Angola conserve également un stock important de réserves de change en dépit de la récente baisse, ce qui lui donne accès à des crédits pour faire face aux aléas.

Depuis la fin 2014, le Gouvernement a renforcé les efforts de diversification dans l'agriculture en faisant appel à des partenaires majeurs tels que la Chine, le Brésil et le Portugal. Dans le secteur agricole, par exemple, un prêt de 350 millions de dollars a été approuvé pour financer les petits et moyens agriculteurs. Les autorités ont également entamé des négociations avec Lonhro Plc pour mettre en valeur 25 000 ha dans le cadre de projets agricoles.

Le Gouvernement envisage aussi de réformer la politique fiscale pour encourager la croissance des industries naissantes et attirer l'IDE. Une nouvelle loi sur le travail et l'investissement privé a été promulguée en vue de favoriser un climat propice à l'investissement. De nouvelles zones industrielles sont construites à la périphérie de Luanda, la plus importante se trouvant à Viana. Ces zones industrielles devraient créer plus d'emplois (qualifiés et non qualifiés) et permettre à l'Angola de réduire sa dépendance à l'égard des produits importés. Les efforts visant à promouvoir l'entrée de l'Angola dans la zone de libre-échange entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud seront également intensifiés. Une nouvelle cimenterie d'une capacité de production de 500 000 tonnes de clinker par an et d'environ 650 000 tonnes de ciment par an doit voir le jour à Lobito. Un investissement de 900 millions de dollars pourrait être réalisé dans la mine de fer de Cassinga, dont 400 millions de dollars seraient consacrés à des projets de manganèse ainsi qu'à la production de 400 000 tonnes d'engrais. En 2013, Marubeni Corp a annoncé un investissement de 1 milliard de dollars pour rénover trois usines textiles qui emploieront 2 700 personnes et dont la production devrait débuter en 2015.

Même si ces politiques représentent des avancées en matière de réforme structurelle, une diversification plus rapide de la production s'impose. Ainsi, au lieu d'importer tous les principaux intrants pour l'industrie pétrolière, l'Angola doit accroître sa participation dans la raffinerie, la pétrochimie et d'autres secteurs de transformation de haute technologie afin de s'intégrer davantage dans l'économie mondiale.

En partant de l'hypothèse selon laquelle les prix du pétrole augmenteront à brève échéance, l'Angola entend accroître la production de pétrole et maintenir sa position en tant que deuxième plus grand producteur en Afrique. La production devrait passer de 1 million de barils par jour (b/j) en 2013<sup>17</sup> à 2 millions b/j en 2016 grâce à la mise en exploitation de nouveaux champs pétrolifères, notamment le complexe Plutão, Saturno, Venus et Marte de British Petroleum, les puits d'exploration en eau profonde de Cobalt International Energy, et le développement du projet Mafumeira Sul de Chevron au large de la côte angolaise.

Dans son budget 2015, le Gouvernement angolais a proposé une révision du prix de référence du baril de pétrole à 40 dollars, ce qui se traduirait par une réduction de moitié des dépenses courantes et par une baisse de 53 % des dépenses d'investissement. Le déficit du Gouvernement central tomberait à environ 3,5 % du PIB, contre 6,5 % en 2014<sup>18</sup> et le ratio de la dette par rapport au PIB se maintiendrait autour de 45,8 %. Le Gouvernement a également mis en place des mesures économiques plus coordonnées, qui portent notamment sur l'amélioration de la collecte de l'impôt, la réorientation des ressources du Fonds national de développement et la mobilisation de sources de financement extérieures pour appuyer les projets d'entreprise dans le secteur non minier et les services commerciaux. Les grands projets de développement prévus par les autorités comprennent la réhabilitation des routes secondaires et tertiaires, le renforcement des capacités de production et de distribution d'énergie et le développement de systèmes d'irrigation pour stimuler la productivité agricole.

Le Gouvernement continue également de prendre les mesures nécessaires à l'amélioration des conditions de vie. Des investissements majeurs sont réalisés pour élargir l'accès à l'électricité, à l'eau et au transport et pallier ainsi le manque d'infrastructures, y compris dans les zones urbaines. Les politiques du secteur financier sont en cours de modernisation avec l'introduction d'une nouvelle loi sur le change dans le secteur pétrolier et d'une loi minière.

<sup>17</sup> Voir <http://www.indexmundi.com/energy.aspx?country=ao&product=oil&graph=production>

<sup>18</sup> Estimations du FMI.

Les politiques monétaires et de change doivent être axées sur la maîtrise de l'inflation tout en préservant un niveau adéquat de réserves internationales. La Banque nationale de l'Angola durcit actuellement les conditions de liquidité en augmentant son taux directeur et les exigences de réserves obligatoires des banques. Les interventions sur le marché des changes ont permis une dépréciation ordonnée du kwanza. L'écart considérable entre les taux de change parallèle et officiel, associé à l'arriéré de commandes de devises des banques commerciales dénote des déséquilibres sur le marché<sup>19</sup>. Pour contrôler l'inflation et éviter une mauvaise allocation des ressources dans l'économie, des efforts concertés devraient être axés sur la gestion du taux de change.

### 4.3 République du Congo

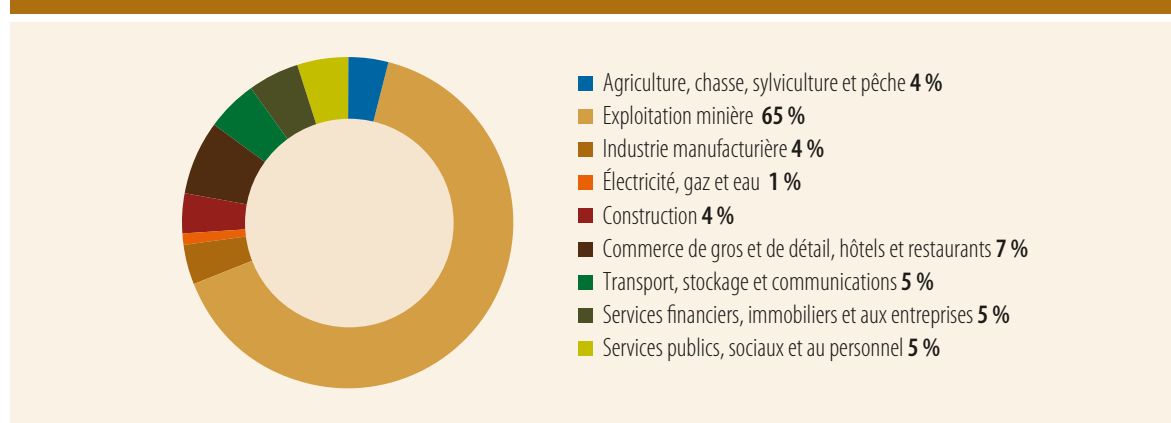
*Le contexte économique.* La performance économique de la République du Congo est restée largement satisfaisante, même si des progrès supplémentaires sont nécessaires pour diversifier l'économie (voir tableau 5 et figure 22). La valeur ajoutée manufacturière est restée très faible entre 2007 et 2013, tandis que la croissance du PIB réel semble être essentiellement tirée par les services et l'industrie, notamment l'exploitation minière. Le pétrole représentait 85 % des exportations, près de 65 % du PIB, et autour de 80 % des recettes publiques globales en 2012 et 2013<sup>20</sup>. Après être passée de 3,4 % en 2011 à 3,8 % en 2012, la croissance du PIB est retombée à 3,4 % en 2013 (tableau 4), les puits de pétrole vieillissants et les techniques de production

obsolètes ayant conduit, entre autres, à une baisse de la production de pétrole. Ceci étant, les estimations indiquent une reprise de la croissance à 6,8 % en 2014 consécutive à des dépenses publiques d'investissement élevées et financées par des prélèvements sur les réserves. De précédentes prévisions (BAD, OCDE et PNUD 2014e) tablaient sur une croissance du PIB avoisinant 6,5 % en 2015 grâce à la poursuite de l'investissement public, à la mise en exploitation de nouvelles mines et à la vitalité des secteurs non pétroliers. Cependant, les changements intervenus récemment sur le marché mondial du pétrole et les retards dans la mise en exploitation d'un nouveau gisement devraient limiter la croissance du PIB à 1 % en 2015. Celle-ci devrait atteindre en moyenne 3 % entre 2015 et 2020<sup>21</sup>.

Malgré la croissance relativement soutenue de République du Congo au cours de la dernière décennie, les indicateurs sociaux du pays montrent qu'elle n'a pas été inclusive. Même si le taux de pauvreté est passé de 50,7 % en 2005 à 46,5 % en 2011, le chômage des jeunes stagne à 25 %. Ces niveaux de chômage et de pauvreté restent élevés pour un pays à revenu intermédiaire (BAD, OCDE et PNUD 2014e).

*Impact de la baisse des prix des produits de base.* En 2013, en République du Congo, la baisse des prix des produits de base a réduit les recettes d'exportation du pétrole et des minéraux (figure 23). Les recettes pétrolières, qui sont passées de 2 295 francs CFA en 2013 à 1 973 francs CFA en 2014, pourraient chuter à 886 francs CFA en 2015 (FMI 2015). Le déficit du commerce de marchandises a augmenté jusqu'à la seconde moitié de l'année et a diminué depuis

Figure 22 : Le PIB de la République du Congo est fortement concentré dans le secteur minier (% en 2013)



Source : Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2014, Congo et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

<sup>19</sup> « Les services du FMI achèvent leur mission relative aux consultations de 2015 au titre de l'article IV en Angola ». Communiqué de presse N° 15/388. 25 août 2015.

<sup>20</sup> En 2014, la République du Congo a reçu 10,7 milliards de dollars de recettes pétrolières (Asia Pacific Policy 5 Project 2015).

<sup>21</sup> Voir le rapport des services du FMI sur les consultations de 2015.

**Tableau 5 : Indicateurs macroéconomiques pour la République du Congo**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RNB par habitant, méthode de l'Atlas (en dollars courants des É.-U.)	1870,00	1980,00	2230,00	2230,00	2510,00	2620,00	2710,00
PIB (en millions de dollars courants des É.-U.)	11859014004,08	9593536531,24	12007880590,46	14425607224,17	13677930123,59	14085852120,48	14135462555,84
PIB (en millions de dollars des É.-U. constants de 2005)	6718906218,30	7220733128,85	7852666838,47	8121276830,59	8429885013,42	8719932509,58	9290756732,57
Croissance du PIB (% annuel)	5,57	7,47	8,75	3,42	3,80	3,44	6,55
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,35	4,26	5,67	0,66	1,17	0,89	3,93
Formation brute de capital (% du PIB)	18,30	22,51	20,52	25,27	26,00	30,94	33,75
Épargne intérieure brute (% du PIB)	46,45	42,73	50,94	54,72	49,44	41,40	43,39
Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	3,68	4,51	3,83	3,38	3,93	4,36	4,85
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	77,41	71,12	75,38	76,63	74,77	72,02	69,37
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% du PIB)	3,46	4,47	3,78	3,63	3,84	4,30	4,69
Services, valeur ajoutée (% du PIB)	18,91	24,38	20,79	19,99	21,31	23,62	25,78
Exportations de biens et de services (% du PIB)	75,15	70,42	85,12	87,28	83,78	76,53	80,09
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (% du PIB)	11,95	12,23	10,44	9,99	14,65	13,55	15,82
Dépense de consommation finale des ménages (% du PIB)	41,60	45,04	38,61	35,29	35,91	45,04	40,80
Importations de biens et de services (% du PIB)	47,00	50,21	54,70	57,84	60,33	66,07	70,46
Industrie, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	6,22	12,77	11,57	-0,98	-3,54	-3,32	5,10
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	7,00	5,50	5,80	8,00	8,70	8,90	7,17
Services, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	4,97	5,32	6,53	6,83	10,48	8,11	7,26
Monnaie et quasi-monnaie (M2) en % du PIB	18,10	22,27	22,38	26,99	31,53	31,97	36,19
Croissance de la monnaie et de la quasi-monnaie (% annuel)	32,97	4,91	31,96	38,05	19,83	1,05	13,66
Réserves totales (or compris, en dollars courants des É.-U.)	3881458051,22	3806250346,64	4446850230,65	5641136490,74	5549563323,25	5245011510,02	4926098410,14

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015+	2016+
Solde budgétaire global, hors subventions (% du PIB)**	13,20	4,50	16,00	15,90	6,30	8,10	1,90	-7,40	1,30
Recettes publiques, hors subventions (% du PIB)**	39,60	29,10	37,50	42,00	42,50	46,50	42,90	39,30	40,10
Dépenses publiques (% du PIB)**	26,40	24,70	21,40	26,10	36,20	38,40	41,00	46,60	38,80
Dette publique (% du PIB)**	114,40	61,60	22,90	33,10	34,10	38,20	42,30	51,60	44,30
Compte courant extérieur (% du PIB)**	-2,90	-14,10	7,50	4,70	-2,40	-4,80	-6,20	-11,30	-3,10
Investissement direct étranger net (% du PIB)**	22,80	20,20	18,20	21,10	16,40	18,90	19,30	16,30	19,10
Taux de change effectifs réels (annuels moyens ; indice, 2000 = 100)**	118,40	128,70	124,80	123,80	120,80	129,80	126,40	—	—

\*\* Indiquent des données du FMI, 2015, voir [www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf)

2015+ et 2016+ correspondent à des estimations. D'autres données proviennent de la Banque mondiale, Indicateur du développement dans le monde, voir [www.data.worldbank.org/indicator](http://www.data.worldbank.org/indicator)

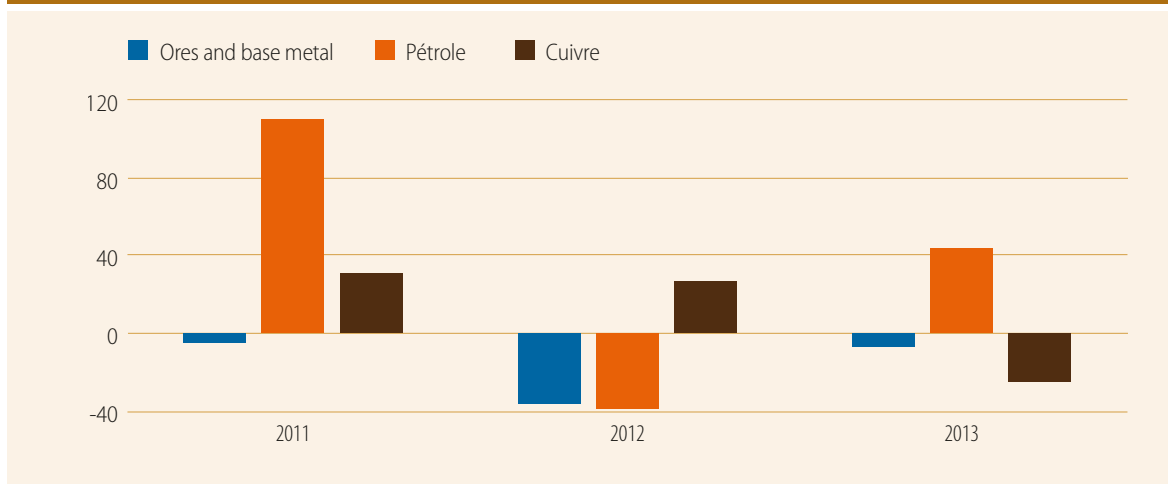
(figure 24). Même si les réserves internationales ont baissé de fin 2012 à fin 2014 (figure 25), elles sont restées bien au-dessus des niveaux à la fin de la dernière décennie. Toutefois, les perspectives de croissance des recettes d'exportation sont bonnes, alors que le pays est en passe de lancer l'exploitation d'importants gisements de minerai de fer et de potassium (BAD, OCDE et PNUD 2014e).

Le Gouvernement a révisé à la baisse les prévisions de recettes sur la base d'un prix du baril de pétrole à 70 dollars à la fin de 2014 lors de l'adoption du budget

initial 2015. Le prix a été ramené à 50 dollars en juin 2015. La baisse des recettes pétrolières intervenue en 2015 devrait réduire l'excédent budgétaire du pays à 2,6 % du PIB et le déficit courant risque de se creuser à plus de 4 % du PIB (Banque mondiale 2015). Le rapport des services du FMI sur les consultations de 2015 signale l'absence d'excédent budgétaire en 2014. Pour la première fois en dix ans, la République du Congo affichait un déficit de 8,5 % du PIB<sup>22</sup>. Une aide budgétaire est demandée aux partenaires au développement internationaux.

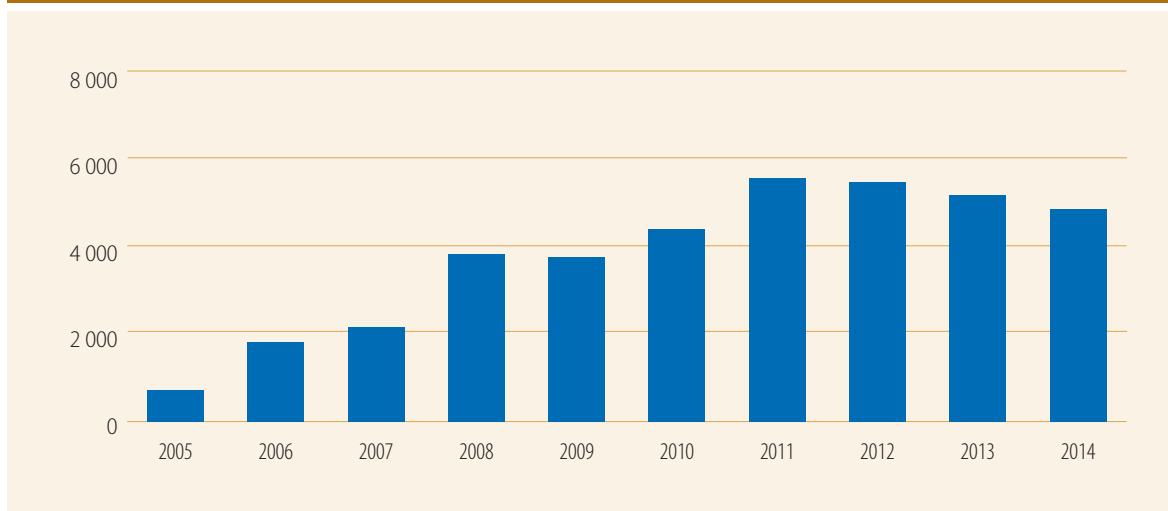
<sup>22</sup> Selon les Perspectives économiques en Afrique 2015, le rapport déficit public/PIB était de 5,4 %.

**Figure 23 : Les recettes d'exportation des principaux produits de base de la République du Congo ont baissé, 2010-2013 (%)**



Source : CNUCED (2015) UNCTADstat, voir [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

**Figure 24 : Les réserves internationales de la République du Congo ont légèrement baissé, 2011-2014 (en millions de dollars)**



Source : statistiques financières internationales du FMI, voir <http://data.imf.org/?sk=5DABAFF2-C5AD-4D27-A175-1253419C02D1>

**Figure 25 : Le déficit du commerce de marchandises de la République du Congo reste élevé (milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo, statistiques de la balance des paiements, voir [www.bcc.cd/index.php?option=com\\_content&view=category&id=51&Itemid=82](http://www.bcc.cd/index.php?option=com_content&view=category&id=51&Itemid=82)

*Politiques.* Le Gouvernement a récemment introduit une règle budgétaire pour protéger les dépenses publiques de l'instabilité des prix du pétrole. Sa mise en application devrait contribuer à renforcer la gestion des finances publiques et ainsi qu'à accroître les économies budgétaires et les réserves de change. Combinée à la mise en œuvre des réformes structurelles, elle devrait également bénéficier d'une meilleure coordination entre les ministères et d'un suivi plus étroit des organismes publics.

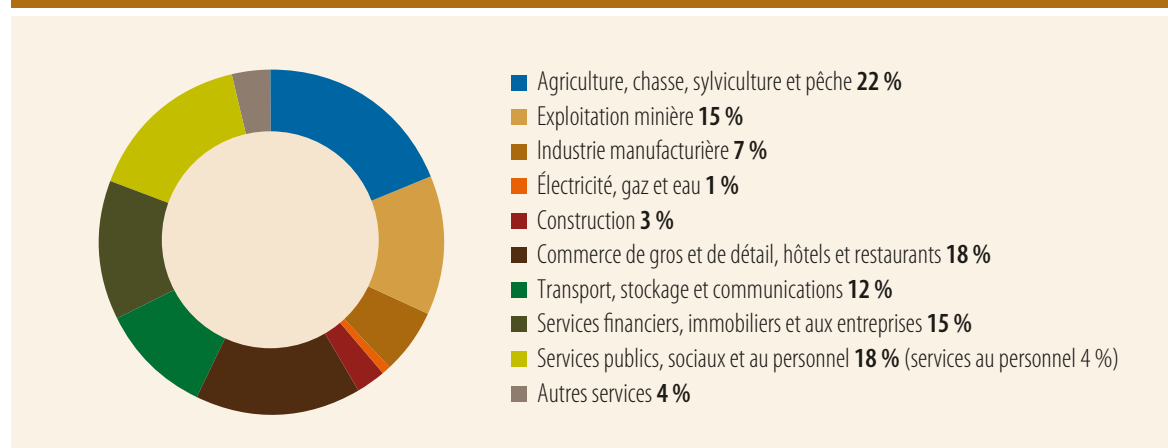
Les autorités mènent des réformes visant à renforcer la gestion des finances publiques, en particulier pour améliorer l'efficacité des investissements dans les infrastructures, renforcer la préparation et la planification des projets d'investissement, mettre en place un système de contrôle de ces projets depuis l'engagement jusqu'à l'exécution du budget et rationaliser les procédures de passation des marchés ainsi que le système de décaissement. Les investissements prévus dans les infrastructures, y compris les efforts visant à améliorer la distribution d'électricité, devraient, en réduisant les coûts de production, stimuler la croissance du secteur privé et contribuer à la diversification de l'économie. Des plans sont également en place pour doter le pays d'un fonds souverain. Les taxes dans le secteur agricole ont été allégées pour favoriser la productivité ainsi qu'une plus grande diversification. Des efforts en vue d'améliorer le climat des affaires et de finaliser les zones économiques spéciales demeurent nécessaires pour promouvoir la diversification économique dans le pays.

## 4.4 Nigéria

*Le contexte économique.* Récemment, le Nigéria a révisé son PIB de 1990 à 2000, ce qui a donné lieu à une augmentation de 89 % de la taille estimée de son économie (BAD, OCDE et PNUD 2014g) et la première place sur le continent. Son PIB s'élève, selon les estimations, à 569 milliards de dollars, soit un tiers du PIB de l'Afrique subsaharienne en 2014. Cet exercice a également fait ressortir une économie plus diversifiée qu'avant 2013 : la part du secteur des services dans le PIB est de 52 % du secteur industriel, 26 % et du secteur de l'agriculture, 22 % (Bureau national des statistiques 2014). L'exploitation minière (le pétrole, notamment) ne représentait que 14,5 % du PIB en 2013 (BAD, OCDE et PNUD 2014g, figure 26). En revanche, le pétrole et le gaz représentaient encore près de 80 % des recettes d'exportation et budgétaires, d'où leur importance pour la stabilité macroéconomique du Nigéria.

Ces dernières années, le secteur pétrolier a été confronté à un certain nombre de difficultés, telles que la baisse de la production, le vandalisme et le vol, un environnement réglementaire incertain et la faiblesse des nouveaux investissements. Le projet de loi sur l'industrie pétrolière, qui vise à clarifier et à améliorer les conditions réglementaires dans l'industrie, n'a toujours pas été adopté en raison de controverses persistantes autour des diverses versions du texte examinées à l'Assemblée nationale. La promulgation de la loi et sa mise en œuvre effective permettront d'améliorer l'efficacité opérationnelle du secteur et sa contribution à l'ensemble de l'économie.

Figure 26 : La production du Nigéria est relativement diversifiée, 2013



Source : BAD, OCDE et PNUD (2014g) et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

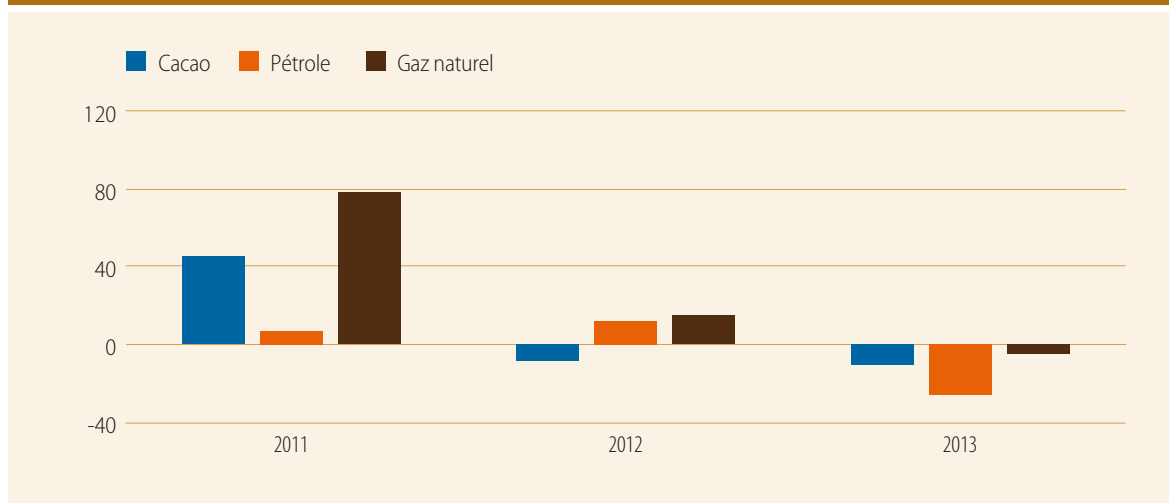
**Impact de la baisse des prix des produits de base.** La baisse des cours mondiaux du pétrole a eu des répercussions sur les recettes d'exportation des produits de base du Nigéria (figure 27). Entre mai et juin 2014, les recettes d'exportation du pétrole et du gaz sont passées de 7,6 milliards à 7,1 milliards avant de retomber à 6,9 milliards de dollars en septembre 2014. L'excédent courant du Nigéria s'est réduit, tandis que les réserves internationales brutes ont chuté d'environ 9 milliards de dollars (près de 20 %) entre 2013 et 2014 et que le naira s'est déprécié de 25 % entre janvier 2014 et juillet 2015. Le taux de change du naira est étroitement lié au cours du pétrole (figure 28), comme en témoigne l'indice de corrélation, qui s'établit à -0,26 entre février 2012 et mai 2015. La hausse des cours des autres produits de base, en particulier le cacao, a limité la dégradation du compte courant, des niveaux des réserves et du taux de change.

La baisse des prix du pétrole a un impact sur le secteur réel. La valeur totale des entrées de capitaux (IDE, placement de portefeuille et autres investissements), qui était de 5 804 millions de dollars au deuxième trimestre 2014, a plongé de 54 % pour s'établir à 3 138 millions de dollars au deuxième trimestre 2015 (Bureau national des statistiques 2015).

La capacité des pouvoirs publics à honorer les obligations nationales à l'égard des entrepreneurs et à payer les salaires des fonctionnaires a été compromise. Au moins 18 des 36 États de la Fédération doivent à leurs employés au moins six mois de salaire ou d'arriérés de pension (encadré 1 et Odusola, à paraître).

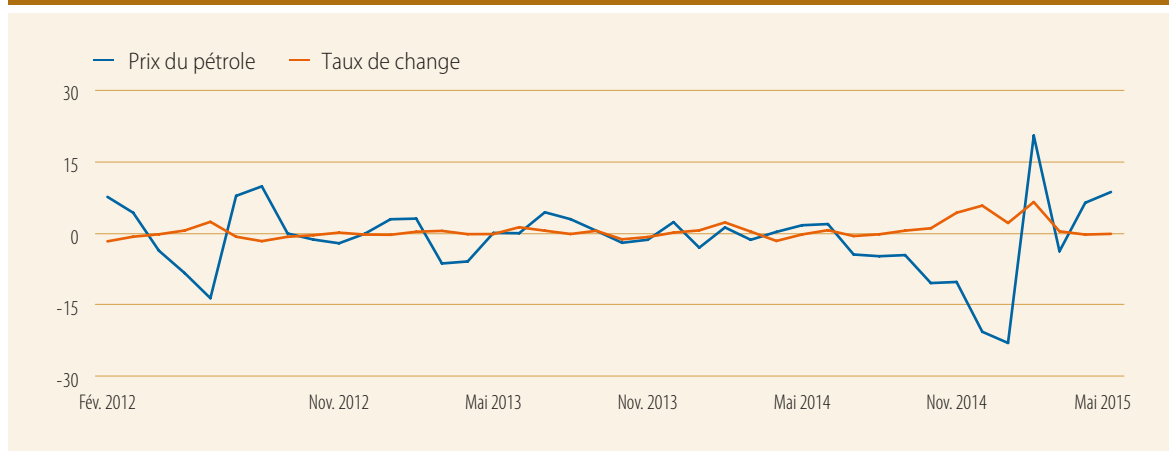
**Politiques.** La forte baisse des recettes en devises a nécessité une réaction rapide de la part du

**Figure 27 : Les recettes d'exportation des principaux produits de base du Nigéria sont en baisse (variation en %)**



Source : CNUCED (2015) UNCTADstat, voir [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

**Figure 28 : Le taux de change naira-dollar a progressé avec le prix du pétrole, février 2012 – mai 2015 (variation en %)**



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

Gouvernement. L'indice de référence des prix du pétrole pour le budget 2015 a été révisé à la baisse et la Banque centrale a réagi énergiquement par la dévaluation de la monnaie, l'élargissement de sa fourchette d'intervention de change à plus ou moins 5 %, le relèvement du taux directeur de 100 points de base à 13 % et l'augmentation de l'exigence de réserve de trésorerie des banques commerciales. La Banque centrale du Nigéria a introduit des règles de restriction de taux de change telles que les mesures de gestion de la demande pour prévenir toute dépréciation inutile du naira. En août 2015, afin de réduire la demande de devises, 41 produits (riz, blé, huile de palme, sucre, poisson, etc.) ont été exclus du marché des changes. Les banques de dépôt ont également adopté une politique de rejet des dépôts en devises dans leurs coffres forts.

Le fonds souverain du Nigéria n'a pas été géré de manière efficace et judicieuse, de sorte qu'il n'a pas vraiment amorti l'effondrement des prix du pétrole<sup>23</sup>. Créé en 2011 avec un fonds d'amorçage

d'un milliard de dollars pour gérer les recettes excédentaires des exportations de pétrole, il est géré par la *Nigeria Sovereign Investment Authority* (NSIA). Le fonds compte trois subdivisions : le fonds pour les générations futures (200 millions de dollars), le fonds pour l'infrastructure (400 millions de dollars) et le fonds de stabilisation (400 millions de dollars).

Les organismes de financement et de planification s'emploient à mettre en œuvre des politiques qui permettront de préserver la consolidation budgétaire au cours du cycle du Cadre de dépenses à moyen terme 2014-2016 (CDMT). Le Gouvernement opère actuellement des coupes dans les dépenses de déplacement et les achats d'équipements tout en augmentant les taxes sur les biens de luxe tels que les yachts et les jets privés, et il envisage de supprimer la subvention aux carburants. Les dépenses en capital seront également réduites afin d'empêcher le déficit de se creuser au-delà de 3 % du PIB au cours du cycle du Cadre de dépenses à moyen terme.

## ENCADRÉ 1 : LE PARADOXE DES ARRIÉRÉS DE SALAIRES AU NIGÉRIA

La Constitution de 1999, chapitre II, section 17 (3c), est sans équivoque quant à l'objectif fondamental : « la santé, la sécurité et le bien-être de toutes les personnes dans l'emploi sont préservés et ne sont pas mis en péril ou ne font pas l'objet d'abus ». En réalité, l'application de cette Constitution est déformée. Paradoxalement, les personnes élues et habilitées par la Constitution à représenter le peuple (pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire) sont victimes de cette disposition constitutionnelle. Il ressort du rapport de l'équipe spéciale du Congrès des travailleurs du Nigéria (NLC) que seulement 14 États et le territoire de la capitale fédérale n'avaient pas d'arriérés de salaire de leurs fonctionnaires (Adamawa, Anambra, Bayelsa, Borno, Delta, Edo, le territoire de la capitale fédérale, Gombe, Kaduna, Kwara, Lagos, Nasarawa, Niger, Sokoto et Taraba).

En mai 2015, 18 des 36 États de la Fédération devaient à leurs employés au moins six mois d'arriérés de salaire ou de pension : Abia, Akwa Ibom, Bauchi, Benue, Cross River, Ekiti, Imo, Jigawa, Kano, Katsina, Kogi, Ogun, Ondo, Osun, Oyo, Plateau, Rivers et Zamfara. La situation dans la plupart de ces États dénote une défaillance du leadership politique. Par exemple, dans l'État d'Abia, neuf mois d'arriérés de salaire sont dus aux employés de l'hôpital universitaire ; huit mois à ceux du conseil de gestion de l'hôpital ; six mois à ceux du conseil de l'éducation de base pour tous ; cinq mois à ceux de l'Institut polytechnique ; quatre mois à ceux de l'administration locale ; et trois mois aux enseignants. Cela dit, il y a quelques bonnes nouvelles. Selon de récentes données, le Gouvernement de l'État d'Abia a payé les fonctionnaires jusqu'en mai 2015. Usant d'une stratégie d'adaptation, l'État de Benue a versé la moitié des salaires pendant cinq mois. Si l'État d'Enugu était à jour en ce qui concerne les salaires de ses fonctionnaires, 12 mois d'arriérés de salaire étaient encore dus à ses travailleurs paraétatiques au mois de juin 2015. En août, l'État de Kano devait aux enseignants nouvellement recrutés trois mois d'arriérés de salaire. De plus, au mois d'août, l'État d'Osun devait au moins six mois de salaires et de pensions, tandis que l'État d'Oyo devait trois mois de salaire et entre cinq et 11 mois en pension. L'État d'Ogun devait 52 mois de retenues pour pensions non versées à l'administration de la caisse de retraite. L'État du Plateau devait six mois d'arriérés de salaire et sept mois d'arriérés de pension. Les dernières primes de départ remontent à 2010. Si l'État d'Imo ne devait à ses fonctionnaires qu'un mois à compter de juin 2015, il devait aussi 14 mois de pension et quatre ans de prime. Les travailleurs fédéraux sont également victimes des arriérés de salaire et de pension. Les travailleurs du syndicat maritime, par exemple, affirment que huit mois d'arriérés de salaire leur étaient toujours dus à compter du 12 août 2015. Des éléments donnent à penser que certains ministères, départements et organismes fédéraux n'ont toujours pas reçu les salaires de juillet à octobre 2013. Le Ministère de l'éducation avait un arriéré de 2 milliards de nairas et celui de la Défense, de 1 milliard.

Source : Odusola (à paraître).

<sup>23</sup> Le Nigéria a également émis des emprunts obligataires pour la diaspora à hauteur de 100 millions de dollars en 2014, un montant qu'il compte faire passer à 300 millions de dollars en 2015.

La politique d'harmonisation des comptes du Gouvernement fédéral (Compte unique du Trésor, TSA) a été lancée pour améliorer la fiabilité et la transparence dans l'utilisation des ressources publiques. Le Compte unique du Trésor est un mécanisme administratif de consolidation de toutes les liquidités publiques, dans tous les ministères, départements et organismes, placées volontairement sur différents comptes bancaires, sous une direction et un contrôle unifiés. La restructuration de la Société nationale nigériane du pétrole, qui s'est soldée par le départ des anciens dirigeants, a conduit à l'élaboration de rapports mensuels pour la première fois depuis des années. Des enquêtes sur l'ancienne direction du secteur pétrolier et l'administration du compte d'excédent de pétrole brut ont également été ouvertes.

Les efforts pour accroître la marge de manœuvre budgétaire ont entraîné des changements à la tête des principales institutions productrices de recettes, notamment la Société nationale nigériane du pétrole, les services des douanes du Nigéria et l'administration fiscale fédérale. Dans cette optique, l'adoption d'un budget base zéro et axé sur les résultats par le Gouvernement du Président Buhari a pris la bonne direction. La mise en œuvre de la politique de contenu local dans le secteur pétrolier et la promulgation de la loi sur le pétrole sont cruciales en vue de favoriser l'efficacité du secteur et son intégration dans le reste de l'économie. L'engagement du Gouvernement actuel à lutter contre la corruption encouragera en outre le secteur à la prudence et améliorera l'espace budgétaire du Gouvernement fédéral. Le respect des normes mondiales en matière de gestion des fonds souverains et du compte d'excédent de pétrole brut est essentiel pour accroître la marge de manœuvre budgétaire du pays.

La croissance de la production de gaz a vocation à développer l'industrie pétrochimique en aval, en particulier la production d'engrais et de méthanol. En 2014, la capacité de production d'oléfines au Nigéria était de 550 000 tonnes par an (t/an) d'éthylène et de 125 000 t/an de propylène. Pour les résines thermoplastiques, elle s'élevait à de 240 000 t/an pour le polyéthylène à basse densité linéaire et à 95 000 t/an pour le polypropylène. Le secteur pétrochimique du pays se caractérise par une faible utilisation des capacités, une exploitation des centrales fréquemment perturbée et un manque de ressources adéquates pour exploiter et entretenir les installations. Le manque de main-d'œuvre qualifiée, les fréquents troubles sociaux et le sabotage des infrastructures en amont sont les principaux obstacles à sa croissance (BMI Research, 2015). En 2019, le Nigéria envisage de

devenir un exportateur net d'engrais en augmentant sa production de 5,6 millions t/an pour l'urée et de 1,74 million t/an pour l'ammoniac. L'investissement continu du Groupe Dangote, qui a permis la signature d'un accord d'installation d'un montant de 9,05 milliards de dollars avec un consortium de banques locales et d'investisseurs internationaux pour la mise en place d'une raffinerie et d'un complexe d'engrais pétrochimiques, s'inscrit dans cette démarche.

## 4.5 Mauritanie

*Le contexte économique.* Au fil des ans, la Mauritanie a connu une stabilité macroéconomique grâce à une politique monétaire prudente et une croissance rapide tirée en grande partie par les ressources minérales et halieutiques. La production de minerai de fer, qui devrait atteindre près de 13 millions de tonnes en 2013, pourrait passer la barre des 40 millions de tonnes en 2025 (Banque mondiale 2014). Au cours de la dernière décennie, la croissance du PIB réel a avoisiné en moyenne 5 % avec un pic à 6,4 % en 2014 (tableau 6 et figure 30). Le PIB devrait progresser de 5,5 % en 2015, le développement de la pêche et d'autres industries non extractives compensant une croissance plus faible de l'activité du secteur minier, ainsi qu'un ralentissement de l'investissement et de la consommation publics. Le PIB devrait augmenter de 6,4 % en 2016. De tous les secteurs, le cuivre, l'or et l'industrie manufacturière sont ceux qui devraient enregistrer la croissance la plus rapide.

Contrairement à la plupart des autres pays africains, à l'exception du Botswana et de l'Afrique du Sud, la Mauritanie est dans une certaine mesure intégrée dans chaînes de valeur mondiale grâce à son secteur minier et pétrolier, ainsi qu'à son secteur de la pêche, notamment par le biais de ses activités dans la zone franche de Nouadhibou (créée en 2013). La valeur ajoutée industrielle a culminé dans le pays à 46,9 % avant de redescendre (voir le tableau 6).

*Impact de la baisse des prix des produits de base.* La Mauritanie reste vulnérable aux chocs extérieurs en raison de sa dépendance à l'égard des exportations minières. Elle est le deuxième plus grand producteur de minerai de fer en Afrique, la Chine étant son principal acheteur. En 2013, le fer a représenté environ 75 % des exportations, 20 % de son PIB et environ 30 % des recettes budgétaires (PNUD 2014; FMI 2015a). Les autres produits de base exportés par la Mauritanie, bien que faibles par rapport au minerai de fer, comprennent le pétrole non raffiné, le cuivre, l'or et le poisson. Ils sont exportés vers l'Europe et la Chine. Les recettes d'exportation des produits de base

**Tableau 6 : Indicateurs macroéconomiques pour la Mauritanie**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	24,78	25,39	21,28	20,27	20,71	20,46	22,82
Exportations de biens et de services (% du PIB)	45,95	40,94	50,74	58,27	57,82	55,75	47,80
PIB (en millions de dollars des É.-U. constants de 2005)	2 698 631 659,67	2 670 509 712,98	2 797 991 759,59	2 920 696 042,74	3 095 033 086,21	3 270 693 687,82	3 480 635 879,05
PIB (en millions de dollars courants des É.-U.)	4 031 047 704,40	3 662 281 667,85	4 337 791 530,78	5 123 097 508,94	4 845 165 274,16	5 057 754 938,61	5 061 180 371,05
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (% du PIB)	22,12	21,57	19,88	17,53	19,57	20,31	21,15
RNB par habitant, méthode de l'Atlas (en dollars courants des É.-U.)	3 609 973 835,95	3 690 340 252,28	4 078 069 658,11	4 430 046 576,91	4 873 939 331,42	5 135 472 749,25	5 033 074 699,07
Formation brute de capital (% du PIB)	35,14	29,89	36,55	40,21	56,12	48,69	43,31
Réserves totales (or compris, en dollars courants des É.-U.)	198 598 074,46	237 857 971,02	287 851 715,94	502 324 714,69	968 635 711,04	–	–
Épargne intérieure brute (% du PIB)	14,05	14,07	26,12	35,23	27,37	24,98	20,87
Dépense de consommation finale des ménages (% du PIB)	63,83	64,36	54,00	47,24	53,05	54,72	57,98
Importations de biens et de services (% du PIB)	67,04	56,76	61,18	63,25	86,57	79,45	70,24
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	38,80	34,81	40,90	46,86	42,95	41,09	35,56
Industrie, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	1,35	-3,87	1,58	5,94	3,38	2,97	4,43
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% du PIB)	5,54	9,05	7,95	7,17	7,86	8,14	8,01
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	7,41	-0,07	-1,15	20,24	5,57	4,71	-4,56
Monnaie et quasi-monnaie (M2) en % du PIB	25,06	28,94	25,80	26,08	28,88	–	–
Croissance de la monnaie et de la quasi-monnaie (% annuel)	13,74	15,54	11,06	21,62	10,53	–	–
Croissance du PIB (% annuel)	1,08	-1,04	4,77	4,39	5,97	5,68	6,42
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	-1,47	-3,51	2,16	1,78	3,34	3,07	3,82
Services, valeur ajoutée (% du PIB)	36,43	39,80	37,82	32,87	36,34	38,46	41,63
Services, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	-5,14	0,56	6,21	5,80	4,72	7,82	6,67

Données de la Banque mondiale, indicateur du développement dans le monde, voir [www.data.worldbank.org/indikator](http://www.data.worldbank.org/indikator)

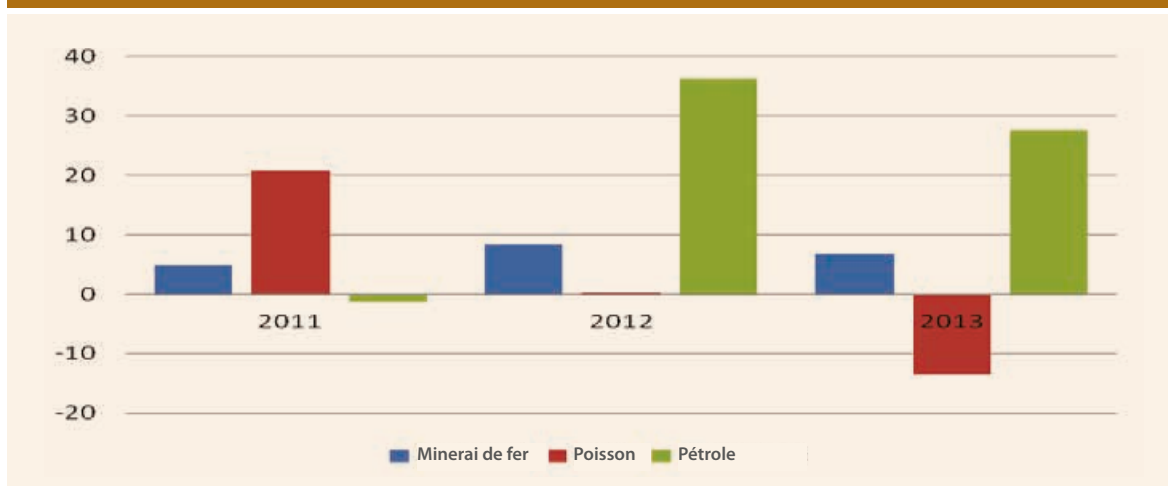
ont diminué avec l'effondrement des prix (figure 29). Les activités minières gérées par la Société nationale industrielle et minière de Mauritanie pour le compte de l'État jouent un rôle majeur dans cette industrie, qui domine les exportations et les importations (BAD, OCDE et PNUD 2014i).

Au fil des ans, la marge de manœuvre budgétaire du Gouvernement est devenue de plus en plus tributaire des recettes minières. Le déficit budgétaire global devrait s'établir à 4,7 % du PIB non extractif (contre 3 % dans la loi budgétaire révisée de 2014) en raison de contributions plus faibles que prévu au titre des recettes de la Société nationale industrielle et minière de Mauritanie et de la TVA. Le niveau d'investissement public prévu reste cependant supérieur au budget initial (BAD, OCDE et PNUD 2014i et FMI 2015a).

Les prix du minerai de fer sur les marchés mondiaux sont passés de 150,49 dollars par tonne métrique en janvier 2013 à près de 52,74 dollars en octobre 2015<sup>24</sup>. Les données sur les réserves internationales ne sont pas actualisées, mais la Banque centrale indique que les avoirs de réserve officiels ont diminué de plus d'un tiers entre fin 2013 et fin 2014. En 2014, les réserves représentaient environ quatre mois et demi d'importations. Selon le FMI (2015a), si les importations pour les industries extractives sont déduites des importations totales, les réserves devraient couvrir environ six mois et demi d'importations. De nouvelles baisses des prix du minerai de fer pourraient constituer une menace sérieuse pour la viabilité de la position extérieure de la Mauritanie, son équilibre budgétaire et ses perspectives de croissance. De plus, la baisse des

<sup>24</sup> Pour plus d'informations, voir [www.indexmundi.com/commodities/?commodity=iron-ore&months=120](http://www.indexmundi.com/commodities/?commodity=iron-ore&months=120).

**Figure 29 : La croissance des recettes d'exportation des principaux produits de base de la Mauritanie a chuté en 2013 (variation en %)**



Source : CNUCED (2015) UNCTADstat, voir [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

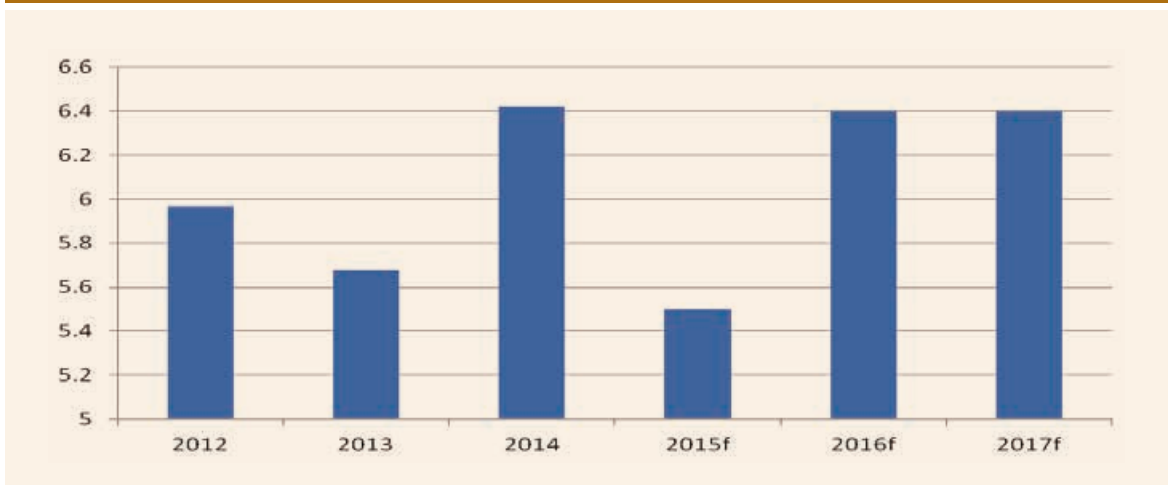
prix du minerai de fer pourrait remettre en question l'accroissement prévu de l'investissement minier.

Le déficit courant est demeuré important de 2012 à 2014 (figure 31) en raison des importations de capitaux pour le secteur minier et de la détérioration des termes de l'échange, culminant à environ 25 % du PIB en 2013 et 2014. Il devrait toutefois retomber à 7,7 % en 2015, dans la mesure où les importations de machines devraient se stabiliser considérablement. En outre, une importante partie du déficit courant est financée par les entrées d'IDE dans le secteur des industries extractives (FMI 2015a).

*Politiques.* Pour l'avenir, l'amélioration des positions fiscale et extérieure reste la priorité de la politique gouvernementale. Confronté à la perte de recettes consécutive à la chute des cours des minéraux, le Gouvernement a pris des mesures pour réduire les dépenses et mobiliser de nouvelles ressources. À cette fin, des accords sur le développement de la pêche ont été conclus avec l'Union européenne et un soutien budgétaire a été obtenu auprès de l'Arabie saoudite.

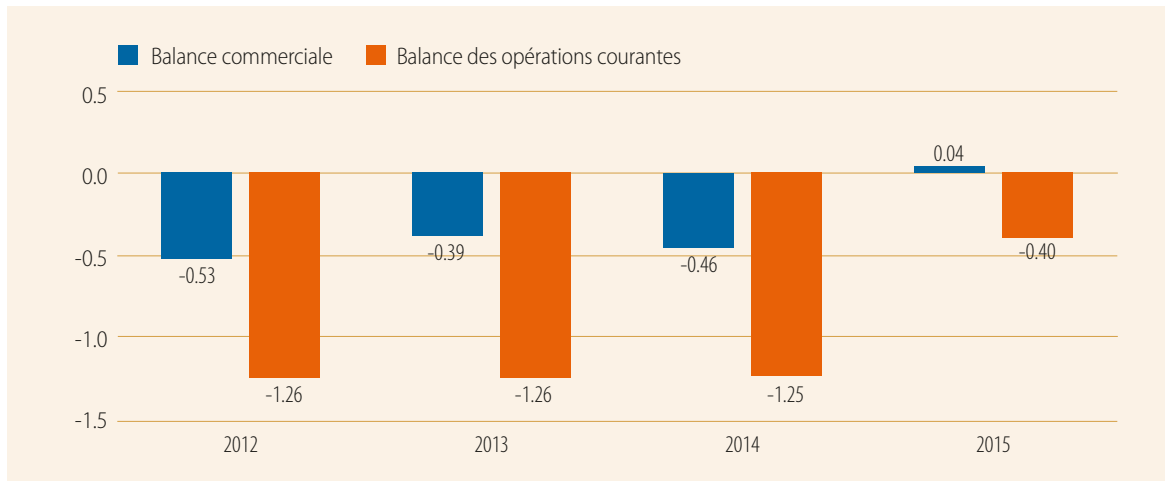
Le Gouvernement accroît les investissements dans le secteur agricole en vue d'augmenter les superficies cultivables cette année et la suivante,

**Figure 30 : La croissance en Mauritanie devrait baisser en 2015 puis reprendre (%)**



Source : Données de la Banque mondiale et de la Banque Centrale Mauritanie, voir [www.bcm.mr/Pages/accueil.aspx](http://www.bcm.mr/Pages/accueil.aspx)  
 Note : 2015f, 2016f et 2017f se fondent sur des prévisions.

**Figure 31 : Le déficit courant de la Mauritanie devrait baisser, 2012-2014 (en millions de dollars des É.-U.)**



Sources : FMI (2015a). Rapport du FMI N° 15/35 sur les consultations de 2014 au titre de l'article IV, Rapport des services du FMI, février, voir <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr1535.pdf> et Banque Centrale Mauritanie, voir [www.bcm.mr/Pages/accueil.aspx](http://www.bcm.mr/Pages/accueil.aspx)

et prévoit la construction de centrales électriques fonctionnant au gaz, à l'énergie éolienne ou l'énergie solaire. Le projet gaz-électricité, en particulier, pourrait plus que doubler la capacité de production d'électricité en Mauritanie, tandis que les exportations d'énergie vers le Sénégal et le Mali pourraient gonfler les recettes publiques. La zone franche créée dans la région nord de Nouadhibou devrait elle aussi offrir de plus en plus de perspectives économiques. Cela étant, la hausse prévue de la production d'or par Kinross (la principale entreprise d'exploitation minière du pays), censée tripler la production d'or à l'horizon 2017-2018, a été mise en suspens en raison de la volatilité des prix des produits de base au cours de la dernière année

Le Gouvernement a accompli des progrès substantiels concernant la mobilisation des ressources nationales. Les recettes fiscales (hors ressources naturelles) sont passées de 15 % du PIB environ en 2010 à 22 % en 2013. Les recettes provenant de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sont quant à elle passées de 2 % du PIB en 2010 à 4 % en 2013 (BAD, OCDE et PNUD 2014i et FMI 2015a).

Les autorités ont eu recours à une série de mécanismes d'intervention, notamment la réduction des dépenses, l'augmentation des

recettes et les demandes de soutien budgétaire supplémentaire auprès des donateurs pour amortir l'impact immédiat de la baisse des prix du minerai de fer sur l'économie. Toujours est-il qu'il sera difficile d'éviter une dépréciation de l'ouguiya et quelques coupes dans le programme de dépenses publiques. Parallèlement, le Gouvernement met en œuvre des politiques visant à accroître la diversification de la production et à améliorer l'insertion de la Mauritanie dans l'économie mondiale, notamment par la transformation avancée de certains de ses métaux, produits de la pêche et produits agricoles dans les zones franches.

Le fonds souverain de la Mauritanie, le Fonds national de revenus des hydrocarbures (FNRH), qui a été créé le 14 juin 2006 avec un budget de 0,3 milliard de dollars, affichait un solde de 113 millions de dollars au 31 mars 2014<sup>25</sup>. Le Fonds, géré par la Banque centrale de Mauritanie et le Ministère des finances, a pour mission de contribuer à la stabilisation macroéconomique et de constituer une épargne pour les générations futures. L'un de ses avantages a été d'améliorer la confiance dans la viabilité des comptes budgétaires et extérieurs de la Mauritanie, contribuant ainsi à attirer des flux continus d'IDE, en dépit de la crise sur le marché du minerai de fer.

<sup>25</sup> Pour plus d'informations, voir Backer 2015 et <http://www.financialafrik.com/2014/05/02/mauritaniepetrole-113-millions-de-dollars-dans-le-fonds-national-de-revenus-des-hydrocarbures-fnrh/>

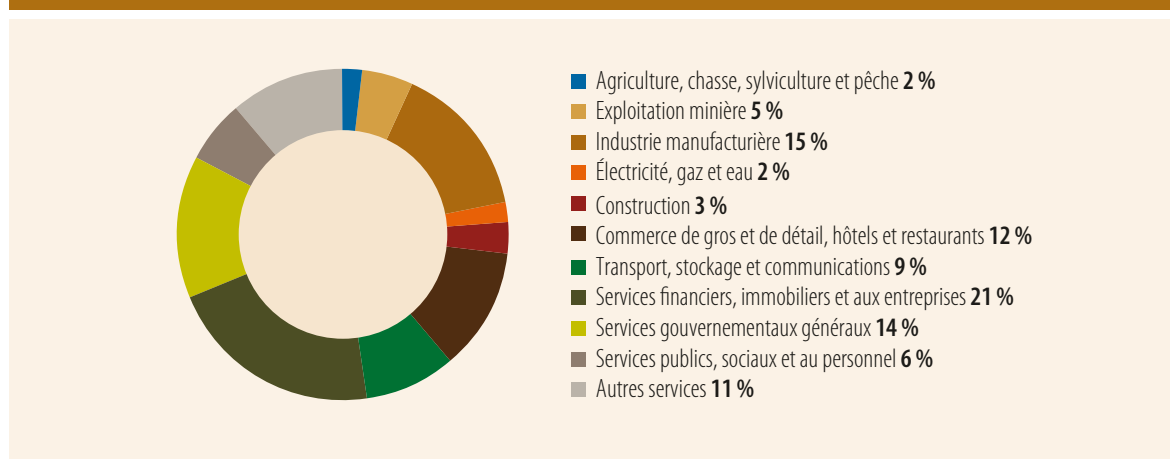
## 4.6 Afrique du Sud

*Le contexte économique.* L'économie sud-africaine, classée par la Banque mondiale parmi les économies à revenu intermédiaire élevé, se hisse actuellement en deuxième position sur le continent africain après le Nigéria. Par le passé, elle reposait sur les industries primaires et secondaires telles que l'exploitation minière et l'industrie manufacturière, mais au cours des dernières décennies, conformément aux évolutions observées à l'échelle du globe, son centre de gravité s'est déplacé vers le secteur tertiaire (figure 32). Actuellement, les secteurs pesant le plus dans l'économie sont les services financiers, immobiliers et aux entreprises, l'industrie manufacturière et le commerce de gros et de détail. Cependant, en dépit de longues périodes de croissance économique positive, le chômage reste un défi majeur.

L'économie sud-africaine a progressé de 1,5 % en 2014, contre 2,2 % en 2013, selon Statistics SA. Cette croissance relativement faible en 2014 (figure 33) était en grande partie imputable à l'effet négatif de la grève dans le secteur des mines de platine au cours du premier trimestre 2014, à l'action syndicale dans l'industrie sidérurgique et le secteur de l'ingénierie, et aux divers obstacles structurels comme l'approvisionnement électrique erratique, la baisse des prix des principaux produits d'exportation (or, cuivre, minerai de fer et platine) et les faibles niveaux de confiance des entreprises et des consommateurs (SARB, mars 15, p. 5).

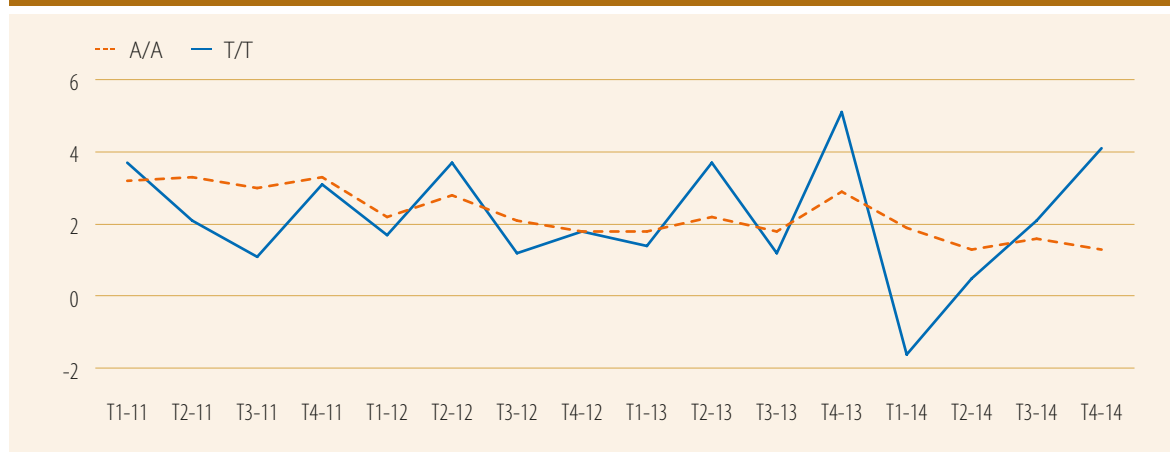
Le secteur minier a été particulièrement touché. L'activité minière a reculé de 22,8 % au premier trimestre et de 3 % au deuxième trimestre, avant de regagner 3,9 % au troisième trimestre et 15,2 %

Figure 32 : La production de l'Afrique du Sud est diversifiée, 2013 (%)



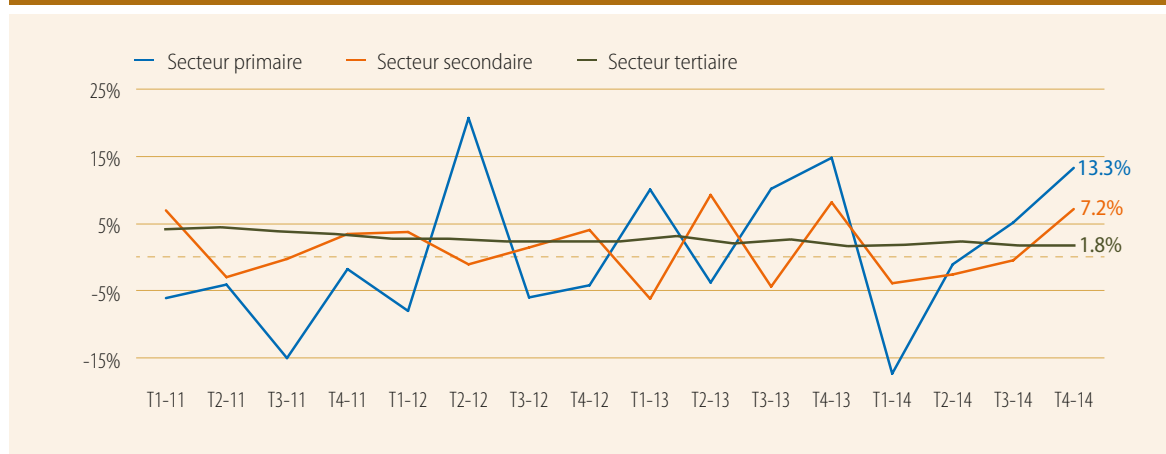
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> et Banque centrale sud-africaine, voir <https://www.resbank.co.za/Pages/default.aspx>

Figure 33 : Le taux de croissance trimestriel de l'Afrique du Sud affiche une tendance à la baisse, 2011-2014



Source : Produit intérieur brut, quatrième trimestre 2004, voir [http://beta2.statssa.gov.za/wp-content/uploads/2015/02/GDP-Fourth-quarter-2014\\_Presentation.pdf](http://beta2.statssa.gov.za/wp-content/uploads/2015/02/GDP-Fourth-quarter-2014_Presentation.pdf).

**Figure 34 : La production primaire est instable en Afrique du Sud, 2011-2014**



Source : Statistics SA, voir <http://beta2.statssa.gov.za/publications/P0441/P04414thQuarter2014.pdf>

trimestre suivant (figure 34). L'intensification des activités minières au quatrième trimestre était due à une production plus élevée d'« autres » minerais métalliques (dont le platine) et d'« autres » activités extractives (exploitation de mines de diamants notamment). La production minière a baissé de 5,4 % en janvier 2015 par rapport au mois précédent. Dans l'ensemble, la production minière a diminué de 4,7 % de janvier 2014 à janvier 2015 (tableau 7), en grande partie en raison de la baisse de 4,3 % de la production d'or et de 2,3 % de celle de platine.

La production dans les secteurs minier et industriel a également pâti de graves défaillances dans la capacité de production d'électricité. Les difficultés de production actuelles dans le secteur de l'énergie électrique ont eu un effet d'entraînement sur le coût

de production du secteur minier et industriel, qui tire les prix à la hausse sur le marché intérieur. Le Gouvernement envisage de fournir une aide vitale de 23 milliards de rands pour relancer le secteur de l'énergie et installer de nouvelles centrales électriques en vue d'accroître l'utilisation des capacités minières et industrielles.

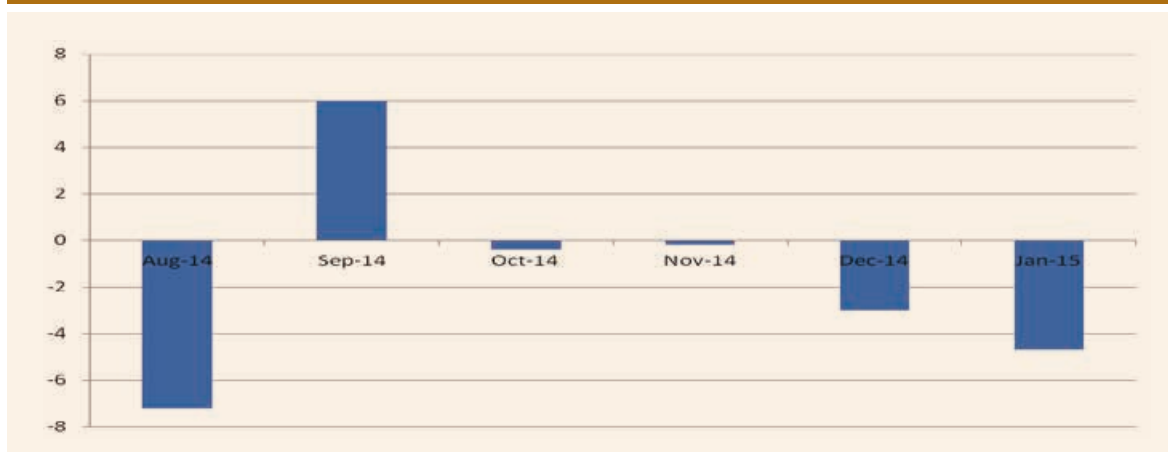
*Impact de la baisse des prix des produits de base.* Les baisses des cours de l'or, du minerai de fer, du cuivre et du platine, conjuguées à celle de la production évoquée plus haut ont écorné les recettes en devises des ventes de minéraux de 3,6 % (en décembre 2014, par rapport à la même période de l'année précédente; tableau 8), les plus fortes baisses en pourcentage étant le fait des « autres » minéraux non métalliques (48,3 %), suivis par le minerai de fer (33,6 %) (Statistics

**Tableau 7 : Taux de croissance clefs en volume de la production minière en Afrique du Sud**

	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015
Variation annuelle en %, non ajustée	-7,2	6,0	-0,4	-0,2	-3,0	-4,7
Variation mensuelle en %, corrigée des variations saisonnières	-2,1	6,2	0,3	-1,1	0,2	-5,4
Variation trimestrielle en % change, corrigée des variations saisonnières	-0,3	0,6	2,8	5,0	3,0	-0,6

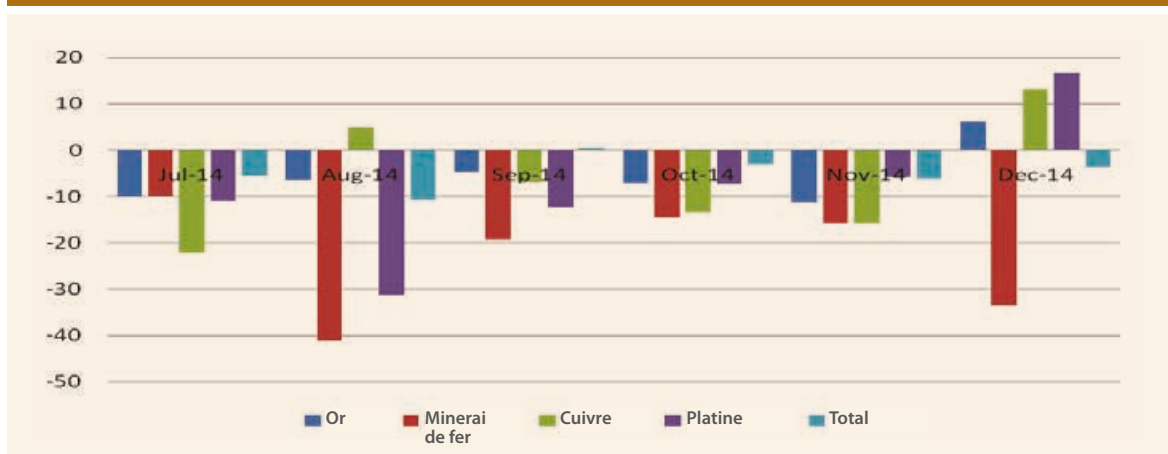
Source : Statistics SA (2015), voir [http://beta2.statssa.gov.za/?page\\_id=1879](http://beta2.statssa.gov.za/?page_id=1879)

Figure 35 : La production minière en Afrique du Sud est en baisse (variation annuelle en %)



Source : Statistics SA (2015), voir [http://beta2.statssa.gov.za/?page\\_id=1879](http://beta2.statssa.gov.za/?page_id=1879)

Figure 36 : La production des principales ressources minières en Afrique du Sud est en baisse (variation annuelle en %)



Source : Statistics SA (2015), voir [http://beta2.statssa.gov.za/?page\\_id=1879](http://beta2.statssa.gov.za/?page_id=1879)

SA, 2015). La baisse de la production et des prix a entraîné une importante diminution des recettes d'exportation des principaux minéraux d'Afrique du Sud (figures 35 et 36).

La chute des prix des minéraux a pesé lourdement sur le budget et les comptes extérieurs du pays. Le besoin de financement du secteur public représentait environ 6 % du PIB entre avril et décembre 2014, les administrations publiques et les entreprises publiques non financières encourageant des déficits. Les dépenses en capital par le secteur public ont continué

de dépasser les besoins de financement du secteur au cours de cette période. Le repli des exportations de fer, d'or, de platine et de cuivre a entraîné une détérioration significative de la balance courante de l'Afrique du Sud à compter du deuxième trimestre

2012 (figure 37). Soumis à une forte volatilité, le rand s'établissait en mai 2015 à 12 rands sud-africains pour un dollar, une dépréciation d'environ 15 % au cours des 12 mois précédents. La figure 38 fait ressortir une importante corrélation entre le prix de l'or et le taux de change nominal, même si certaines périodes font exception. Le coefficient de corrélation pour le taux de change du rand et le prix de l'or (février 2012 et mai 2015) est de -0,25. La dépréciation de la monnaie nationale n'a pas permis de favoriser un essor des exportations en raison des actions syndicales menées par les travailleurs des grandes sociétés minières et de la baisse de la capacité de production d'électricité.

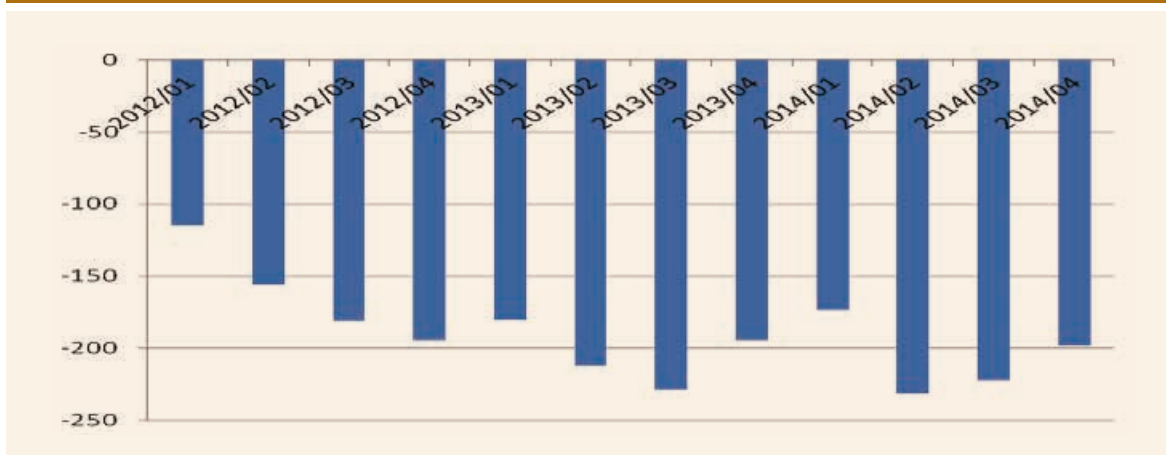
Malgré une croissance économique lente, les prix des actions domestiques augmentent de manière significative après les pertes subies au deuxième semestre 2014 pour atteindre des niveaux records

**Tableau 8 : Variation annuelle en pourcentage des ventes de certains minéraux aux cours actuels, par groupe de minéraux en Afrique du Sud**

Groupe de minéraux	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014
Or	-5.5	-6.3	-4.6	-7.1	-11.2	6.1
Minerai de fer	-9.8	-41.2	-19.3	-14.6	-15.8	-33.6
Cuivre	-22.2	5.0	-6.9	-13.5	-15.7	13.2
Platine	-10.8	-31.2	-12.2	-7.3	-5.7	16.6
<b>Total</b>	<b>-5.6</b>	<b>-10.6</b>	<b>0.4</b>	<b>-3.1</b>	<b>-6.2</b>	<b>-3.6</b>

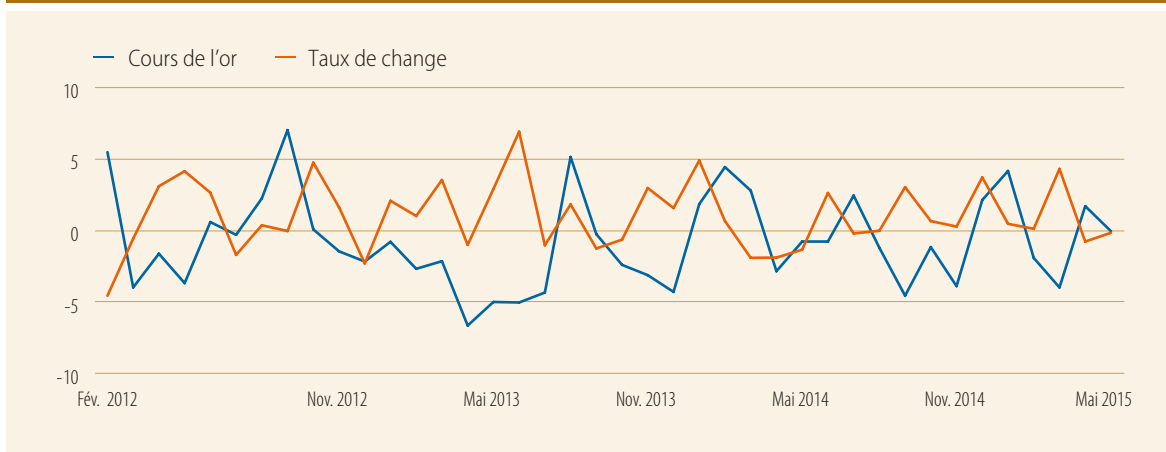
Source: Statistics SA (2015); see [http://beta2.statssa.gov.za/?page\\_id=1879](http://beta2.statssa.gov.za/?page_id=1879)

**Figure 37 : Le déficit courant de l'Afrique du Sud reste élevé (milliards de rands)**



Source : Banque centrale sud-africaine, Compte de la balance des paiements, Pretoria, 2015.

**Figure 38 : Le taux de change du rand a progressé avec les cours de l'or, 2012-2015 (variation en %)**



Source : données de la Banque mondiale, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>  
 Note : les cours de l'or sont donnés en dollars par once troy. Le taux de change est exprimé en rands pour un dollar.

en mars 2015. Le marché boursier national aurait pu bénéficier de politiques monétaires favorables dans les économies avancées, de la baisse des prix internationaux du pétrole et de la dépréciation du rand (SARB 2015).

*Politiques.* La dynamique de croissance de l'Afrique du Sud a diminué progressivement depuis 2011, et le budget pour l'exercice 2015 - 2016 (présenté en février 2015) prévoit une croissance de seulement 2 % en 2015, même si elle devrait atteindre 3 % en

2017. Le Gouvernement a réagi au ralentissement de la croissance par une gestion financière prudente, notamment à travers des mesures visant à réduire les dépenses inutiles ainsi que des mesures d'amélioration de l'efficacité. Le budget 2015 – 2016 prévoit des mesures pour réduire le déficit budgétaire et mettre un frein à la tendance haussière insoutenable du ratio de la dette publique. La croissance des dépenses publiques serait plafonnée et diverses mesures, prises pour accroître les recettes. La taxe sur le carburant a été augmentée et le prix de l'essence à la pompe est passé de 11,02 rands en février 2015 à 12,9 rands deux mois plus tard, inversant les premiers bénéfices de la baisse des cours du pétrole à l'échelle mondiale. Les taxes sur les boissons alcoolisées (bière, vin mousseux et spiritueux), les cigarettes, les cigares et le tabac devraient augmenter de 4,8 à 8,5 %. Les taux d'imposition sur le revenu des particuliers pour les contribuables à revenu intermédiaire ou élevé ont été relevés. Les investissements en infrastructures publiques pour la production d'énergie devraient alléger les contraintes d'approvisionnement, stimuler la production industrielle et renforcer la confiance des consommateurs.

La haute valeur du contenu national des exportations minières reflète la longue histoire de l'industrie, l'appropriation locale et la grande intégration en amont dans l'économie sud-africaine élargie. L'amélioration de la capacité des chaînes de valeur spécifiques, sur une échelle compétitive au niveau mondial, est un élément essentiel d'une stratégie de diversification réussie. L'Afrique du Sud aurait tout intérêt à diversifier son économie en renforçant les liens entre les industries. Afin de développer les chaînes de valeur, des mesures tendant à renforcer les compétences, les capacités technologiques et l'accès au capital s'avèrent essentielles.

Le Gouvernement intensifie ses efforts de diversification dans les secteurs de la production non minière et des services, ce qui est capital pour créer des emplois peu qualifiés pour les jeunes chômeurs et offrir des débouchés aux travailleurs hautement qualifiés. Pour diversifier davantage l'économie, les autorités envisagent de fournir des terres aux agriculteurs qui n'en possédaient pas en plafonnant la taille de la propriété foncière à 12 000 ha. En outre, 90 000 ha de terres seront alloués aux petits exploitants agricoles, aux personnes résidant sur une exploitation agricole et aux locataires par l'intermédiaire du programme de réforme agraire.

De plus, 27 des municipalités les plus pauvres du district recevront des parcs agricoles dans le cadre des efforts visant à transformer les économies rurales et à les diversifier.

L'Afrique du Sud possède aussi un avantage comparatif dans la production et l'exportation d'automobiles<sup>26</sup>. Au titre du Programme d'amélioration de la compétitivité de l'industrie manufacturière, le Gouvernement accorde aux entreprises du secteur une aide d'un montant de 2,9 milliards de rands.

Pour que l'Afrique du Sud puisse stimuler efficacement les exportations à valeur ajoutée, elle doit répondre aux fréquentes actions syndicales et autres protestations dénonçant la médiocrité des services. La priorité devrait être accordée au renforcement des relations patronat-employés et de la négociation collective. Les prestations de services des administrations locales et provinciales gagneraient à être réformées par des dispositifs en faveur d'une société sûre, forte et économiquement viable qui constitue un cadre de vie, de travail et de socialisation.

## 4.7 Ghana

*Le contexte économique.* L'économie du Ghana est largement stimulée par les services. L'agriculture est le principal pourvoyeur d'emplois et les ressources naturelles (or, pétrole et cacao), les premiers moteurs de ses exportations. S'il est vrai que le Ghana exporte l'or et le cacao depuis de nombreuses années, le pétrole a progressé pour devenir le deuxième produit d'exportation du pays depuis le démarrage de l'exploitation pétrolière en décembre 2010. Le Ghana regorge de ressources naturelles abondantes et a un climat tropical favorable à l'agriculture pluviale. Le secteur agricole, qui est dominé par la petite agriculture paysanne, représente environ un quart du PIB et emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre. En 2011, le pays a enregistré l'un des taux de croissance du PIB les plus élevés dans le monde (14 %). Sa croissance a diminué pour atteindre un taux encore élevé de 9,3 % en 2012, de 7,3 % en 2013, puis de 4,2 % en 2014. La croissance ghanéenne, qui repose sur une base relativement large, a été tirée en grande partie par les secteurs des services et de l'industrie, qui ont progressé, en moyenne, au rythme de 9 % au cours des cinq années précédant 2013. Le secteur des services a enregistré la plus forte croissance (8,9 % en 2013), suivi par l'industrie (7 %).

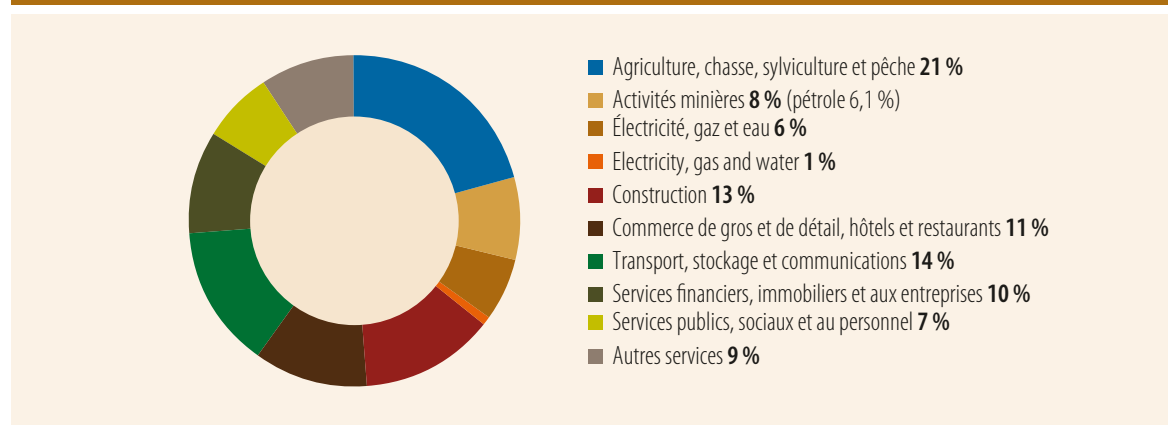
<sup>26</sup> En 2013, le pays a exporté l'équivalent de 103 milliards de rands d'automobiles et de composants à plus de 150 pays.

L'agriculture enregistre le taux de croissance le plus faible (5,2 %). En 2014, les services ont représenté 50,2 % du PIB, l'industrie (dont l'exploitation minière), 29,2 % et l'agriculture, 20,6 % (figure 39).

Trois produits de base (or, pétrole brut et cacao non transformé) représentent environ 80 % ou plus des exportations du Ghana. Le sous-secteur de l'exploitation minière contribue de manière significative à son développement économique. L'exploitation aurifère représentait 33 % des exportations de marchandises en 2014, contre 28 % pour le pétrole brut et 20 % pour le cacao. Les cours internationaux de l'or et du pétrole brut ont enregistré une baisse, tandis que les prix du cacao ont progressé. Celui des fèves de cacao a augmenté, passant de 2 275 dollars par tonne métrique en janvier 2013 à 3 270 dollars en août 2014 (soit une hausse d'environ 44 %). Depuis, il a marqué le pas, s'établissant à 3 096 dollars en mai 2015 (Banque du Ghana, 2014; FMI 2015 b; données de la Banque mondiale) (figure 40).

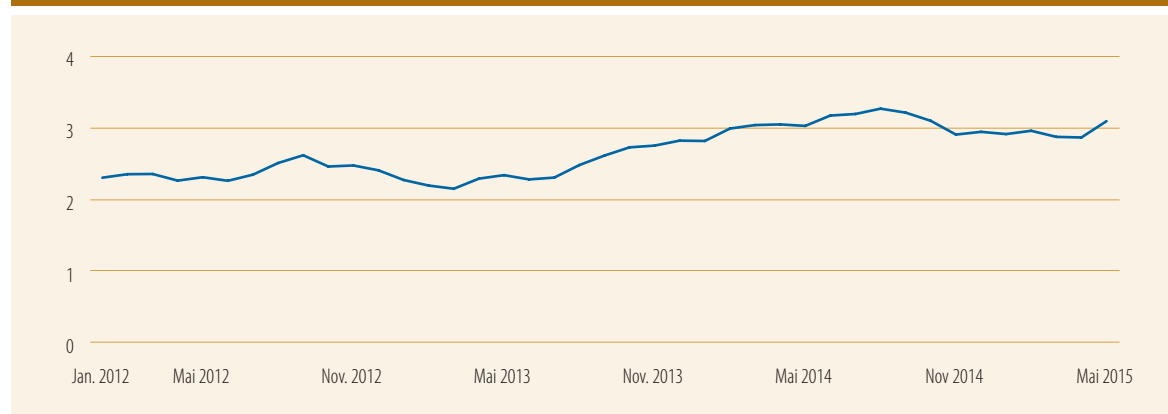
*Impact de la baisse des prix des produits de base.* Les exportations de marchandises du Ghana sont passées de 3,6 milliards de dollars au premier trimestre 2014 à 2,9 milliards de dollars au premier trimestre 2015. Alors que la valeur en dollars des fèves et des produits dérivés du cacao a progressé de 13 %, les exportations de pétrole brut ont chuté de 53 % sous l'effet de l'effondrement des prix du pétrole, ce qui représente près de trois quarts de la diminution des exportations (Banque du Ghana 2015). La valeur des exportations d'or fluctue depuis 2014, passant de 359,4 millions de dollars en octobre 2014 à 187,1 millions de dollars en mars 2015, avant de s'établir à 249,5 millions de dollars en août de la même année<sup>27</sup>. Cela dit, le déficit courant est passé de 1,1 milliard de dollars au premier trimestre 2014 à 0,6 milliard au premier trimestre de cette année (figure 41), sous l'effet de la baisse des importations de marchandises et d'une amélioration du solde net des services. Les prélèvements sur les réserves ont peu évolué (894 millions de dollars au premier trimestre 2014

Figure 39 : Les services représentaient la moitié du PIB du Ghana en 2013 (millions de rands)



Source : Service de statistique du Ghana (GSS).

Figure 40 : Le prix du cacao a augmenté (1 000 dollars des É.-U. par tonne métrique)



Source : Données de la Banque mondiale, voir [www.worldbank.org/commodities](http://www.worldbank.org/commodities)

<sup>27</sup> Banque du Ghana, Résumé des données économiques et financières, septembre 2015.

**Figure 41 : La balance des opérations courantes du Ghana s'est dégradée en 2013, puis s'est redressée entre le T1 2012 et le T1 2015, en milliards de dollars des É.-U.**



Source : Banque du Ghana, Bulletin trimestriel, deuxième trimestre 2015, Accra. .

contre 849 millions de dollars au premier trimestre 2015). Les réserves internationales brutes s'élevaient à 3,9 milliards de dollars en mars 2015, soit quasiment le même niveau qu'en mars 2014.

La baisse des prix des produits de base est intervenue au moment où le Ghana était confronté à des difficultés quant au réalignement de ses déficits budgétaires et commerciaux ainsi qu'à la reconfiguration de la maturité de sa dette. Ces difficultés ont intensifié les pressions sur l'inflation, les taux d'intérêt et le taux de change.

Le prix de référence du pétrole pour le budget 2015 était de 99,38 dollars le baril avant d'être révisé à la baisse à 52,8 dollars le baril<sup>28</sup>, soit au-dessus du prix du marché qui était de 45,70 dollars au 27 août 2015. Sur la base du nouveau prix de référence du pétrole brut, les recettes pétrolières totales étaient estimées à 1,5 milliard de cedis ghanéens (1,1 % du PIB contre 3,1 % précédemment), d'où la révision à la hausse de la position de déficit budgétaire d'un point de pourcentage à 7,5 % du PIB.

**Politiques.** Le déficit budgétaire du Ghana a augmenté au cours des dernières années, passant d'environ 6 % du PIB en 2012 à 7,8 % en 2013. L'augmentation des dépenses liées aux salaires et aux traitements, les paiements d'intérêts, de subventions et d'arriérés sont les principaux facteurs aggravants. Le Gouvernement s'est engagé à assainir les finances publiques en vue de ramener le déficit budgétaire à environ 5 % du PIB

d'ici 2016. À cette fin, il met en œuvre une série de mesures visant à accroître les recettes et à réduire les dépenses, tout en identifiant des moyens d'atténuer l'impact de l'assainissement des finances publiques sur les investissements dans l'infrastructure. Parallèlement, l'Office ghanéen du cacao (Cocobod) a pris des mesures pour émettre des obligations sur l'énergie et le cacao en vue de financer ses besoins en capital et en infrastructure à long terme.

Le Ghana a signé un accord triennal de facilité élargie de crédit avec le FMI le 3 avril 2015<sup>29</sup>. La décision de solliciter le FMI est intervenue après l'adoption de diverses mesures « locales » pour tenter de relever les défis macroéconomiques<sup>30</sup>. Ces initiatives de baisse des dépenses comprenaient un gel des embauches, la rationalisation de la masse salariale et une démarche de gestion des ressources humaines pour réduire le nombre de « travailleurs fantômes ».

Pour soutenir les perspectives de croissance à moyen terme, des mesures sont également introduites dans le budget 2015 en vue de réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs par le renforcement des outils de gestion des risques, la diversification de l'exportation et l'appui à la production locale de produits d'importation. Un renforcement du cadre budgétaire serait également envisagé pour favoriser la planification à moyen terme, préserver la viabilité de la dette et approfondir la transformation structurelle de l'économie.

<sup>28</sup> Seth E. Terkper, Ministre des Finances, Déclaration au Parlement sur les conséquences de la chute des prix du pétrole brut sur le budget 2015, 12 mars 2015.

<sup>29</sup> Celles-ci comprennent également la tenue du Forum économique national (mai 2014) pour établir un consensus. Le Forum a abouti au Consensus de Senchi et à un cadre de décision « national », à savoir les « Politiques économiques et financières à moyen terme du Ghana, 2014-2017 ».

<sup>30</sup> « Le FMI approuve un programme d'aide de 918 millions de dollars des États-Unis pour permettre au Ghana de promouvoir la croissance, l'emploi et la stabilité ». Communiqué de presse N° 15/159, 3 avril 2015, voir <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2015/pr15159.htm>

## 4.8 Ouganda

*Le contexte économique.* En novembre 2014, la Banque de l'Ouganda a annoncé le changement de base des estimations du PIB du pays pour 2008 - 2009 à compter de l'année de base 2002 jusqu'à la nouvelle année de base 2009 - 2010, en vue de refléter plus fidèlement la structure actuelle de l'économie. Cette révision, associée au recensement de la population de 2014, a fait ressortir que le niveau de l'économie est environ 20 % plus élevé qu'on ne l'avait envisagé<sup>31</sup>. Selon les estimations, le PIB a augmenté de 4,5 % en 2013 - 2014, de 3,3 % en 2012 - 2013 (tableau 9), en partie à la faveur d'investissements publics solides et d'une plus grande intégration régionale.

Impact de la baisse des prix des produits de base. La volatilité des prix des produits de base depuis 2012 a provoqué de fortes fluctuations dans les recettes d'exportation de l'Ouganda, notamment une baisse des recettes du café, le produit de base le plus exporté (figure 42). La baisse des recettes d'exportation a

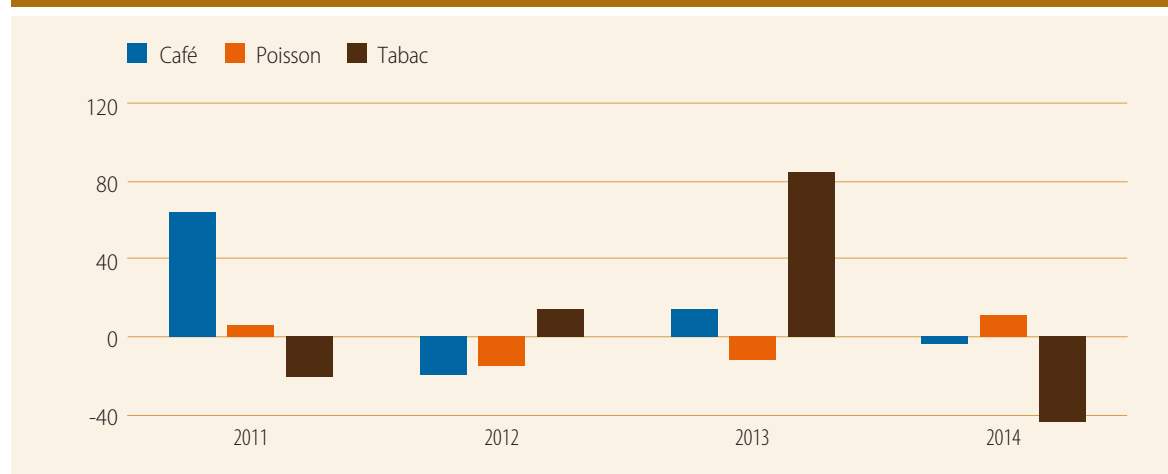
entraîné une augmentation constante du déficit courant (hormis les cycles saisonniers), qui a atteint un sommet de 828,5 millions de dollars au cours du troisième trimestre 2014 (figure 43). Le déficit annuel en 2014 était de 2 570 millions de dollars contre 1 722 millions de dollars (6,6 % du PIB) en 2013. Le déficit courant en 2014 a eu pour corollaire un déficit inférieur de la balance globale des paiements de l'ordre de 222 millions de dollars. Le shilling ougandais a subi une dépréciation d'environ 18 % sur 2014. Dans le contexte de la baisse des prix à l'exportation, cette dépréciation intensifie les pressions sur la balance des paiements, en particulier au regard de la faible croissance des envois de fonds de l'étranger et des investissements directs étrangers (Banque de l'Ouganda, 2015). L'inflation commence à augmenter, passant de 1,3 % pour l'exercice se terminant en janvier 2015 à 4,8 % pour l'exercice se terminant en août 2015. Dans le même temps, le prix moyen de l'essence à la pompe a baissé de 10 % entre janvier et septembre 2015. Pour contrôler le niveau des prix, le taux de la Banque centrale, stabilisé à

**Tableau 9 : Variation en pourcentage par secteur et PIB total en Ouganda (prix constants 2009 - 2010)**

Secteurs	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Agriculture, sylviculture et pêche	3,2	2,9	1,8	1,1	1,5
Industries	7,8	11,4	3,1	4,3	4,3
Services	5,9	12,4	4,9	4,0	4,2
Impôts après déduction des subventions sur les produits	1,1	1,3	15,5	0,5	15,5
<b>Total</b>	<b>5,2</b>	<b>9,7</b>	<b>4,4</b>	<b>3,3</b>	<b>4,5</b>

Source : Banque de l'Ouganda, Bulletin trimestriel (2014).

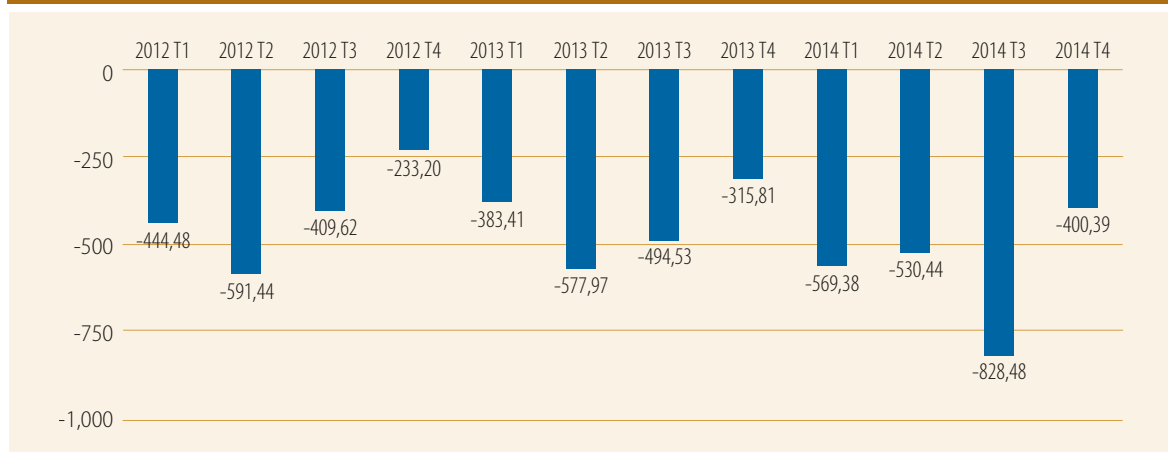
**Figure 42 : Les recettes d'exportation des produits de base de l'Ouganda ont baissé en 2014 (en millions de rands)**



Source : Banque de l'Ouganda (2015).

<sup>31</sup> Site Web de la Banque mondiale, voir <http://www.worldbank.org/en/country/uganda/overview>.

**Figure 43 : Le déficit courant de l'Ouganda est en hausse (en millions de dollars des É.-U.)**



Source : Banque de l'Ouganda, balance des paiements, voir [www.bou.or.ug/bou/rates\\_statistics/statistics.html](http://www.bou.or.ug/bou/rates_statistics/statistics.html)

11 % entre juillet 2013 et avril 2015, a augmenté de 100 points de base à 12 %. Le solde budgétaire global s'est détérioré, passant de 4,4 % en 2011 à 4,9 et 5,1 % en 2012 et 2013. Il s'est stabilisé à 4,6 % en 2014 et devrait se détériorer pour atteindre 5 % et 5,5 % en 2015 et 2016 (FMI, 2015d).

Dans le même temps, le prix moyen de l'essence à la pompe a baissé de 10 % entre janvier et septembre 2015. Pour contrôler le niveau des prix, le taux de la Banque centrale, stabilisé à 11 % entre juillet 2013 et avril 2015, a augmenté de 100 points de base à 12 %. Le solde budgétaire global s'est détérioré, passant de 4,4 % en 2011 à 4,9 et 5,1 % en 2012 et 2013. Il s'est stabilisé à 4,6 % en 2014 et devrait se détériorer pour atteindre 5 % et 5,5 % en 2015 et 2016 (FMI, 2015d).

*Politiques.* Des réformes structurelles ont été mises en place. L'approbation de la Loi sur la gestion des finances publiques en novembre 2014, la préparation de la Charte de responsabilité budgétaire et l'ouverture du compte unique du Trésor sont destinées à améliorer la gestion de la trésorerie ainsi qu'à assurer la transparence et la responsabilité financières. Les modifications apportées à la Loi sur la Banque de l'Ouganda (*BoU Act*) en attente d'approbation par le Parlement sont un autre jalon important. Les mesures prioritaires pour les pouvoirs publics comprennent le remaniement de la politique fiscale inefficace et la suppression des exemptions excessives de TVA.

À la réunion de son Comité de politique monétaire en 2015, la Banque de l'Ouganda a laissé entendre que les prix intérieurs augmenteraient en 2015, même si la baisse des cours mondiaux du pétrole et des prix intérieurs des denrées alimentaires est susceptible d'atténuer certains effets négatifs. La fourchette de l'inflation de base va de 4 à 6 % en 2015, conformément aux données les plus récentes (voir plus bas). De plus, le déficit commercial continue de

se creuser, faisant planer la menace d'une réduction des investissements dans le secteur pétrolier, si les prix ne se rétablissent pas rapidement.

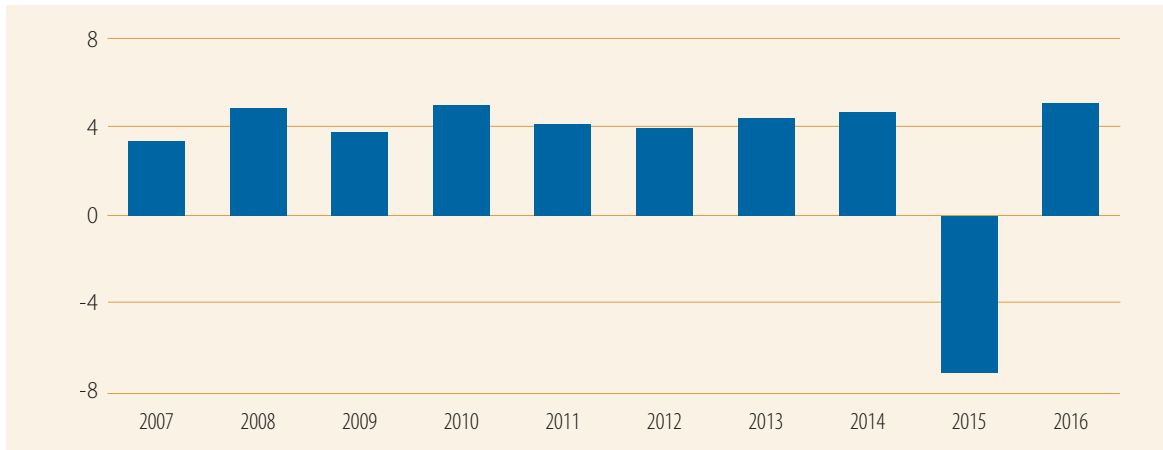
De même, le gouverneur de la Banque de l'Ouganda a affirmé que les recettes publiques provenant des exportations de pétrole et de café risquaient d'être inférieures aux prévisions à court terme. Aussi est-il nécessaire de prendre des mesures budgétaires prudentes et de réduire les engagements de dépenses, y compris s'agissant de la masse salariale. Le Gouvernement recentre actuellement la stratégie nationale de développement des exportations ainsi que les initiatives de développement pour augmenter la part des produits manufacturés dans les exportations totales.

## 4.9 Burundi

*Le contexte économique.* Le Burundi a enregistré une croissance économique modérée, avec une moyenne de 4,7 % par an entre 2006 et 2009. Si la croissance a ralenti entre 2010 et 2013 pour s'établir à 4,2 %, les estimations l'établissaient à -7,6 % en 2015 (figure 44). La reprise de la production de café, la forte dynamique dans le secteur de la construction et la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure (fibre optique, hydroélectricité et réseau routier, notamment), sont autant de moteurs de la croissance économique. L'inflation générale, qui s'élevait en moyenne à 9 % en 2013 n'était plus que de 4,5 % en 2014, à la faveur de la baisse des cours mondiaux du pétrole.

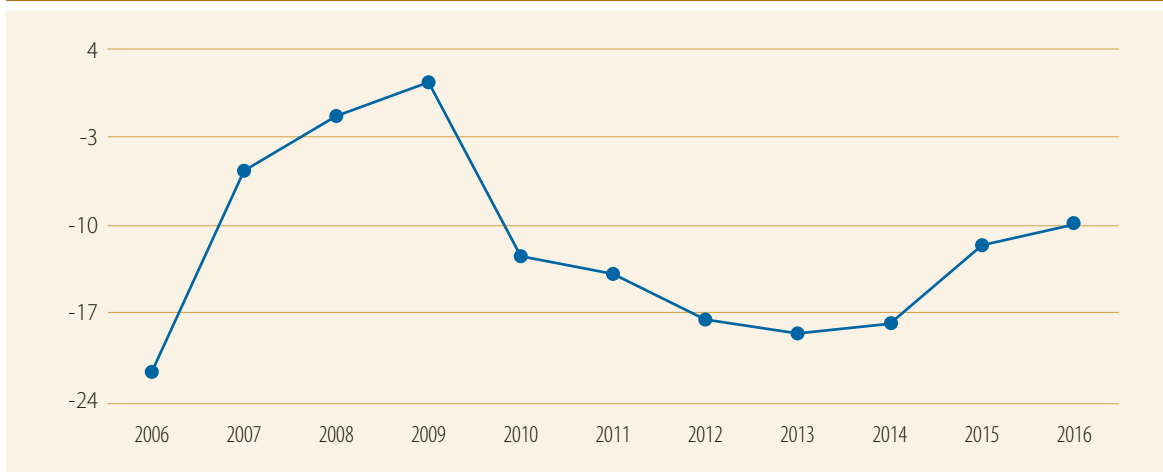
*Impact de la baisse des prix des produits de base.* Les recettes d'exportation du Burundi dépendent principalement des conditions météorologiques et des cours mondiaux du café et du thé, qui représentent environ 90 % des recettes en devises, même si les exportations constituent une part relativement faible

**Figure 44 : La croissance du PIB réel a augmenté au Burundi, mais une forte baisse est attendue en 2015**



Source: <http://data.imf.org/?sk=7CB6619C-CF87-48DC-9443-2973E161ABEB&sld=1393468009141> (access: 14 November 2015)

**Figure 45 : La balance des opérations courantes en pourcentage du PIB reste instable et élevée au Burundi**



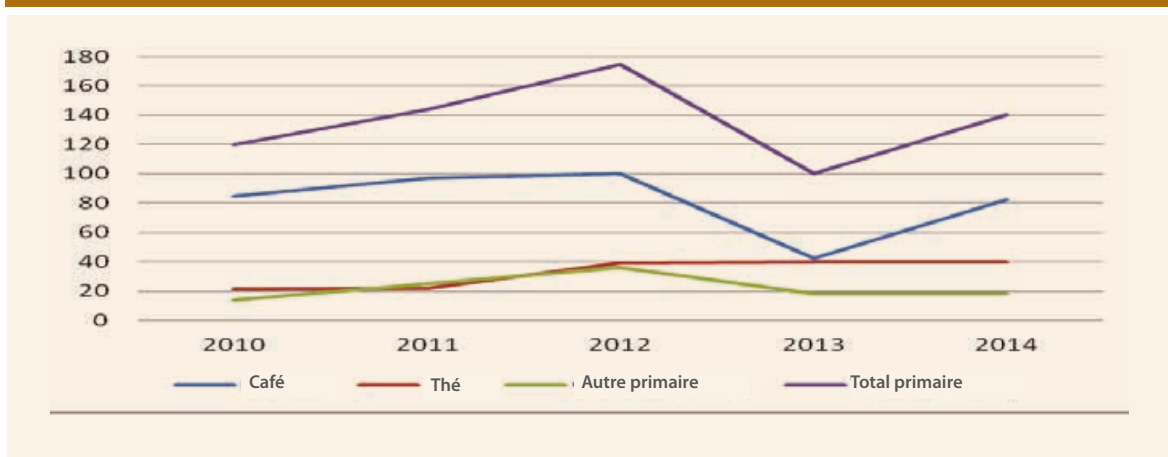
Source : <http://knoema.com/IMFWE020150ct/imf-world-economic-outlook-weo-october-2015?tsld=1018600>

du PIB. Le pays a enregistré des déficits de sa balance commerciale des marchandises et de son compte courant pendant presque une décennie (OMC 2014). Après une augmentation annuelle moyenne de 32,78 % entre 2008 et 2011, les exportations ont baissé de 3,45 % (à 227,53 millions de dollars) en 2012 dans le sillage de la forte baisse des prix mondiaux du café et du thé, et ont encore reculé de 3,35 % (à 222,16 millions de dollars) en 2013, lorsque les importations étaient relativement stables. En 2014, le déficit courant était de 17,6 % du PIB, même si les plus récentes estimations du FMI prévoient un déficit de 11,32 % du PIB d'ici à 2015 (figure 45). Ce déficit a été financé par les IDE, les subventions de projets et les prêts concessionnels, tandis que les réserves officielles de change se sont stabilisées à un niveau équivalent à trois mois et demi d'importations.

Les recettes provenant des licences de télécommunications ont permis d'inverser le manque à gagner enregistré au premier semestre de 2014 et d'atteindre l'objectif de fin d'année, aidées en cela par la baisse de la masse salariale (de 7 % en 2013 à environ 6,6 % du PIB en 2014). Le déficit budgétaire pour 2014 a toutefois dépassé le taux de 1,7 % du PIB prévu dans le budget, principalement en raison du montant de l'appui budgétaire, moins important que prévu. Cela explique la hausse de la dette publique intérieure, passée de 13,1 % du PIB en 2013 à 14,1 % en 2014. Le déficit de financement a été comblé par la Banque centrale.

Coffee is Burundi's most important export commodity, accounting for about 46 percent of total export earnings in 2013. Coffee farming plays a vital role, not just dans l'économie, mais aussi en tant que

**Figure 46 : Les recettes d'exportation des produits de base du Burundi sont irrégulières (en millions de francs burundais)**



Source : Banque centrale du Burundi.

principale source de revenus pour quelque 600 000 familles (environ 40 % de la population burundaise). Le café au Burundi étant majoritairement produit par de petits producteurs tributaires de la pluie (plutôt que de l'irrigation), l'offre revêt un caractère hautement saisonnier. Les prix du café ont fortement fluctué au cours des dernières années, passant de 6,06 dollars/kg (pour l'arabica) (moyenne mensuelle) en septembre 2011 à 2,60 dollars/kg en novembre 2013, avant de passer à 4,97 dollars en octobre 2013 puis de retomber à 3,46 dollars en août de cette année. Les recettes d'exportation du café (et des produits de base au total) ont connu des fluctuations similaires (figures 46 et 47).

Le thé est la deuxième culture d'exportation du Burundi. Pendant longtemps, ce secteur a été dominé par une entreprise publique unique, l'Office du thé du Burundi (OTB). Depuis la libéralisation récente du secteur, une nouvelle société, Prothem, a fait son entrée sur le marché. Les exportations de thé passent par le port kenyan de Mombasa à l'état brut, avec une faible valeur ajoutée. Depuis la libéralisation du secteur, les équipements ont été modernisés et la qualité du produit, améliorée. Le prix du thé sur Mombasa est passé de 3,08 dollars/kg fin 2012 à moins de 2 dollars/kg fin 2014, avant de s'établir autour de 3 dollars au cours des derniers mois.

*Politiques.* Le Burundi reste fortement tributaire de l'aide des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. L'aide extérieure nette représente environ 20,1 % du revenu national brut du pays en 2014, contre 32,5 % pour le Libéria et 30,3 % pour le Malawi<sup>32</sup>.

Au vu de l'instabilité des flux de l'aide, le Gouvernement a soumis les dépenses non prioritaires à la réception du soutien budgétaire des donateurs. Tributaire d'une aide volatile et des prix des produits de base, il est déterminé à réduire les dépenses sur les postes non essentiels, en plafonnant ses engagements, et en se fondant sur le roulement des budgets annuels pour déterminer les niveaux de dépenses. Celles-ci ont diminué de 35,9 % du PIB en 2012 à 35,7 % en 2013, et devraient s'établir à 34 % en 2015 (BAD, OCDE et PNUD, 2014d)<sup>33</sup>. Ainsi, en 2013, le Burundi a réussi à ramener sa dette totale de 35,2 à 31,3 % du PIB et sa dette intérieure de 14,6 à 13,3 % du PIB.

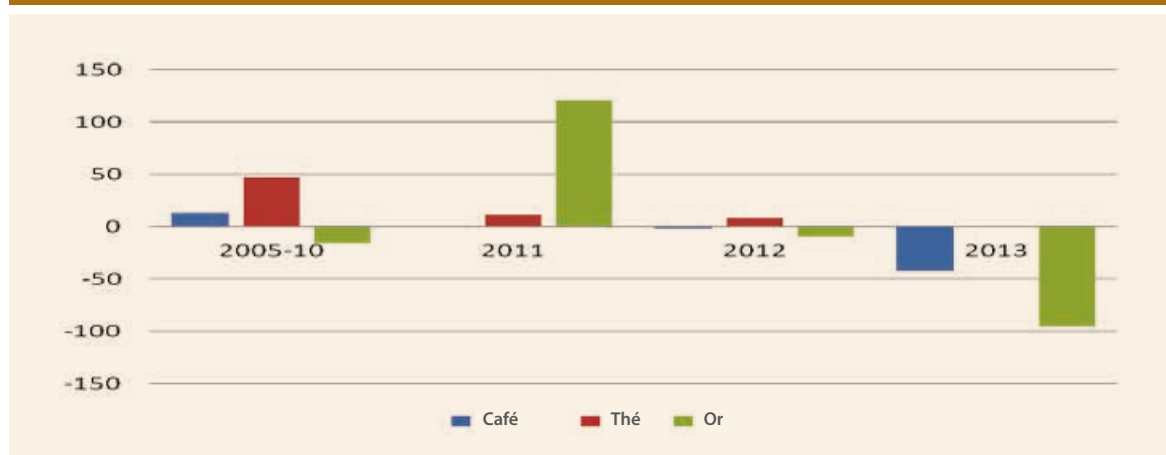
Le Gouvernement a continué à ouvrir l'économie au monde extérieur afin de maximiser les avantages de son appartenance à des communautés économiques et à des organisations intergouvernementales régionales, tout en tirant parti de sa situation géographique, dans la région du bassin du lac Tanganyika. Le Burundi a poursuivi son intégration progressive dans le Marché commun de l'Afrique de l'Est en harmonisant ses lois sur l'immigration et le travail, en éliminant les barrières non tarifaires et en finalisant le protocole sur la bonne gouvernance.

Owing to political instability, due to the diminution des recettes fiscales, de la baisse des principales exportations et de la réduction de l'aide étrangère, le FMI a prévu une contraction de l'économie du pays de 7,2 % en 2015. L'instabilité politique actuelle, qui freine les activités économiques au niveau national et régional, exige que tous les acteurs fassent preuve de retenue, de leadership et de détermination pour éviter d'autres troubles politiques ainsi que des ralentissements économiques.

<sup>32</sup> Indicateurs du développement dans le monde 2015. <http://data.worldbank.org/indikator/DI.ODA.ODAT.GN.ZS>

<sup>33</sup> Une tendance similaire a été observée pour les dépenses de consommation finale de l'État, qui sont passées entre 2012 et 2014 de 24,2 % à 21 % du PIB, voir <http://data.worldbank.org/indikator/NE.CON.GOV.TS>

**Figure 47 : Les recettes d'exportation des produits de base du Burundi sont en baisse (variation en % en millions de dollars des É.-U.)**



Source: UNCTAD (2015) unctadSTAT; see [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

## 4.10 Éthiopie

*Le contexte économique.* La croissance du PIB en Éthiopie a été spectaculaire, passant de seulement 2 % environ entre 1974 et 1991 à 4,5 % entre 1991 et 2004, puis à 10,9 % entre 2004 et 2014. En 2014, le PIB a augmenté de 9,9 %. Il s'agissait de la onzième année consécutive de croissance supérieure à 8,5 % (tableau 10). La politique budgétaire prudente de l'administration centrale a permis de promouvoir la viabilité budgétaire et la croissance. La stratégie de développement par l'investissement public a également porté ses fruits. La croissance devrait rester forte, stimulée principalement par l'agriculture et les services et soutenue par des mesures de transformation structurelle en vue notamment de garantir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette; de renforcer le programme d'investissement du secteur public en lui assurant un financement durable et d'améliorer la compétitivité à l'exportation ainsi que le climat des affaires. Parmi les risques à prendre en compte, on peut citer l'insuffisance du financement des investissements d'infrastructure dans le Plan pour la croissance et la transformation (en raison du faible taux d'épargne intérieure), la baisse des prix des principaux produits d'exportation et les chocs liés aux conditions météorologiques.

Cependant, en dépit d'un taux de croissance impressionnant depuis le milieu des années 1990, l'Éthiopie reste fortement tributaire de la production primaire (figure 48). Elle demeure l'un des pays les plus pauvres en Afrique subsaharienne, même si, entre 1995 et 2010, elle a presque atteint la cible de la réduction de la pauvreté au titre des objectifs du Millénaire pour le développement. En 2014, le revenu

national brut par habitant atteignait 550 dollars. Dans le Rapport sur le développement humain 2014 du PNUD, l'indice de développement humain (IDH) du pays s'établissait à 0,435, un score bien inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (0,502). Si avec une progression annuelle de 3,35 % en moyenne, l'Éthiopie est le pays qui a accompli les progrès les plus rapides en matière d'IDH entre 2000 et 2014 à l'échelle mondiale, elle n'arrivait encore qu'au 173<sup>e</sup> rang sur 187. La proportion de pauvres au sein de la population nationale est passée de 54,6 % en 1995 à 36,8 % en 2010. Les dépenses qui leur étaient consacrées (y compris celles financées par des prêts de projets externes) se sont élevées à plus de 12 % du PIB en 2012 - 2013 et devraient se maintenir à un niveau similaire en 2013 - 2014 et en 2014 - 2015.

### *Impact de la baisse des prix des produits de base.*

Les recettes d'exportation des produits de base de l'Éthiopie ont généralement stagné entre 2011 et 2013 (figures 49 et 50). Le café (arabica) est le premier produit agricole du pays et représente environ 24,2 % du total des recettes d'exportation. L'Éthiopie est le plus grand producteur de café arabica en Afrique subsaharienne, avec une production de 373 940 tm en 2013, soit l'équivalent d'environ 51 % de la production totale de café en Afrique orientale. La consommation intérieure est élevée par rapport à de nombreux autres exportateurs africains, si bien que la pression de l'approvisionnement du marché domestique reste l'un des facteurs de fluctuation des exportations de café, en plus de la volatilité de la production et des prix mondiaux (Ecobank 2014a). Le prix du café arabica est passé de 5,22 dollars/kg en décembre 2012 à 2,78 dollars/kg en décembre 2013, et les recettes en devises du café ont chuté de 86,5 millions de dollars,

**Tableau 10 : Indicateurs macroéconomiques pour l'Éthiopie**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RNB par habitant, méthode de l'Atlas (en dollars courants des É.-U.)	23 011 340 078,91	28 930 389 370,26	33 247 716 565,93	35 237 153 541,09	38 143 234 596,93	44 513 022 310,01	53 189 251 157,81
PIB (en millions de dollars courants des É.-U.)	27 066 912 636,90	32 437 389 114,42	29 933 790 333,98	31 952 763 089,33	43 310 721 414,08	47 524 728 957,16	54 797 679 657,55
PIB (en millions de dollars des É.-U. constants de 2 005)	16 972 128 775,41	18 466 109 438,89	20 783 705 581,87	23 106 969 762,35	25 105 216 847,46	27 738 863 571,72	30 495 013 606,05
Croissance du PIB (% annuel)	10,79	8,80	12,55	11,18	8,65	10,49	9,94
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	7,87	5,97	9,65	8,34	5,90	7,72	7,21
Formation brute de capital (% du PIB)	28,46	29,48	31,60	32,11	37,10	35,80	40,27
Épargne intérieure brute (% du PIB)	9,01	11,54	12,68	17,25	19,23	19,22	22,50
Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	48,43	48,64	44,74	44,67	47,98	45,03	42,33
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	10,94	10,26	10,19	10,47	10,26	11,95	15,43
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% du PIB)	4,40	4,11	4,29	3,99	3,70	4,04	4,17
Services, etc., valeur ajoutée (% du PIB)	40,63	41,10	45,07	44,86	41,76	43,02	42,25
Exportations de biens et de services (% du PIB)	11,40	10,50	13,60	16,69	13,77	12,49	11,71
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (% du PIB)	12,54	11,36	10,97	10,32	8,30	8,29	7,95
Importations de biens et de services (% du PIB)	30,85	28,44	32,52	31,55	31,63	29,06	29,47
Industrie, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	10,13	9,67	10,82	15,01	19,64	24,10	21,21
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	9,26	8,62	9,21	9,24	11,80	16,93	11,28
Services, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	16,40	14,68	16,74	13,00	9,91	8,78	11,79
Subventions et autres recettes (% des recettes)	46,86	53,42	47,83	38,76	–	–	–
Excédent/découvert de trésorerie (% du PIB)	-1,92	-2,22	-2,73	-1,35	–	–	–

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015+	2016+
Dépenses publiques (% du PIB)**	21,50	17,10	18,50	18,20	16,60	17,80	17,70	19,10	19,10
Recettes publiques, hors subventions (% du PIB)**	13,90	11,90	14,00	13,40	13,80	14,30	14,00	14,40	14,60
Solde budgétaire global, hors subventions (% du PIB)**	-7,50	-5,20	-4,50	-4,80	-2,90	-3,50	-3,80	-4,70	-4,50
Dette publique (% du PIB)**	57,10	24,90	27,40	25,70	20,90	21,60	21,90	21,70	21,80
Investissement direct étranger net (% du PIB)**	1,40	0,70	1,00	2,00	0,60	2,60	2,80	2,40	4,10
Taux de change effectifs réels (annuels moyens ; indice, 2000 = 100)**	100,10	115,10	98,40	103,40	122,70	124,20	129,90	–	–
Compte courant extérieur (% du PIB)**	-8,40	-6,70	-1,40	-2,50	-6,90	-6,00	-9,00	-6,60	-6,30

\*\* Indiquent des données du FMI, 2015, voir [www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf)

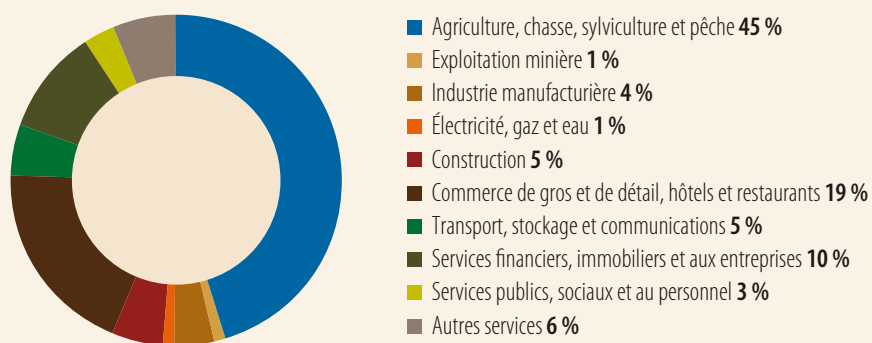
2015+ et 2016+ correspondent à des estimations. Autres données de la Banque mondiale, indicateur du développement dans le monde, voir [www.data.worldbank.org/indikator](http://www.data.worldbank.org/indikator)

passant de 832,9 millions de dollars en 2011 - 2012 à 746,4 millions de dollars en 2013 - 2014<sup>34</sup>. Les recettes des graines oléagineuses et des légumes ont également baissé au cours de cette période. Les prix du café ont atteint 4,34 dollars/kg en décembre 2014 et les exportations de marchandises ont augmenté de 19 % la même année pour atteindre 8,8 % du PIB. La hausse du déficit courant de l'Éthiopie, de 6,5 % du PIB en 2012 à 10,9 % en 2015 selon les estimations, ne reflétait pas une baisse des recettes d'exportation. La balance commerciale a stagné autour de 20 % du PIB au cours de cette période (figure 51).

La baisse des prix et des volumes des principaux produits de base de l'Éthiopie (café et or), résultant d'une accalmie dans les conditions de la demande extérieure, a affaibli la balance commerciale. Toutefois, cet état de fait a été compensé par la croissance d'autres exportations comme les oléagineux, les légumineuses, les produits en cuir, les animaux vivants et les fleurs. La demande d'importations est restée forte, à la faveur de la croissance économique tirée par les investissements. La stratégie de développement menée par le secteur public, associée à une hausse de la demande d'engrais, de produits pétroliers et de biens d'équipement a également exercé une pression sur les importations.

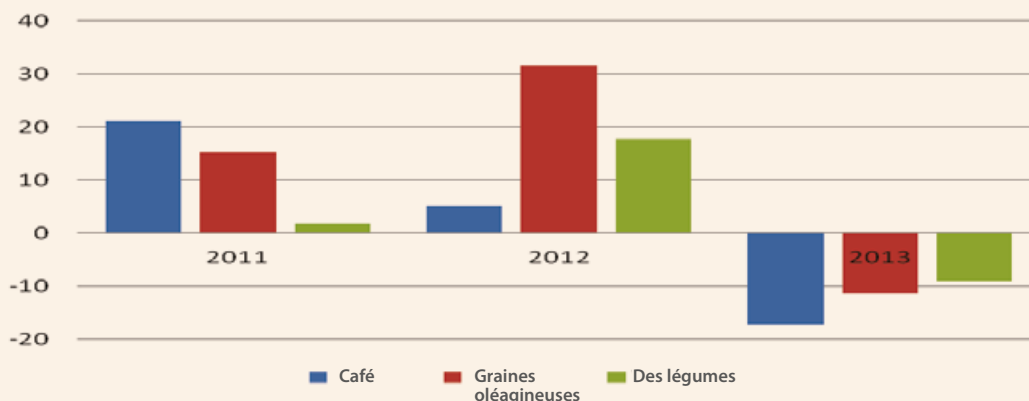
<sup>34</sup> Cela a entraîné une baisse des exportations éthiopiennes à 3,08 milliards de dollars en 12 mois contre 3,15 milliards de dollars un an plus tôt, voir <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-07-26/ethiopia-export-revenue-falls-as-top-earning-coffee-prices-drop>

**Figure 48 : Le PIB de l'Éthiopie est majoritairement dépendant de l'agriculture, 2013**



Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

**Figure 49 : Les recettes d'exportation des principaux produits de base de l'Éthiopie ont diminué (variation en %)**



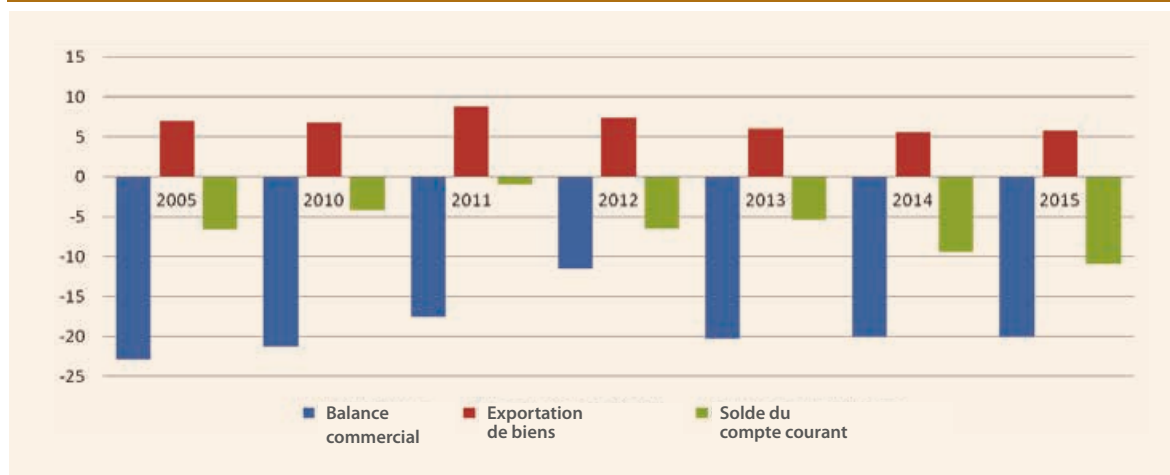
Sources : CNUCED (2015) UNCTADstat, voir [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

**Figure 50 : Les exportations de café de l'Éthiopie ont légèrement diminué (en millions de dollars des É.-U.)**



Sources : CNUCED (2015) UNCTADstat, voir [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

Figure 51 : La balance des opérations courantes de l'Éthiopie a fortement augmenté (% du PIB)



Source : BAD, OCDE, PNUD (2014c) et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

La politique budgétaire du Gouvernement a également permis de maîtriser les dépenses de consommation. Les dépenses récurrentes (estimées à 7,4 % du PIB en 2014) restent inférieures aux dépenses d'investissement (11 % du PIB). La baisse estimée du ratio des recettes fiscales par rapport au PIB (14,6 % en 2012 - 2013 à 14,1 % en 2013 - 2014) est due à la stratégie d'investissement du Gouvernement : les entreprises d'État ont été autorisées à conserver les bénéfices à des fins de réinvestissement au lieu de payer des dividendes à l'État. Ce ratio fiscal devrait passer à 14,5 % en 2014 - 2015. Le Rapport des services du FMI estime le déficit budgétaire de l'administration centrale à 2,7 % du PIB en 2013 - 2014 contre 2 % du PIB en 2012 - 2013.

*Politiques.* Le Gouvernement éthiopien, au titre de son Plan pour la croissance et la transformation, a jeté les bases d'une transformation structurelle rapide et de la diversification de l'économie. Il ambitionne de bâtir une économie axée sur les technologies modernes, où le secteur industriel jouerait un rôle de premier plan. Le développement du secteur industriel est crucial, dans la mesure où il est susceptible d'avoir un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, notamment l'agriculture. Des efforts sont en œuvre à cette fin à travers une politique globale et intégrée ainsi que des mesures incitatives en faveur du développement industriel. L'accent est mis sur les textiles et les vêtements, le cuir et les produits en cuir ainsi que l'agro-industrie, tandis que des zones industrielles voient le jour à Addis-Abeba et ses environs. Une société chinoise a également implanté une zone industrielle (*Eastern Industry Zone*) en 2009 - 2010.

Plus récemment, les politiques budgétaire et monétaire ont été mieux coordonnées afin de lutter contre l'inflation. La première est désormais axée sur l'amélioration de la collecte des impôts et l'augmentation des dépenses en faveur des pauvres, y compris des investissements dans les infrastructures physiques. Ainsi, les réformes en cours en matière de gestion des finances publiques portent d'ores et déjà leurs fruits sur le plan de l'amélioration des processus budgétaires. L'adoption de la budgétisation par programme et le projet d'étendre cette réforme aux régions vont dans la bonne direction. Cette politique a renforcé la gestion de trésorerie, réduit les liquidités oisives dans les différents comptes des administrations publiques et amélioré la qualité des rapports financiers. Les démarches de l'*Ethiopian Revenues and Custom Authority* pour optimiser la collecte des impôts devraient être approfondies avec l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion de la conformité et de la mise en application. Cependant, la politique expansionniste des entreprises publiques, qui contribue à une accumulation de déséquilibres internes et externes, exige une certaine prudence.

Le Gouvernement prend également des mesures en vue de promouvoir les emprunts obligataires auprès de la diaspora à travers des campagnes (deux types d'obligations existent : le *Millennium Corporate Bond* et le *Renaissance Bond*). Les obligations sont maintenant proposées moyennant une valeur unitaire minimale de 50 dollars pour que de nombreux Éthiopiens puissent en bénéficier. La Banque commerciale d'Éthiopie a accepté de couvrir les frais de transfert associés à leur acquisition.

## 4.11 Zambie

*Le contexte économique.* Une gestion macroéconomique prudente, des mesures de libéralisation du marché, des investissements dans l'industrie du cuivre et les infrastructures connexes et une forte augmentation du prix du cuivre conjuguée à la croissance des exportations ont permis à la Zambie d'atteindre une croissance annuelle moyenne de près de 8 % entre 2002 et 2012. Le PIB a augmenté de 6,7 % en 2013 et de 6 % en 2014 (tableau 11). En 2015, il devrait atteindre 7,4 % (BAD, OCDE et PNUD 2014i).

Les investissements dans l'infrastructure, en particulier dans le secteur minier, la production d'électricité et les routes, devraient soutenir une croissance robuste au cours des prochaines années. L'inflation était de 7,8 % en 2014, contre environ 7 % l'année précédente. Le secteur tertiaire, notamment des services tels que le commerce de gros et de détail, les restaurants, bars et hôtels, le transport, le stockage et les communications, les services financiers et immobiliers, et les services communautaires, sociaux et aux personnes, domine l'économie depuis le début des années 1990. La contribution du secteur des services est passée de 43,6 % en 1990 à 56,5 % en 2013.

**Tableau 11 : Indicateurs macroéconomiques pour la Zambie**

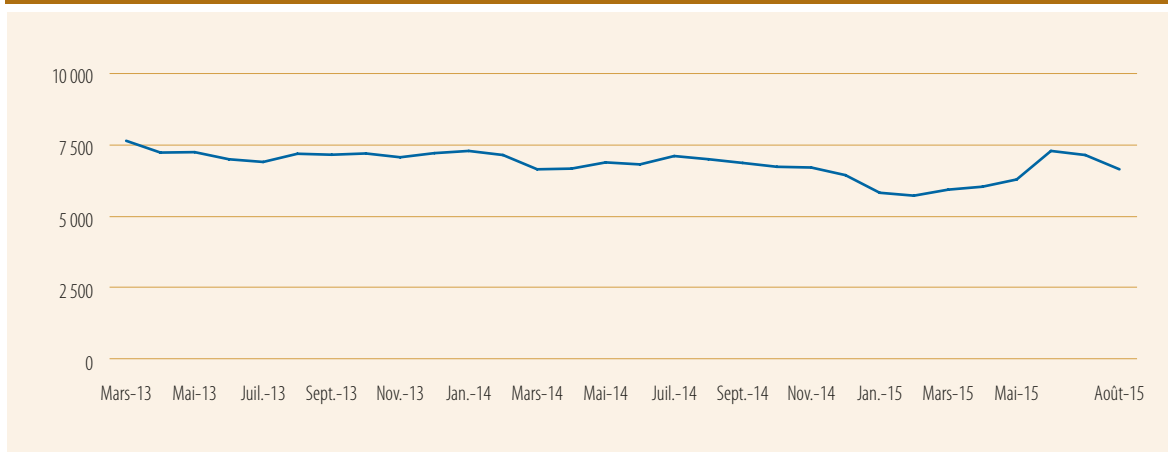
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RNB par habitant, méthode de l'Atlas (en dollars courants des É.-U.)	15 198 111 583,69	16 967 650 967,00	18 277 648 235,32	20 072 611 799,06	24 374 917 522,33	25 937 010 159,75	26 396 079 106,23
PIB (en millions de dollars courants des É.-U.)	17 910 858 637,90	15 328 342 303,96	20 265 552 104,40	23 731 726 500,30	24 939 314 028,71	26 820 806 278,84	27 066 230 009,10
PIB (en millions de dollars des É.-U. constants de 2005)	10 498 584 527,19	11 466 590 602,26	12 647 443 701,97	13 449 095 109,98	14 354 296 407,23	15 317 964 948,60	16 237 042 856,71
Croissance du PIB (% annuel)	7,77	9,22	10,30	6,34	6,73	6,71	6,00
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	4,68	6,04	7,05	3,18	3,53	3,50	2,80
Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	12,52	12,38	10,46	10,20	10,35	9,64	–
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	33,88	32,38	35,51	35,94	34,39	33,85	–
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% du PIB)	9,24	9,31	8,36	8,11	8,33	8,18	–
Services, etc., valeur ajoutée (% du PIB)	53,60	55,24	54,04	53,86	55,26	56,50	–
Exportations de biens et de services (% du PIB)	28,92	29,25	37,03	38,07	42,15	43,26	40,90
Importations de biens et de services (% du PIB)	30,54	26,87	30,87	31,82	37,13	41,06	37,83
Industrie, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	5,71	12,25	11,72	3,25	5,72	7,57	3,50
Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	3,01	3,64	5,81	7,99	7,19	4,54	2,30
Services, valeur ajoutée (% annuel de croissance)	11,67	9,03	11,54	8,04	7,35	8,91	7,44
Subventions et autres recettes (% des recettes)	15,36	28,51	15,12	23,38	–	–	–
Monnaie et quasi-monnaie (M2) en % du PIB	19,10	17,84	18,43	18,90	20,02	21,45	20,99
Croissance de la monnaie et de la quasi-monnaie (% annuel)	23,23	7,66	29,86	21,70	17,86	20,79	12,62
Réserves totales en mois d'importations	1,93	5,04	3,61	3,20	3,80	2,65	3,14
Réserves totales (or compris, en dollars courants des É.-U.)	1 095 608 611,98	1 892 077 499,52	2 093 751 340,40	2 324 019 792,04	3 042 223 893,00	2 683 813 721,84	3 078 364 086,01

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015+	2016+
Dépenses publiques (% du PIB)**	21,00	17,80	18,10	19,30	22,30	25,10	24,60	23,10	23,10
Recettes publiques, hors subventions (% du PIB)**	15,20	13,30	14,20	16,90	17,40	16,90	18,70	17,30	17,40
Solde budgétaire global, hors subventions (% du PIB)**	-5,70	-4,50	-3,90	-2,40	-5,00	-8,20	-6,00	-5,80	-5,70
Dettes publiques (% du PIB)**	20,40	20,50	18,90	20,60	25,50	28,80	31,10	32,40	33,80
Investissement direct étranger net (% du PIB)**	6,00	2,80	3,10	4,70	9,80	6,30	9,30	5,50	5,70
Taux de change effectifs réels (annuels moyens; indice, 2000 = 100)**	149,50	105,30	113,60	111,20	112,70	107,00	101,50	–	–
Compte courant extérieur (% du PIB)**	-5,60	3,80	5,90	3,00	3,20	0	-0,20	0,30	0,90

\*\* Indiquent des données du FMI, 2015, voir [www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf)

2015+ et 2016+ correspondent à des estimations. Autres données de la Banque mondiale, indicateur du développement dans le monde, voir [www.data.worldbank.org/indicator](http://www.data.worldbank.org/indicator)

Figure 52 : Le prix du cuivre a chuté, mars 2013-août 2015 (dollar/tm)



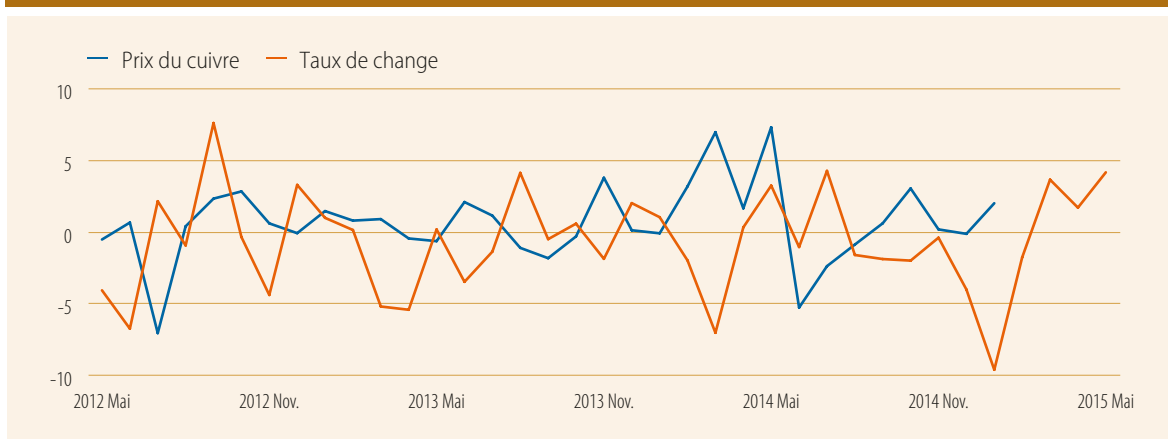
Source : [www.worldbank.org/commodities](http://www.worldbank.org/commodities)

Cela dit, la forte croissance économique de ces deux dernières décennies n'a pas conduit à une baisse significative des niveaux de pauvreté ou de chômage. Plus de 60 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté<sup>35</sup> et 42 % est considérée comme extrêmement pauvre. En outre, si près de 300 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail en Zambie, les débouchés restent limités.

*Impact de la baisse des prix des produits de base.* Le cuivre occupe une place centrale dans les recettes d'exportation du pays (70 % des recettes). Sous l'effet de la restructuration en profondeur, de la privatisation et des injections d'IDE dans le secteur ces deux dernières décennies, la Zambie a retrouvé sa place de deuxième plus grand producteur de cuivre en Afrique. Cependant, le prix du cuivre sur les marchés mondiaux a chuté de 11 % en 2014 avant d'augmenter légèrement entre mars et juillet

2015 (figure 52). Le compte courant du pays reste presque à l'équilibre (quoiqu'en forte baisse par rapport à l'excédent d'environ 6 % du PIB enregistré en 2010). Ni l'inflation, ni le déficit budgétaire ne devraient augmenter cette année, même si ce dernier devrait se stabiliser à près de 5 % du PIB, soit un niveau beaucoup plus élevé qu'il y a quelques années. Néanmoins, la baisse continue du prix du cuivre, associée au ralentissement de la croissance en Chine, qui achète la moitié du cuivre de la Zambie, ont soulevé nombre d'inquiétudes. Les recettes du cuivre seront essentielles pour réaliser les objectifs du Gouvernement à l'horizon 2030, qui prévoient une diversification de l'économie dans d'autres secteurs d'activités comme le tourisme, l'industrie manufacturière et l'agriculture, pour permettre à la Zambie d'accéder au rang de pays à revenu moyen supérieur.

Figure 53 : Le taux de change du kwacha a évolué avec le prix du cuivre, mai 2012-mai 2015 (variation en %)



Source : Données de la Banque mondiale, voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

<sup>35</sup> La Banque mondiale l'établit à 64,4 % en 2010. Voir <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.DDAY>

Le kwacha zambien a été réévalué en janvier 2013 avec l'assentiment de la population. Entre janvier et décembre 2014, il a été déprécié de plus de 15 %, puis de nouveau de 15 % de décembre 2014 à mai 2015, dans un contexte de forte baisse du prix du cuivre (figure 53).

Les chiffres préliminaires pour 2014 (publiés par la Banque de Zambie au début de cette année) suggèrent que la production non minière a augmenté de près de 7 %. Toutefois, la production du secteur des mines et de l'extraction se serait contractée d'environ 1,4 %, tirant vers le bas la croissance globale du PIB à 6 % par rapport aux prévisions (7,4 %). La croissance de la production non minière est largement imputable aux secteurs suivants : le transport, le stockage et les communications; la construction; les institutions financières et d'assurances; l'agriculture, la sylviculture et la pêche; le commerce de gros et de détail; et les services communautaires, sociaux et aux personnes. Même si la Zambie continue de bénéficier d'un soutien budgétaire important de la part des bailleurs de fonds, les chiffres montrent que les fluctuations du prix mondial du cuivre exercent encore une grande influence sur les recettes et les dépenses publiques.

**Politiques.** Le Comité de politique monétaire de la Banque de Zambie a relevé le taux directeur de 50 points de base à 12,5 % en novembre 2014 et l'a maintenu à ce niveau lors de sa réunion en février 2015. Ce resserrement de la politique monétaire visait à soutenir le taux de change face la baisse des réserves de change, occasionnée en grande partie par celle des cours mondiaux du cuivre et l'inversion des flux financiers mondiaux. Les principaux objectifs de la politique du Gouvernement sont la création de possibilités d'emploi pour la majorité des Zambiens (surtout les jeunes), le renforcement de la responsabilisation et de la lutte contre la corruption. Le Gouvernement prévoit également d'améliorer la gestion financière en vue de réduire son déficit

budgétaire. Des actions concertées devront être mises en œuvre ces prochaines années pour élargir l'assiette fiscale en vue d'enregistrer plus de redevances du secteur non minier et de rationaliser les dépenses, en se concentrant moins sur les dépenses récurrentes et plus sur les zones de développement prioritaires. La compétitivité du secteur privé sera renforcée au regard des revendications en matière de hausse des salaires, en particulier pour la main-d'œuvre qualifiée, peu nombreuse dans le pays. De plus, des mesures bien coordonnées sont actuellement mises en place pour améliorer l'agro-industrie et développer la transformation des produits agricoles.

Certaines initiatives stratégiques ont été lancées pour promouvoir la diversification économique. En premier lieu, l'introduction du *Value Chain Cluster Development Programme*, conçu pour promouvoir la valeur ajoutée à l'échelle locale; ce programme soutient plus de 1 800 projets dans des secteurs tels que la production de jus de mangue et la transformation du poisson, du riz, des produits laitiers, du coton, du miel et des produits forestiers. En deuxième lieu, des mesures incitatives au profit des zones économiques multi-activités permettent d'attirer les investissements et de créer plus d'emplois. En troisième lieu, le Gouvernement envisage de recapitaliser la Banque de développement ainsi que la Banque nationale d'épargne et de crédit afin qu'elles soient en mesure, d'ici 2016, de fournir un financement abordable aux petites et moyennes entreprises. Enfin, les lignes directrices relatives aux marchés publics sont en cours de révision pour soutenir les fabricants locaux. Par exemple, depuis le 1er septembre 2015, tous les organismes du secteur public sont tenus de se procurer des produits manufacturés localement pour tous les contrats d'une valeur égale ou inférieure à 3 millions de kwachas.



Source : Made in Africa - Thé vert et au gingembre d'Éthiopie. Crédit photo : PNUD



Une des plus longues lignes ferroviaires au monde, la ligne du minerai de fer de Sishen-Saldanha, près de Dwarskersbos Langebaan (Afrique du Sud), s'étend sur 861 km et transporte plus de 40 000 tonnes de minerai de fer. Crédit photo : jbdodane.

## Chapitre V

Améliorer les débouchés économiques de l'Afrique grâce aux cycles des produits de base

# Améliorer les débouchés économiques de l'Afrique grâce aux cycles des produits de base

## 5.1 Nouveaux enseignements

L'un des enseignements majeurs de l'histoire économique est que la « malédiction de l'abondance » constitue davantage un défi qu'une fatalité. De nombreux pays tributaires des produits de base sont parvenus à augmenter significativement leurs recettes (les pays exportateurs de pétrole riches du Moyen-Orient, par exemple) et à diversifier leurs structures de production (comme les États-Unis à la fin du 19<sup>e</sup> siècle). En effet, dès lors qu'elles sont gérées avec discernement, les ressources primaires peuvent générer l'épargne nécessaire pour investir en période de fléchissement dans les autres secteurs et dans le développement humain. Cela suppose de mettre en place des politiques volontaristes permettant de gérer les dépenses tout au long du cycle des prix des produits de base, au lieu de se contenter de réagir ponctuellement et à court terme à l'évolution des recettes.

En dehors des initiatives d'ordre général destinées à améliorer la gestion des affaires publiques, l'efficacité des dépenses et le cadre réglementaire, certaines mesures peuvent contribuer à mettre la richesse en ressources au service d'une croissance plus rapide. Les gouvernements des économies tributaires des produits de base peuvent passer des contrats avec les sociétés minières en vue d'atténuer l'ampleur des fluctuations de recettes dues aux variations des prix, notamment au moyen d'accords d'intéressement ou en adaptant la fiscalité à ces variations. Ils peuvent aussi avoir recours aux marchés à terme afin de se prémunir des risques de fluctuation des cours des produits de base.

Les pays tributaires des exportations de combustibles ou de minéraux peuvent adapter leur politique macroéconomique aux évolutions des cours. L'une des approches consiste à plafonner les soldes budgétaires en fonction des écarts observés par rapport à la tendance des cours des principaux

*Des mesures appropriées peuvent générer une croissance basée sur les richesses en ressources.*

produits de base (voir Frankel 2012b pour le cas du Chili), bien que de telles règles budgétaires puissent limiter la capacité des gouvernements à faire face aux crises sans rapport avec les variations des cours de ces produits (Welham, Hedger et Krause, 2015). Des politiques de change visant à constituer des réserves durant les périodes de hausse peuvent également être mises en œuvre en prévision des périodes de repli. Des dispositions institutionnelles peuvent être prises pour obliger les pouvoirs publics à épargner davantage lorsque les cours sont au plus haut et à accroître les dépenses quand ils sont en baisse.

Il est possible de recourir aux fonds souverains pour investir une partie des recettes tirées des produits de base lorsque les cours dépassent durablement les valeurs moyennes, pour que les montants destinés à l'épargne ne soient pas décrétés arbitrairement par les autorités et pour obtenir un taux de rendement des investissements plus élevé que dans les banques centrales. Le fonds souverain Pula a contribué à la réussite durable du Botswana en matière de gestion macroéconomique et de croissance rapide. Il semble également avoir joué un rôle dans l'amélioration de la gestion des affaires publiques et de la qualité des institutions. Les fonds souverains les plus utiles en Afrique sont ceux qui favorisent à la fois l'épargne à long terme et les objectifs de stabilisation. Le recours à ce type de fonds doit permettre de réglementer efficacement la collecte, l'utilisation et l'investissement des ressources provenant des richesses naturelles.

Certains pays non africains ont eu recours aux fonds souverains pour gérer efficacement les revenus tirés des produits de base. Le fonds du Chili, par exemple, a permis d'épargner les revenus provenant du cuivre et d'atténuer les effets de l'instabilité des prix (Besada, Lisk et Martin, 2015). Le Fonds pétrolier du Timor-Leste, qui utilise une formule de calcul du montant adéquat à verser au budget de l'État chaque année, a permis une gestion durable des revenus du pétrole (McKechnie, 2013). En Norvège, la mise en place de plafonds sur les transferts budgétaires des revenus pétroliers réalisés via un fonds souverain a renforcé la discipline budgétaire tout en garantissant une exploitation durable des réserves. Il convient cependant de noter que les politiques de prudence de la Norvège sont destinées à offrir des pensions de retraite adéquates à sa population vieillissante et aisée. Ce modèle n'est sans doute pas adapté aux économies africaines, qui doivent maintenir leurs investissements pour stimuler la croissance et tirer parti de démographie dynamique.

Des mesures peuvent aussi être prises pour lutter contre l'incidence négative de la dépendance à l'égard des produits de base sur les incitations au développement de la production de biens échangeables. Les gouvernements peuvent encourager le développement d'activités locales et d'entreprises manufacturières en posant comme condition d'accès des multinationales aux ressources naturelles l'instauration de liens avec l'économie nationale. L'instauration d'obligations relatives au contenu local élaborées avec soin, comme au Nigéria, peut assurer un juste équilibre entre la rentabilité à court terme que permet le recours à des entrepreneurs étrangers et l'intérêt à long terme que représente le développement des industries locales. Les pays africains doivent adopter une attitude volontariste et être prêts à saisir cette chance en se dotant des compétences nécessaires à la mise en œuvre des politiques de contenu local. Le secteur pétrolier ougandais, par exemple, manque de milliers d'ingénieurs, de soudeurs et de camions. Il ne dispose pas non plus entre autres des services de restauration dont il aurait besoin. Les mesures visant à adapter les investissements dans les infrastructures ainsi que les réformes institutionnelles et réglementaires aux besoins des entreprises actives dans le secteur des biens échangeables, et surtout dans leur production, pourraient contribuer à compenser la tendance à l'appréciation des taux de change réels dans les économies tributaires des produits de base.

Certaines dispositions institutionnelles permettent de réduire le rôle que la corruption et la recherche de rentes ont pu jouer dans le manque à gagner

subi par les gouvernements dans le cadre de programmes d'exploitation des ressources naturelles et de répartition de leurs retombées financières. Ces derniers peuvent souscrire à des normes internationales de transparence, comme celles de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives ou les dispositions de la loi américaine Dodd Frank, de la législation européenne, du système de certification du processus de Kimberley et de la Vision pour l'industrie minière en Afrique. Des organismes indépendants, tels que des comités de contrôle et des cabinets d'expertise comptable, pourront être chargés d'examiner les modalités des contrats. Des ONG peuvent superviser les activités des institutions nationales et des sociétés étrangères dans le but de limiter les ententes entre ces dernières et les responsables politiques lors de l'élaboration des contrats et de contrôler les effets sur l'environnement, l'allocation des ressources et les atteintes aux droits fondamentaux (voir notamment Sagebien et Lindsay, 2011).

Enfin, une forte instabilité implique nécessairement une grande flexibilité des marchés de l'emploi et des produits, ainsi que des services financiers performants, afin de limiter autant que possible les coûts transitoires engendrés par le transfert des ressources d'un secteur à un autre (Van der Ploeg et Venables, 2011). En conséquence, les règles du marché de l'emploi qui contribuent à lier les employés à leur poste actuel (primes d'ancienneté, lacunes en matière de transfert des droits à la retraite ou à l'assurance maladie), le contrôle des prix, les mesures limitant inutilement la capacité des banques à obtenir des financements à des conditions avantageuses, ainsi que d'autres entraves au transfert des ressources entre les différentes activités au sein d'une même société sont autant de facteurs susceptibles d'entraver les ajustements nécessaires aux crises auxquelles sont exposées les économies tributaires des produits de base.

## 5.2 Principales recommandations

Des politiques résolues et volontaristes s'imposent pour assurer la croissance et le développement humain dans ces économies. Elles doivent nécessairement passer par des mesures étroitement imbriquées à court, moyen et long terme.

### Mesures à court terme

L'une des priorités essentielles consiste à veiller à ce que les niveaux d'investissement et de consommation soient alignés sur des niveaux des revenus stables, de façon à ce que les fluctuations des prix des produits de base ne provoquent pas une instabilité macroéconomique. Les politiques

budgétaires et monétaires ainsi que les politiques en matière de taux de change devront être ajustées afin de favoriser l'épargne lors des hausses des cours, de façon à disposer des ressources nécessaires au maintien des dépenses lorsque les

prix chutent. Le gaspillage des ressources observé dans bien d'économies tributaires des produits de base pourrait être limité par l'instauration de normes strictes concernant les projets d'investissement du secteur public en période de cours élevés, ainsi qu'en évitant les subventions contre-productives et difficiles à éliminer. Certaines dispositions institutionnelles, comme les règles budgétaires affectant une partie des recettes à l'épargne en période de hausse des cours ainsi que les fonds souverains gérant les revenus des exportations de ressources, peuvent contribuer à des politiques économiques plus stables.

Le Botswana est parvenu à se développer durablement en améliorant la gestion des revenus tirés de ses ressources. L'un des enseignements cruciaux pour l'Afrique tient à la nécessité urgente de favoriser à la fois l'épargne à long terme et les objectifs de stabilisation. Pour que ces fonds contribuent à la croissance et au développement sur le long terme, il est indispensable de réglementer efficacement la collecte, l'utilisation et l'investissement des ressources provenant des richesses naturelles.

Les gouvernements peuvent aussi partager les risques associés à la production de pétrole et des minéraux avec les sociétés minières, en négociant des clauses contractuelles adaptées (accords d'intéressement ou adaptation de la fiscalité à la fluctuation des cours), ou encore en ayant recours aux marchés à terme afin de se prémunir contre de tels risques. L'accent doit être mis sur le renforcement des politiques budgétaires, notamment en ce qui concerne les améliorations en matière de production de recettes et d'efficacité des dépenses publiques.

La priorité a été accordée aux produits minéraux et pétroliers au détriment des produits agricoles. Des débouchés existent pour les produits tels que le café, le cacao, les denrées alimentaires et les fleurs coupées, entre autres, dans le cadre de marchés spécialisés qui résistent davantage aux crises et où les prix, en plus d'être moins instables, sont multipliés par rapport à ceux des marchés habituels. Il serait souhaitable que les gouvernements africains entreprennent de grands projets de recherche et de développement concernant certains produits agricoles et horticoles, tout en élaborant des solutions pour maintenir une forte productivité et limiter les

frais généraux, comme c'est le cas en Inde, tout particulièrement dans les secteurs de l'horticulture et de l'arboriculture. D'innombrables débouchés s'offrent aux pays africains en matière d'exportation des fruits hors-saison et de contre-saison comme les citrons, les avocats, le raisin et les bananes, ainsi que les légumes et les matériaux destinés à l'industrie de la transformation. Ils ne manquent pas non plus pour les pastèques, les haricots verts et les pois mange-tout. En Afrique du Sud, de grandes sociétés contribuent au développement de véritables marchés spécialisés pour les légumineuses sèches et les légumes déshydratés destinés aux soupes et aux bouillons, ainsi que pour les fruits à coque et les haricots secs, lesquels sont à présent produits hors d'Afrique, notamment en Chine (ITC, 2010). La mise en place de serres et de différents systèmes de culture en Éthiopie et au Kenya constitue une évolution positive, qui devrait être développée pour répondre aux besoins de certains marchés spécialisés.

### Mesures à moyen terme

Il convient également de renforcer les liens en amont et en aval permettant de maximiser les retombées des industries extractives sur les économies nationales. Si les règles de contenu local encouragent la contribution des entreprises nationales à la production des industries extractives, elles ne doivent cependant pas comporter d'exigences trop strictes susceptibles de conduire à des prix excessifs ou à la détérioration de la qualité. Les services locaux associés aux activités extractives peuvent engendrer des retombées financières supérieures aux revenus directs tirés de la ressource naturelle elle-même. Il s'agit notamment de services de restauration, de transport, de logement, d'entretien et de sous-traitance. Cela crée en outre des ponts entre le secteur des industries extractives et les autres secteurs économiques. Tirer parti de ces retombées demande toutefois beaucoup de détermination. Ainsi, les pays qui, comme le Ghana et l'Ouganda, ont récemment découvert sur leur territoire des gisements de pétrole, du gaz et des minéraux, ont besoin de milliers de véhicules, de centaines d'ingénieurs ainsi que de milliers de soudeurs et d'artisans pour fournir des services aux grandes sociétés minières. Il convient d'adopter rapidement des mesures stratégiques pour renforcer ces capacités.

Il est nécessaire que l'Afrique investisse de façon stratégique dans la formation de personnes à même de remplir ce rôle. L'intégration du secteur des industries extractives dans le reste de l'économie exige des compétences spécifiques, notamment en matière de gestion d'entreprise, d'encadrement et

*Le PNUD, en collaboration avec les institutions financières internationales, pourrait apporter une aide technique et ainsi renforcer la gestion macroéconomique.*

de finances, mais aussi des aptitudes techniques, technologiques et logistiques. Le système éducatif doit être adapté au programme de réforme structurelle. Les programmes d'enseignement secondaire et supérieur doivent correspondre au programme industriel et à la réalité du marché de l'emploi. En conséquence, il faut que les pouvoirs publics augmentent les investissements en faveur du renforcement des capacités techniques et des pôles industriels afin de développer les capacités locales du secteur des industries extractives et du secteur manufacturier. Les gouvernements peuvent orienter les investissements d'infrastructure et mettre en place des mesures d'incitation pour soutenir la production nationale. À titre d'exemple, il conviendrait que les infrastructures de transport destinées à l'acheminement des minéraux et du pétrole vers les ports soient conçues et réglementées de façon à en permettre l'accès aux entreprises nationales.

### Mesures à long terme

L'objectif ultime pour l'Afrique consiste à échapper au piège des produits de base. La diversification basée sur le passage d'un produit de base à un autre ne représente qu'une solution à court terme. Bien qu'elle permette de réduire la concentration des exportations, cette approche risque d'enfermer encore davantage les pays africains dans le piège des produits de base. Il est crucial de mettre à profit ces

*Le PNUD pourrait contribuer au renforcement des ressources humaines dans l'optique de la gestion des chocs extérieurs.*

produits dans le cadre d'une stratégie de réforme économique structurelle et d'industrialisation.

Parmi les mesures suivantes susceptibles de contribuer à la diversification de la production figurent la promotion des produits manufacturés en instaurant des zones industrielles et des espaces de libre-échange, le renforcement des capacités des entreprises nationales pour leur permettre d'intégrer des chaînes de valeur mondiales, par exemple en subventionnant la formation, en encourageant les exportations, en aidant les entreprises à établir des liens avec les marchés extérieurs, notamment en négociant des accords de libre-échange et en développant la participation à des groupes commerciaux régionaux; et l'élaboration de politiques fiscales pour encourager les IDE et offrir une certaine protection aux industries de transformation.

Les cas de diversification économique sont très nombreux en Afrique. L'Afrique du Sud constitue un bon exemple en matière de diversification réussie des exportations. La mise en œuvre du Plan de croissance et de transformation de l'Éthiopie offre aussi une bonne illustration du phénomène et jette les bases pour des produits finis et semi-finis « *made in Africa* ». L'installation de cimenteries du groupe Dangote dans plusieurs pays africains renforce par ailleurs les chaînes de valeur régionales. L'implantation d'usines pétrochimiques au Nigéria a relancé le processus d'industrialisation entamé à la fin des années 1970, mais qui a connu un coup d'arrêt durant la phase d'ajustement structurel, et pourrait contribuer à l'intégration efficace du secteur pétrolier dans le reste de l'économie. Au Botswana, la création en 2010 du *Diamond Technology Park* a permis de créer des ponts entre le secteur du diamant et les autres activités économiques. En 2013, les activités de polissage et de taille des diamants destinés à l'exportation ont mobilisé environ 3 000 employés pour une valeur de 800 millions de dollars, l'objectif étant d'atteindre le milliard de dollars en décembre 2015. Ce résultat a été rendu possible grâce aux décisions politiques prises par le Gouvernement du Botswana tout au long de la dernière décennie, qui ont permis de transférer systématiquement les opérations de tri et de vente des diamants bruts à Gaborone.

Il est urgent d'élaborer un projet transformateur. La mise en œuvre du Plan de croissance et de transformation de l'Éthiopie démontre que cet objectif est tout à fait réaliste. Il convient qu'un tel projet présente la façon dont chaque pays est censé passer de la stratégie à l'action en élaborant des mesures à court ou moyen terme cohérentes, en

définissant le rôle de chaque acteur et en établissant un contrat social régulièrement suivi, évalué et pris en compte dans le cadre de l'élaboration de politiques.

Les pays dotés de moyens et de marchés restreints doivent bénéficier de stratégies régionales en vue de réaliser les économies d'échelle requises et d'opérer des transformations économiques. Les retombées des chaînes de valeur nationales peuvent en effet s'avérer limitées en l'absence d'économies d'échelle, d'infrastructures et de marchés.

La mise en place du programme du Grand Mékong, visant l'instauration d'un marché de l'énergie lucratif en Asie, a permis de démontrer l'importance des économies d'échelle dans la transformation économique d'une région. En matière de diversification, d'industrialisation et de chaîne de valeur, une approche régionale est indispensable pour exploiter tout le potentiel de l'intégration régionale. Le présent rapport préconise une politique de développement à l'échelle de la région (*appelée le "développement par le biais de l'intégration régionale"*). La transformation de certaines matières premières (particulièrement les minéraux comme le cuivre, le fer et le nickel) en produits à plus forte valeur ajoutée requiert des économies d'échelle qui dépassent souvent les capacités des pays producteurs. Le plus souvent, il n'est pas viable économiquement de transformer ces matières premières loin de leurs marchés de destination ou des industries utilisant les produits intermédiaires. Pour relever ce défi, il est nécessaire de mettre en place des chaînes de valeur régionales. La Zambie pourrait par exemple collaborer avec l'Afrique du Sud à l'établissement d'une chaîne de valeur régionale du cuivre qui permettrait, grâce au recours à des câbles électriques, de transformer l'économie sud-africaine. D'autre part, la Guinée et la Sierra Leone pourraient nouer un partenariat avec la Côte d'Ivoire et le Nigéria en vue de tirer parti du minerai de fer pour transformer le système des transports en Afrique de l'Ouest. Des économies d'échelle s'avèrent indispensables pour que ces produits puissent impulser une transformation économique fondée sur le développement régional.

L'ensemble de ces mesures à court, moyen ou long terme doivent être encadrées par des institutions solides et transparentes. La concentration des richesses en ressources pétrolières ou minérales, que ce soit dans le secteur public ou privé, conduit bien souvent à la recherche de rentes et à la corruption. Les ressources économiques sont alors consacrées à des activités non productives et, bien souvent, les richesses pétrolières et minières donnent davantage lieu à une fuite des capitaux qu'à des investissements utiles. Si des programmes

*Le PNUD pourrait intervenir en faveur de la diversification de la production.*



Le café, produit de base courant en Afrique, fait régulièrement l'objet de transactions dans les salles des marchés internationales. Crédit photo : PNUD.

tels que l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives peuvent contribuer à promouvoir la transparence, cette question relève toutefois en dernier ressort de la responsabilité des pouvoirs publics et des communautés locales. Faire vérifier les comptes des entreprises de l'industrie extractive par des contrôleurs externes et encourager la participation des organisations locales dans la prise de décisions économiques peut aussi favoriser la transparence.

### 5.3 Que peut faire le PNUD pour aider les pays africains à gérer les fluctuations des prix des produits de base ?

*Le PNUD peut contribuer à stimuler le commerce intra-africain et le commerce intracontinental.* En collaboration avec l'Union africaine, il pourrait servir de plateforme permettant aux gouvernements africains de résoudre les problèmes liés aux chevauchements dans la composition des différents blocs commerciaux régionaux, réduisant ainsi les obstacles aux échanges transfrontaliers en Afrique et les complexités liées aux procédures réglementaires. Le PNUD pourrait également renforcer les liens économiques entre l'Afrique et les marchés émergents à la croissance plus rapide, conformément à l'objectif de la Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique, tenue en mars 2015 en Côte d'Ivoire.

Les effets produits par les chaînes de valeur nationales peuvent être modestes, surtout en l'absence d'économies d'échelle, d'infrastructures et de marchés. Le PNUD peut aussi contribuer à mettre en place des chaînes de valeur régionales afin de favoriser l'intégration régionale et industrielle afin d'aider les pays à positionner des produits de base africains sur les marchés haut de gamme.

Il est aussi envisageable de collaborer avec le Forum sur la coopération sino-africaine, le siège opérationnel des pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde et Chine et Afrique du Sud), ainsi que d'autres organismes multilatéraux et régionaux, de façon à étudier les possibilités qu'offre l'exportation de produits transformés. L'instauration par le groupe BRICS, en 2014, d'une institution de financement du développement marque un pas dans la bonne direction. Le PNUD apporterait volontiers son soutien dans le cadre de sa mise en œuvre. Le rôle de facilitateur joué par le PNUD au regard de la Conférence internationale de Tokyo

sur le développement de l'Afrique (TICAD) depuis sa création en 1993 constitue un autre pas dans cette voie.

*Le PNUD, en collaboration avec les institutions internationales, pourrait apporter une aide technique en vue de renforcer la gestion macroéconomique.* Il pourrait encourager la création de fonds souverains afin d'améliorer l'affectation intertemporelle des revenus des exportations des produits de base. L'émission d'obligations-diaspora offre aussi des perspectives prometteuses pour tirer profit des 67,1 milliards de dollars de transferts de fonds vers les économies africaines (en 2014, selon la BAD, l'OCDE et le PNUD, 2015). Ces obligations pourraient constituer une source de financement stable et améliorer les notations de la dette souveraine de certains pays (comme cela a été le cas en Israël et en Amérique latine). Le développement des capacités de collecte des données et de modélisation permet par ailleurs d'améliorer la gestion macroéconomique en Afrique et d'émettre des signaux d'alerte rapide en cas de choc extérieur ou intérieur imminent. Le Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, en partenariat avec la BAD et la CEA, pourrait contribuer au renforcement des capacités des organismes de statistique, de façon à collecter des données fiables qui seraient ensuite transmises pour être analysées et donner lieu à des prévisions. La présente étude a également pour objectif de rendre compte de la façon dont l'Afrique appréhende la gestion des fluctuations des prix des produits de base.

Le PNUD pourrait mettre en place, avec d'autres organismes internationaux et des institutions financières telles que Western Union, MoneyGram et d'autres banques internationales renommées, des structures visant à faciliter le suivi et la coordination des transferts d'argent réalisés par les travailleurs africains émigrés. Le fait d'encourager les envois de fonds par les filières formelles et de réduire le coût des transferts permettrait d'accroître leur montant et de stimuler le développement du secteur financier.

*Le PNUD pourrait contribuer au renforcement des ressources humaines dans le cadre de la gestion des chocs extérieurs.* Grâce à ses services consultatifs et à ses interventions dans le cadre de programmes, il pourrait aider chaque pays à élaborer des programmes et des stratégies de formation exhaustifs et ciblés en faveur du perfectionnement des ressources humaines. Ces initiatives peuvent consister à élaborer des bases de données relatives aux compétences, à instaurer des services d'information sur le marché de l'emploi ou à faciliter la coopération tripartite entre les

gouvernements, l'industrie et les institutions de formation professionnelle sur le perfectionnement et l'évaluation régulière des compétences, de façon que celles-ci correspondent aux besoins du marché de l'emploi.

*Le PNUD pourrait contribuer à diversifier davantage la production.* Il pourrait participer aux efforts visant à intégrer les pays africains exportateurs de ressources aux chaînes de valeurs mondiales en apportant une aide technique en vue d'améliorer le financement des petites entreprises. En Afrique du Sud, la Société de développement industriel (IDC), une entreprise publique dédiée au renforcement des capacités industrielles nationales, obtient de très bons résultats en la matière. La Société a par exemple joué un rôle déterminant dans le développement des secteurs pétrochimique, métallurgique, agricole et textile, et s'est récemment mise à investir dans d'autres économies africaines. Le PNUD pourrait assurément tirer profit d'une telle expertise.

Par ailleurs, il pourrait collaborer avec les gouvernements africains à l'élargissement des marges de manœuvre budgétaire. Le partenariat noué entre le PNUD et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le cadre de l'initiative Inspecteurs des impôts sans frontières aide les pays à renforcer les systèmes d'imposition des multinationales, aujourd'hui devenus assez nébuleux, notamment au regard des prix de transfert et des paradis fiscaux.

Le PNUD pourrait, en collaboration avec la CNUCED et l'OMC, apporter son soutien à la formation d'entrepreneurs privés et de responsables politiques en matière de négociation des prix (le Botswana et l'Angola pourraient ainsi en faire profiter les sociétés minières, par exemple). Dans ce domaine, il pourrait aussi appuyer les efforts actuellement déployés par la BAD et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Le PNUD pourrait par ailleurs, dans le cadre de son partenariat avec d'autres institutions panafricaines de l'initiative Vision minière africaine, s'employer à aider les pays à renégocier leurs contrats miniers.

*Enfin, le PNUD pourrait fournir des services techniques et consultatifs, et ainsi appuyer les organismes publics responsables de la gestion de la production et du commerce extérieur des produits de base.* L'une des incidences majeures de la dépendance envers les produits de base, tout particulièrement envers les produits d'extraction, est la prévalence de la

recherche de rentes et des pratiques frauduleuses dans de nombreux pays. Le PNUD pourrait donner les moyens aux organisations de défense des droits de l'homme, aux ONG et aux associations locales des pays concernés de jouer le rôle d'observateurs et de lanceurs d'alerte en cas de corruption ou de détournement de ressources. Elles pourraient aussi sensibiliser et renseigner les populations sur leurs droits et leurs devoirs en période électorale, mais aussi sur leur droit à tenir leurs représentants responsables de la bonne gestion de l'économie. Le PNUD pourrait aussi collaborer avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dont le travail en la matière est remarquable.



Un train de 2,5 km de long dans un port de minerai à Nouadhibou, en Mauritanie. Crédit photo : Agron Dragaj.

## Chapitre VI

# Conclusions

# Conclusions

Ce rapport a permis d'examiner le cycle à long terme des prix des produits de base depuis le début de ce siècle, les défis rencontrés par les économies africaines qui en sont tributaires, les politiques mises en œuvre par beaucoup de pays africains pour faire face à la volatilité des cours, et des recommandations politiques essentielles.

De nombreuses économies africaines restent fortement tributaires des produits de base, lesquels représentent plus de 60 % des exportations de marchandises dans 28 des 38 pays africains qui disposent de données récentes. Par conséquent, dans de nombreux pays d'Afrique, l'évolution économique est étroitement liée au cycle des prix des produits de base. Les monnaies de la plupart de ces pays sont liées au cours de leurs principaux produits de base exportés. Ainsi, le naira nigérian est lié au prix du pétrole, le rand d'Afrique du Sud, au prix de l'or, et le kwacha zambien, au prix du cuivre. En outre, la plupart des indicateurs de l'activité économique, y compris les balances des opérations courantes et budgétaires, la croissance du PIB et les fluctuations monétaires, ont tendance à évoluer selon les variations des prix des produits de base.

Les économies qui dépendent des produits de base sont confrontées à de grandes incertitudes. Les prix des produits de base internationaux, sur lesquels la plupart des économies africaines ont peu ou pas de contrôle, tendent à évoluer selon des cycles longs et peuvent être très instables à court terme. Ils peuvent ainsi rester élevés pendant de nombreuses années avant de chuter brutalement, comme cela s'est produit au cours des 15 dernières années. Il est extrêmement difficile de prévoir avec exactitude les prix, et en particulier, de distinguer les variations à court terme des prix de véritables évolutions vers des cycles à long terme. Déterminer si les niveaux actuels de dépenses sont durables sur le long terme est donc un exercice périlleux. Cela souligne la difficulté de concilier la nécessité d'adopter des politiques conservatrices pour se prémunir de l'instabilité excessive et celle de fournir les investissements nécessaires au développement à long terme dans des pays extrêmement pauvres.

En dépit de leur richesse en ressources naturelles, de nombreux pays n'ont pas réussi à atteindre des taux satisfaisants de croissance économique et à apporter des améliorations en matière de

développement humain. La dépendance à l'égard des produits de base peut nuire à la croissance en favorisant la corruption, en augmentant l'instabilité macroéconomique et en réduisant les incitations en faveur des activités potentiellement plus productives dans le secteur industriel.

Néanmoins, parvenir à un développement rapide grâce à l'exploitation des produits de base demeure possible, à condition d'appliquer des politiques vigoureuses lors des périodes d'expansion économique. Le maintien d'un niveau d'épargne approprié pour amortir la chute inévitable des prix, associé à des mesures pour optimiser l'affectation des dépenses malgré l'afflux rapide de devises, permettrait d'éviter les revirements abrupts en matière de production et de protection sociale qui caractérisent les économies africaines lors des baisses des prix des produits de base internationaux. Cette opération est certes difficile, mais pas impossible, comme l'ont démontré quelques pays qui ont su gérer judicieusement leurs revenus. C'est le cas de l'Afrique du Sud, qui grâce à ses politiques industrielles, a pu considérablement diversifier son économie et stimuler la croissance des exportations, malgré l'abondance des ressources naturelles du pays.

Si la croissance et le développement des économies africaines sont largement influencés par les politiques et les conditions existantes, la communauté internationale peut appuyer les efforts des gouvernements pour gérer le cycle des prix des produits de base. De nombreuses économies africaines dépendent des importantes ressources financières et techniques apportées par les entreprises industrielles afin d'exploiter efficacement les ressources naturelles. Les gouvernements des pays industrialisés sont à même de veiller à ce que ces entreprises adhèrent à des normes strictes concernant la transparence, le traitement réservé aux populations vivant dans les zones où se trouvent les ressources et les normes environnementales. Les donateurs peuvent également fournir des ressources financières et une assistance technique directes aux gouvernements pour soutenir le développement durable des ressources naturelles de l'Afrique. Le PNUD est bien placé pour participer aux efforts internationaux visant à favoriser le développement des économies africaines tributaires des produits de base.

# Annexes : Données

Tableau A1 : Nombre de produits exportés et indices de concentration pour les pays d'Afrique subsaharienne, 1995 - 2013 – Partie 1

Pays	1995		2000		2005		2012		2013	
	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration
Afrique du Sud	255	0,1140	255	0,1151	256	0,1813	253	0,1818	254	0,1718
Angola	31	0,8951	45	0,8816	71	0,9639	91	0,9663	82	0,9677
Bénin	57	0,6682	67	0,5875	85	0,2841	118	0,2722	120	0,2693
Botswana	132	0,7056	132	0,6465	136	0,7848	165	0,7889	165	0,7891
Burkina Faso	58	0,5377	88	0,5233	86	0,5433	141	0,5301	135	0,5264
Burundi	19	0,5816	13	0,6769	17	0,4956	48	0,4447	56	0,3599
Cameroun	110	0,3199	98	0,4361	143	0,3486	172	0,3871	191	0,4228
Cap Vert	23	0,3667	28	0,3630	21	0,4637	24	0,3979	29	0,4653
République centrafricaine	34	0,4049	27	0,6837	31	0,3795	55	0,3487	47	0,3561
Comores	10	0,6247	7	0,7558	15	0,5262	5	0,5355	5	0,5300
République du Congo	44	0,7600	67	0,6650	86	0,7958	126	0,8317	127	0,8146
Côte d'Ivoire	151	0,3423	164	0,3171	161	0,3821	159	0,3379	187	0,2991
République démocratique du Congo	68	0,5250	52	0,5983	94	0,4041	96	0,4824	91	0,5743
Djibouti	54	0,1195	62	0,1154	54	0,2999	90	0,2468	86	0,1944
Guinée équatoriale	11	0,4473	16	0,7990	33	0,7398	39	0,7393	36	0,7423
Érythrée	42	0,3270	39	0,2586	46	0,6101	52	0,5851	58	0,3879
Éthiopie	25	0,6176	27	0,5043	52	0,3612	118	0,3596	150	0,3310
Éthiopie (...1991)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Gabon	61	0,8069	73	0,7357	83	0,7534	136	0,7538	136	0,7549
Gambie	16	0,6016	26	0,3608	32	0,2519	57	0,2526	51	0,2489
Ghana	124	0,3606	131	0,3201	170	0,3881	199	0,3943	228	0,3860
Guinée	45	0,6165	51	0,5793	49	0,4826	98	0,5122	87	0,4868
Guinée-Bissau	9	0,5004	9	0,5855	9	0,9354	14	0,9372	16	0,9365
Kenya	208	0,2272	192	0,2684	226	0,2016	237	0,2033	237	0,1906
Lesotho	31	0,3614	32	0,3881	46	0,4727	35	0,4701	33	0,4653
Libéria	21	0,8012	28	0,5625	8	0,3846	38	0,3730	31	0,3694
Madagascar	75	0,2288	103	0,2588	120	0,2654	142	0,2420	176	0,1954
Malawi	70	0,6561	71	0,6270	69	0,4369	145	0,4713	117	0,4684
Mali	42	0,5738	105	0,6345	119	0,5735	132	0,5249	161	0,5328

Source : CNUCED (2015), unctadSTAT, voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>

**Tableau A1 : Nombre de produits exportés et indices de concentration pour les pays d'Afrique subsaharienne, 1995 - 2013 – Partie 2**

Pays	1995		2000		2005		2012		2013	
	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration	Nombre de produits	Indice de concentration
Mauritanie	38	0,5259	26	0,4719	37	0,4317	62	0,4574	78	0,4818
Maurice	109	0,3584	118	0,3646	166	0,2407	180	0,2384	185	0,2474
Mozambique	75	0,3507	90	0,2982	104	0,3706	139	0,2916	146	0,2627
Namibie	185	0,3354	170	0,3208	193	0,2393	200	0,2764	201	0,2564
Niger	59	0,4039	59	0,5953	99	0,3750	96	0,3551	86	0,4690
Nigéria	168	0,8534	132	0,9240	191	0,7858	210	0,7668	229	0,7722
Ouganda	66	0,7053	86	0,3758	142	0,2244	191	0,1830	200	0,1803
Rwanda	17	0,6007	19	0,4370	39	0,4817	92	0,3994	97	0,3564
Sainte-Hélène	27	0,5343	43	0,3099	36	0,4490	27	0,3979	22	0,4115
Sao Tomé-et-Principe	34	0,4915	22	0,3751	19	0,4233	23	0,4724	30	0,6471
Sénégal	132	0,2191	142	0,2323	180	0,2331	196	0,2278	208	0,1925
Seychelles	21	0,4646	23	0,5708	42	0,5166	70	0,5081	80	0,4889
Sierra Leone	42	0,2777	27	0,5335	108	0,2747	116	0,3108	116	0,4357
Somalie	21	0,7022	33	0,6479	42	0,5543	29	0,8432	23	0,8998
Soudan	–	–	–	–	–	–	98	0,5248	120	0,6837
Soudan (...2011)	45	0,3015	77	0,4790	75	0,8020	–	–	–	–
Swaziland	181	0,2517	173	0,2253	182	0,2452	183	0,2190	186	0,2197
République-Unie de Tanzanie	81	0,2645	119	0,2177	173	0,2306	220	0,1825	217	0,1990
Tchad	19	0,7089	24	0,7280	53	0,9144	77	0,8049	70	0,9167
Togo	99	0,3602	103	0,2933	142	0,2366	124	0,2042	116	0,1837
Zambie	106	0,7564	119	0,4437	123	0,7082	180	0,6320	195	0,5874
Zimbabwe	204	0,2275	193	0,2794	171	0,2398	186	0,2671	181	0,2601
Afrique subsaharienne	259	0,2113	259	0,3230	260	0,4390	259	0,4283	259	0,4210
Afrique subsaharienne sans l'Afrique du Sud	256	0,3426	258	0,4901	258	0,5907	257	0,5671	257	0,5570

Source : CNUCED (2015), unctadSTAT, voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>

**Tableau A2 : Principales exportations des produits de base et leur part dans les exportations totales – échantillon de pays d'Afrique subsaharienne, 2012**

Pays	Principaux produits d'exportation			Marchés d'exportation			Part du produit de base par rapport au total des exportations (en %)
	1	2	3	1	2	3	
Afrique du Sud	Platine	Charbon	Minerais de fer	21	13	11	45
Algérie	Pétrole	Gaz naturel	–	60	30	–	99
Angola	Pétrole	Poires	–	98	1	–	99
Botswana	Diamant	Minerais de nickel	Viandes	75	14	4	93
Burkina Faso	Coton	Or	Graines oléagineuses	44	35	9	88
Burundi	Café	Thé et maté	Or	61	12	10	83
Cameroun	Pétrole	Cacao	–	53	16	–	69
République du Congo	Pétrole	Produits forestiers	–	84	4	–	88
Côte d'Ivoire	Cacao	Pétrole	–	39	32	–	71
Éthiopie	Café	Légumes	Graines oléagineuses	30	19	18	67
Gabon	Pétrole	Produits forestiers	Minerais	77	12	8	97
Ghana	Cacao	Or	Minerais	49	14	10	73
Guinée	Aluminium	Pétrole	Or	51	17	10	78
Kenya	Thé	Produits végétaux bruts	Légumes	27	21	9	57
Libye	Pétrole	Gaz naturel	–	89	8	–	97
Malawi	Tabac	Thé	Sucre	65	8	7	80
Mali	Or	Coton	Animaux	59	30	4	93
Mauritanie	Minerais de fer	Produits de la pêche	Pétrole	45	26	13	84
Nigéria	Pétrole	Gaz naturel	–	89	5	–	94
Ouganda	Café	Pêches	Tabac	30	13	17	60
Tchad	Pétrole	Coton	–	97	2	–	99
Zambie	Cuivre	Minerais	–	85	2	–	87

Source : CNUCED (2012).

**Tableau A3 : Part des exportations des produits de base dans les exportations totales et PIB réel : tous les pays d'Afrique (%) – Partie 1**

Pays	Part des exportations dans les exportations totales (en %)			Part des exportations dans le PIB réel (en %)		
	1995	2005	2013	1995	2005	2013
Afrique du Sud	53,9	54,0	50,9	8,4	10,3	15,5
Algérie	97,0	99,0	99,1	13,4	44,2	51,6
Angola	99,4	99,7	99,9	24,3	73,3	99,7
Bénin	95,4	91,5	90,4	14,2	12,1	22,7
Botswana	84,6	93,6	92,8	28,1	41,8	50,9
Burkina Faso	91,5	93,4	92,3	8,6	8,0	23,4
Burundi	97,9	95,5	75,6	9,5	5,0	3,5
Cameroun	93,3	90,5	87,1	13,1	15,6	16,6
Cap Vert	29,5	63,7	78,4	0,5	1,0	3,4
République centrafricaine	91,0	93,9	91,1	12,5	8,9	8,5
Comores	60,7	73,0	45,6	2,1	2,3	2,0
République du Congo	95,3	99,0	95,4	23,5	84,6	99,4
Côte d'Ivoire	85,3	74,7	82,7	22,0	31,7	47,7
République démocratique du Congo	98,7	95,8	94,5	21,7	32,0	51,2
Djibouti	45,4	40,7	65,0	1,1	2,3	7,0
Égypte	64,3	58,5	56,0	3,6	8,0	12,0
Guinée équatoriale	93,7	95,4	96,2	16,0	93,5	107,9
Érythrée	67,6	40,0	87,8	6,3	0,4	21,7
Éthiopie	88,8	94,5	88,9	5,3	7,2	9,1
Gabon	98,1	95,9	95,7	30,4	51,4	72,5
Gambie	92,5	73,1	76,7	3,5	0,9	8,1
Ghana	90,9	86,6	89,1	14,9	15,4	39,4
Guinée	91,9	98,6	97,5	31,8	26,7	37,3
Guinée-Bissau	97,5	98,9	99,3	4,1	15,1	26,1
Kenya	71,2	68,8	64,3	9,2	12,6	13,9
Lesotho	8,3	10,9	43,7	1,4	5,2	18,5
Libéria	85,3	15,0	66,7	412,4	3,2	30,7

Source : CNUCED (2015), unctadSTAT, voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>

**Tableau A3 : Part des exportations des produits de base dans les exportations totales et PIB réel : tous les pays d'Afrique (%) – Partie 2**

Pays	Part des exportations dans les exportations totales (en %)			Part des exportations dans le PIB réel (en %)		
	1995	2005	2013	1995	2005	2013
Libye	92,5	96,1	97,8	26,3	66,3	80,0
Madagascar	77,1	44,0	65,2	10,5	7,3	19,3
Malawi	89,0	84,6	84,2	15,3	12,3	21,1
Mali	94,4	92,7	89,0	12,4	18,2	28,3
Mauritanie	98,5	93,5	99,0	33,4	23,8	75,5
Maurice	31,6	30,1	36,5	11,6	9,9	11,6
Maroc	41,8	35,6	35,9	7,4	6,7	9,3
Mozambique	87,1	96,1	90,8	5,5	25,5	31,7
Namibie	80,2	73,6	75,1	23,5	21,0	33,9
Niger	47,5	64,0	65,4	5,6	9,2	19,4
Nigéria	97,3	98,3	97,6	21,3	40,1	53,4
Rwanda	90,6	86,4	92,2	4,3	4,2	13,5
Sainte-Hélène	78,3	40,6	56,9	3,7	6,5	13,8
Sénégal	70,8	58,4	68,5	12,8	9,9	15,8
Seychelles	91,6	83,4	90,8	7,0	30,8	41,0
Sierra Leone	84,6	69,9	86,4	2,3	6,7	49,3
Somalie	97,1	85,6	89,4	9,2	9,2	17,0
Swaziland	46,0	40,4	41,6	19,7	27,7	27,3
Ouganda	97,2	84,4	65,6	8,8	6,8	9,6
République-Unie de Tanzanie	92,6	89,2	83,2	7,6	10,3	17,1
Tchad	91,6	97,3	99,4	8,6	51,0	51,4
Togo	88,2	63,0	59,8	18,9	19,7	28,2
Tunisie	20,7	25,1	26,9	5,7	8,2	10,8
Zambie	93,9	88,6	83,7	20,0	22,3	73,9
Zimbabwe	67,8	72,6	85,6	18,4	21,6	35,9

Source : CNUCED (2015), unctadSTAT, voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>

**Tableau A4 : Comparaison régionale des indices de concentration et de diversification, 1995 - 2013**

	1995		2000		2005		2010		2011		2012		2013	
	Indice de concentration	Indice de diversification	Indice de concentration	Indice de diversification	Indice de concentration	Indice de diversification	Indice de concentration	Indice de diversification	Indice de concentration	Indice de diversification	Indice de concentration	Indice de diversification	Indice de concentration	Indice de diversification
Monde	0,052	0,000	0,074	0,000	0,076	0,000	0,077	0,000	0,084	0,000	0,088	0,000	0,085	0,000
Économies en développement hors Chine	0,100	0,281	0,146	0,269	0,17	0,259	0,161	0,24	0,18	0,236	0,186	0,23	0,178	0,229
Économies industrialisées (ONU DI)	0,056	0,075	0,074	0,081	0,071	0,095	0,073	0,111	0,074	0,113	0,079	0,117	0,078	0,114
Afrique hors Afrique du Sud	0,343	0,681	0,437	0,691	0,523	0,665	0,498	0,632	0,507	0,62	0,518	0,616	0,497	0,608
Afrique du Nord hors Soudan	0,366	0,715	0,397	0,721	0,469	0,687	0,413	0,648	0,358	0,608	0,45	0,634	0,403	0,615
Afrique subsaharienne	0,211	0,586	0,323	0,61	0,423	0,61	0,408	0,585	0,439	0,575	0,428	0,573	0,421	0,592
Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	0,343	0,718	0,49	0,722	0,578	0,701	0,563	0,683	0,591	0,683	0,67	0,673	0,557	0,67
Afrique du Sud	0,114	0,508	0,115	0,555	0,14	0,58	0,146	0,569	0,181	0,607	0,182	0,589	0,172	0,586
Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est	0,079	0,326	0,112	0,327	0,103	0,319	0,096	0,303	0,089	0,297	0,091	0,303	0,093	0,305
Asie de l'Est et du Sud-Est hors Chine	0,096	0,347	0,143	0,351	0,132	0,337	0,13	0,315	0,121	0,308	0,122	0,305	0,129	0,308

Source: UNCTAD (2015), unctadSTAT; see [http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912)

**Tableau A5 : Indices de concentration et de diversification pour les pays d'Afrique subsaharienne – Partie 1**

	Indice de concentration			Indice de diversification		
	1995	2005	2013	1995	2005	2013
Afrique du Sud	0,114	0,138	0,136	0,509	0,566	0,545
Angola	1995	2005	2013	1995	2005	2013
Bénin	0,895	0,944	0,950	0,859	0,836	0,829
Botswana	0,668	0,438	0,301	0,767	0,786	0,740
Burkina Faso	0,706	0,774	0,808	0,878	0,916	0,914
Burundi	0,538	0,749	0,455	0,802	0,821	0,758
Cap Vert	0,582	0,596	0,385	0,732	0,784	0,780
Cameroun	0,366	0,428	0,714	0,606	0,465	0,750
République centrafricaine	0,320	0,414	0,427	0,819	0,762	0,720
Comores	0,709	0,717	0,925	0,707	0,756	0,815
République du Congo	0,625	0,536	0,530	0,669	0,643	0,769
Côte d'Ivoire	0,760	0,791	0,758	0,822	0,827	0,813
République démocratique du Congo	0,342	0,319	0,731	0,819	0,309	0,707
Djibouti	0,525	0,417	0,440	0,813	0,787	0,811
Guinée équatoriale	0,120	0,162	0,199	0,533	0,657	0,604
Érythrée	0,447	0,920	0,676	0,613	0,788	0,731
Éthiopie	0,327	0,184	0,391	0,589	0,645	0,761
Gabon	0,566	0,388	0,328	0,785	0,839	0,749
Gambie	0,807	0,766	0,754	0,789	0,855	0,828
Ghana	0,602	0,352	0,370	0,789	0,698	0,774
Guinée	0,360	0,417	0,819	0,834	0,410	0,738
Guinée-Bissau	0,616	0,638	0,496	0,865	0,846	0,782
Kenya	0,500	0,932	0,936	0,689	0,659	0,767
Lesotho	0,227	0,211	0,214	0,712	0,713	0,651
Libéria	0,361	0,405	0,342	0,887	0,849	0,849
Madagascar	0,801	0,839	0,466	0,771	0,853	0,802
Malawi	0,229	0,230	0,233	0,726	0,739	0,803
Mali	0,656	0,569	0,470	0,811	0,825	0,820
Mauritanie	0,574	0,581	0,531	0,758	0,822	0,833
Maurice	0,526	0,544	0,508	0,831	0,848	0,787
Mozambique	0,358	0,280	0,248	0,791	0,703	0,694
Mozambique	0,351	0,614	0,263	0,753	0,811	0,741

Source : CNUCED (2015), unctadSTAT, voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>

**Tableau A5 : Indices de concentration et de diversification pour les pays d'Afrique subsaharienne – Partie2**

	Indice de concentration			Indice de diversification		
	1995	2005	2013	1995	2005	2013
Namibie	0,335	0,307	0,228	0,780	0,807	0,760
Niger	0,404	0,319	0,428	0,773	0,782	0,836
Nigéria	0,854	0,886	0,856	0,889	0,798	0,815
Ouganda	0,705	0,264	0,185	0,891	0,753	0,729
Rwanda	0,600	0,448	0,468	0,728	0,755	0,818
Sao Tomé-et-Principe	0,492	0,620	0,609	0,548	0,684	0,620
Sénégal	0,219	0,208	0,686	0,811	0,223	0,715
Seychelles	0,465	0,443	0,489	0,721	0,841	0,791
Sierra Leone	0,278	0,501	0,469	0,710	0,684	0,844
Somalie	0,702	0,565	0,773	0,788	0,776	0,791
Soudan	0,301	0,604	0,675	0,783	0,808	0,816
Swaziland	0,252	0,221	0,245	0,731	0,763	0,743
République-Unie de Tanzanie	0,264	0,231	0,203	0,749	0,758	0,753
Tchad	0,405	0,438	0,334	0,749	0,794	0,760
Togo	0,360	0,215	0,177	0,737	0,723	0,711
Zambie	0,756	0,520	0,596	0,885	0,870	0,827
Zimbabwe	0,226	0,210	0,303	0,749	0,754	0,739
Afrique subsaharienne	0,211	0,423	0,420	0,586	0,605	0,578
Afrique subsaharienne sans l'Afrique du Sud	0,342	0,577	0,556	0,717	0,597	0,670

Source : ONUCED (2015), unctadSTAT, voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>

**Tableau A6 : Exportation régionale des biens et services, 1990 - 2013 – Partie 1**

	1990	2000	2010	2013
<b>Exportation des biens et services (% du PIB)</b>				
Asie de l'Est et Pacifique	28,2	24,0	23,0	–
Europe et Asie centrale	20,4	26,4	32,6	32,7
Amérique latine et Caraïbes	19,0	21,6	24,3	24,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	27,5	38,4	49,8	52,3
Afrique subsaharienne	26,2	34,4	30,2	30,3
Afrique du Sud	29,1	27,9	28,4	31,1
<b>Exportations de produits manufacturés (% des exportations de marchandises)</b>				
Asie de l'Est et Pacifique	73,5	85,7	80,0	79,7
Europe et Asie centrale	77,6	74,3	70,8	70,1
Amérique latine et Caraïbes	35,6	52,6	44,6	49,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	–	14,6	22,1	–
Afrique subsaharienne	–	26,8	27,7	26,8
Afrique du Sud	–	53,8	48,7	45,9
<b>Exportations de minerais et de métaux (% des exportations de marchandises)</b>				
Asie de l'Est et Pacifique	3,2	2,2	4,2	3,8
Europe et Asie centrale	3,4	3,1	3,5	3,1
Amérique latine et Caraïbes	12,0	8,0	12,1	12,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	–	1,5	1,8	–
Afrique subsaharienne	–	6,5	14,1	14,9
Afrique du Sud	8,1	22,4	31,0	–
<b>Exportations de combustibles (% d'exportations de marchandises)</b>				
Asie de l'Est et Pacifique	6,9	4,6	6,7	8,2
Europe et Asie centrale	4,2	8,0	10,6	13,1
Amérique latine et Caraïbes	23,8	17,8	22,2	13,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	–	79,2	70,5	–
Afrique subsaharienne	–	43,8	40,3	41,4
Afrique du Sud	–	10,0	10,6	11,4

Source : CNUCED (2015) unctadSTAT ; voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx> et site Internet de l'ONU/DI

**Tableau A6 : Exportation régionale des biens et services, 1990 - 2013 – Partie 2**

	1990	2000	2010	2013
Exportations de produits de base d'origine agricole (% d'exportations de marchandises)				
Asie de l'Est et Pacifique	5,0	1,3	1,5	1,3
Europe et Asie centrale	2,5	1,6	1,4	1,4
Amérique latine et Caraïbes	3,3	2,7	1,8	2,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	–	0,4	0,3	–
Afrique subsaharienne	–	4,9	3,4	3,4
Afrique du Sud	–	3,4	1,8	1,9
Valeur ajoutée manufacturière (% du PIB)				
Asie de l'Est et Pacifique	28,2	24,0	23,0	–
Europe et Asie centrale	–	18,8	15,4	15,1
Amérique latine et Caraïbes	25,4	18,7	16,7	15,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	11,5	11,4	–	–
Afrique subsaharienne	15,6	13,0	11,2	10,3
Afrique du Sud	22,9	19,0	14,3	11,6

Source : CNUCED (2015) unctadSTAT ; voir <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx> et site Internet de l'ONUDI

# Références

- Africa Progress Panel (APP). 2014. *Agriculture, pêche et capitaux : Comment financer les révolutions verte et bleue de l'Afrique*. Rapport 2014 sur les progrès en Afrique. Africa Progress Panel. <http://www.africaprogresspanel.org/publications/policy-papers/2015-africa-progress-report/>
- Afrique du Sud. 2013/2014. South Africa Yearbook. <http://www.gcis.gov.za/content/resourcecentre/sa-info/yearbook-2013-14>
- Amadou, S. 2014. *Falling oil prices and the consequences for Sub-Saharan Africa*. Brookings Brief. [www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2014/12/23-oil-prices-exports-africa-sy](http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2014/12/23-oil-prices-exports-africa-sy)
- Arezki, R., et M. Brückner. 2009. *Oil rents, corruption, and state stability: Evidence from panel data regressions*. Document de travail du FMI 09/267. Fonds monétaire international, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.
- Arezki, R., E. Dumitrescu, A. Freytag, et M. Quintyn. 2012. *Commodity prices and exchange rate volatility: Lessons from South Africa's capital account liberalization*. Document de travail du FMI, 12 (168), Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.
- Arezki, R., et K. Ismail. 2013. « Boom-bust cycle, asymmetrical fiscal response and the Dutch disease ». *Journal of Development Economics*, 101, 256-267.
- Asia Pacific Policy Project. 2015. <https://blogs.ubc.ca/maapps/eiti-country-reports/>
- Autorité souveraine d'investissement du Nigéria. 2015. <http://nsia.com.ng/about-nsia/>
- Auty, R.M. 2001. « The political economy of resource-driven growth ». *European Economic Review*, 45. p. 839-846.
- Backer, Larry Catá. 2015. « International Financial Institutions (IFIs) and Sovereign Wealth Funds (SWFs) as instruments to combat corruption and enhance fiscal discipline in Developing States », *International Review of Law*, <http://www.qscience.com/doi/10.5339/irl.2015.swf.5>
- Banque africaine de développement (BAD), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2014a. *Perspectives économiques en Afrique, Angola*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014b. *Perspectives économiques en Afrique, Botswana*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014 c. *Perspectives économiques en Afrique, Éthiopie*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014d. *Perspectives économiques en Afrique, Burundi*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014e. *Perspectives économiques en Afrique, République du Congo*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014f. *Perspectives économiques en Afrique, Ghana*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014 g. *Perspectives économiques en Afrique, Nigéria*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014 h. *Perspectives économiques en Afrique, Ouganda*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014i. *Perspectives économiques en Afrique, Mauritanie*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2014 j. *Perspectives économiques en Afrique, Zambie*, 2014. BAD, Tunis.
- . 2015k. *Perspectives économiques en Afrique, 2015, Édition de poche*. BAD, Abidjan.

- Banque centrale de Mauritanie. 2015. *Balance des paiements 2009-2013*, « Actualités ». [www.bcm.mr/Pages/accueil.aspx](http://www.bcm.mr/Pages/accueil.aspx)
- Banque centrale du Congo. *Statistiques de la balance des paiements*. [www.bcc.cd/index.php?option=com\\_content&view=category&id=51&Itemid=82](http://www.bcc.cd/index.php?option=com_content&view=category&id=51&Itemid=82)
- Banque centrale du Nigéria. 2015. *Statistical Bulletin*. Abuja. <http://statistics.cbn.gov.ng/cbn-onlinestats/QueryResultWizard.aspx>
- Banque de l'Ouganda. 2015a. *Balance of Payments*. [www.bou.or.ug/bou/rates\\_statistics/statistics.html](http://www.bou.or.ug/bou/rates_statistics/statistics.html)  
 —. 2015b. *Monetary policy statement for February 2015*. Kampala.  
 —. 2014. *Quarterly Bulletin*. Kampala.
- Banque de réserve sud-africaine. 2013. *Annual Economic Report*. Pretoria  
 —. 2014. [www.resbank.co.za/Pages/default.aspx](http://www.resbank.co.za/Pages/default.aspx)  
 —. 2015. *Economic Bulletin*, premier trimestre, Pretoria.  
 —. 2015b. *Balance of Payments Account*. Pretoria
- Banque de Zambie. 2014. *Balance of Payment Statistics*. <http://www.boz.zm/>
- Banque du Ghana. 2014. *Monetary Policy Report*. Novembre 2014, Vol.4, N° 4.  
 —. 2015. *Quarterly Bulletin*. Troisième trimestre 2014. Accra.
- Banque mondiale. 2000. *Perspectives économiques mondiales et pays en développement*. Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.  
 —. 2013. *Angola : Economic Update 1*, Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.  
 —. 2014. *Mauritanie : Les ressources naturelles du pays au bénéfice de la croissance économique et du développement durable*. Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.  
<http://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2014/08/21/mauritania-harnessing-the-countrys-natural-resources-to-promote-economic-growth-and-sustainable-development>  
 —. 2015a. *Données : Éthiopie*. <http://donnees.banquemonde.org/pays/ethiopie>  
 —. 2015b. « Understanding the plunge in oil prices: sources and implications », *Global Economic Prospects*. (Résumé analytique disponible sous le titre « Perspectives économiques mondiales : Disposer d'une marge de manœuvre budgétaire et l'utiliser » à l'adresse suivante : [http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2015a/pdfs/RegionalOverview\\_SSA\\_GEP\\_Jan2015\\_French.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2015a/pdfs/RegionalOverview_SSA_GEP_Jan2015_French.pdf)). Janvier, chapitre 4. Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.  
 —. 2015 c. *Indicateurs du développement dans le monde*, Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique. <http://databank.banquemonde.org/data/reports.aspx?source=Indicateurs%20du%20d%C3%A9veloppement%20dans%20le%20monde>  
 —. 2015d. « Understanding the plunge in oil prices: sources and implications », *Global Economic Prospects* (Résumé analytique disponible sous le titre « Perspectives économiques mondiales : Disposer d'une marge de manœuvre budgétaire et l'utiliser » à l'adresse suivante : [http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2015a/pdfs/RegionalOverview\\_SSA\\_GEP\\_Jan2015\\_French.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2015a/pdfs/RegionalOverview_SSA_GEP_Jan2015_French.pdf)). Janvier, chapitre 4. Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.  
 —. 2015e. *Poverty and equity regional dashboard*. <http://povertydata.worldbank.org/poverty/poverty/region/SSA>
- Besada, H., F. Lisk, et P. Martin. 2015. *Regulating Extraction in Africa: Towards a Framework for Accountability in the Global South*. [www.govafricajournal.org/articles/10.5334/gia.ah/](http://www.govafricajournal.org/articles/10.5334/gia.ah/)

- Bevan, D. L., P. Collier, et J.W. Gunning. 1987. « Consequences of a commodity boom in a controlled economy: Accumulation and redistribution in Kenya 1975-83 ». *World Bank Economic Review*. 1, n° 3 (mai) : 489.-513.
- . 1989. *Peasants and Governments: An Economic Analysis*. Clarendon, Oxford, Royaume-Uni.
- . 1991. *Temporary trade shocks in developing countries: Analysis and policy responses*. Centre d'étude des économies africaines, Oxford, Royaume-Uni.
- Blattman, C., J. Hwang, et J. Williamson. 2007. « Winners and losers in the commodity lottery: The impact of terms of trade growth and volatility in the periphery 1870-1939 », *Journal of Development Economics* (Elsevier), vol. 82 (1), p. 156-179. Janvier.
- BMI Research. 2015. *Nigeria Petrochemical Report*. BMI Research - A Fitch Group Company.
- Bureau national de statistique du Nigéria (NBS). 2014. *Nigeria Balance of Payment Statistics, 2009-2014*.
- . 2015. *Nigerian capital Importation Report*. Deuxième trimestre 2015. Bureau national de statistique du Nigéria. Septembre 2015 ([www.nigerianstat.gov.ng](http://www.nigerianstat.gov.ng)).
- Business Insider. 2015. *Commodity prices just crashed to a 12-year low, 21 mars 2015*. [www.businessinsider.com/commodity-prices-just-crashed-to-a-12-year-low-2015-1#ixzz3V05Rx5pJ](http://www.businessinsider.com/commodity-prices-just-crashed-to-a-12-year-low-2015-1#ixzz3V05Rx5pJ)
- Cali, M. 2014. *Trading away from conflict: using trade to increase resilience in fragile states*. (Directions in development; trade). Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/12/23010200/trading-away-conflict-using-trade-increase-resilience-fragile-states>
- Collier, P. 2006. « Globalization: Implications for Africa ». In Iqbal, Z. & Khan, M.S. (éds) *Trade Reform and Regional Integration in Africa*. FMI, Washington, D.C.
- Collier, P., et A. Hoeffler. 2005. « Paradigm in distress? Primary commodities and civil war ». *The Journal of Conflict Resolution*. Vol. 49, no 4. Août. p. 625-633.
- Centre du commerce international (ITC) 2010. *South Africa : A Potential Market for Agri-food Products from Africa* (Présentation en français sous le titre : « Afrique du Sud : Un marché potentiel pour produits agroalimentaires en provenance d'Afrique », disponible à l'adresse suivante : <http://www.intracen.org/WorkArea/DownloadAsset.aspx?id=37604>), Genève : ITC, [http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Exporters/Sectoral\\_Information/ Agricultural\\_Products/Fruits\\_and\\_Vegetables/final%20agri-food%20products%2013-12-10.pdf](http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Exporters/Sectoral_Information/ Agricultural_Products/Fruits_and_Vegetables/final%20agri-food%20products%2013-12-10.pdf)
- CNUCED. 1997. *Diversification dans les pays tributaires de produits de base : rôle des pouvoirs publics, des entreprises et des institutions*. TD/B/COM.1/12.
- . 1999. *Incidences de l'évolution des structures des marchés, de l'offre et de la demande sur les prix des produits de base et les exportations présentant un grand intérêt pour les pays en développement*. TD/B/COM.1/EM.10/2.
- . 2008. Manuel des statistiques. CNUCED, Genève.
- . 2012. Manuel des statistiques. CNUCED, Genève.
- . 2015. [unctadSTAT.http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF\\_ActivePath=p,15912&sRF\\_Expanded=p,15912](http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sRF_ActivePath=p,15912&sRF_Expanded=p,15912).
- CNUCED et ONUDI. 2011. Rapport 2011 sur le développement économique en Afrique. *Promouvoir l e développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial*. Rapport spécial. Genève.

- Commission économique pour l'Afrique (CEA). 2013. *Rapport sur le développement économique en Afrique, Ghana*. CEA, Addis-Abeba.
- Corden, W.M., et J.P. Neary. 1982. « Booming sector and de-industrialisation in a small open economy ». *The Economic Journal* 92 (368: 825-848).
- Cox, G.M., et Harvie, C. 2010. *Resource price turbulence and macroeconomic adjustment for a resource exporter: a conceptual framework for policy analysis*. University of Wollongong Research Online, Faculty of Business, Wollongong, Australie.
- Cuddington, J. 1989. *Commodity export booms in developing countries*. Document de politique générale de la Banque mondiale, p. 141-42.
- Deaton, A. 1999. « Commodity prices and growth in Africa ». *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 13, no 3, été. p. 23-40.
- Deaton, A., et R. Miller. 1995. « International commodity prices, macroeconomic performance and politics in Sub-Saharan Africa ». *Princeton Studies in International Finance*. N° 79, octobre.
- Deloitte. 2015. *Guide to Fiscal Information*. Deloitte.
- Ecobank. 2014a. *Ethiopia: Coffee sector performs below potential*. Middle Africa Briefing Note, Soft Commodities, Coffee.
- . 2014b. « Middle Africa: Winners and losers from fall in oil prices ». *Middle Africa Insight Series, Economics*, décembre.
- EIA. 2015. *Annual Energy Outlook 2015*. U.S. Energy Information Administration.
- El-Anshasy, A., K. Mohaddes, et J.B. Nugent. 2015. « Oil volatility and institutions: cross-country evidence from major oil producers ». *Cambridge working paper in economics* 1523.
- Fisher investment. 2015. *About those falling commodity prices*. [www.fisherinvestments.com/market-insights/education/hot-topics/about-those-falling-commodity-prices](http://www.fisherinvestments.com/market-insights/education/hot-topics/about-those-falling-commodity-prices).
- Fonds monétaire international (FMI). 2015a. *Consultations de 2014 au titre de l'article IV –, République islamique de Mauritanie*, Rapport du FMI n° 15/35. Washington, D.C. [www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2015/cr1535f.pdf](http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2015/cr1535f.pdf)
- . 2015b. *Indices of Commodity Prices*. <http://www.imf.org/external/np/res/commod/index.aspx>
- . 2015c. *First Review under the Extended Credit Facility Arrangement and Request for Waiver and Modification of Performance Criteria*. Rapport du FMI n° 15/2455. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15245.pdf>
- . 2015d. *World Economic and Financial Surveys. Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa – Dealing with Gathering Cloud*, octobre 2015.
- Frankel, J. 2012a. « The natural resource curse: a survey of diagnoses and some prescriptions ». *Faculty Research Working Paper Series*. Harvard University. [http://dash.harvard.edu/bitstream/handle/1/8694932/RWP12-014\\_Frankel.pdf?sequence=1](http://dash.harvard.edu/bitstream/handle/1/8694932/RWP12-014_Frankel.pdf?sequence=1)
- . 2012b. « A solution to fiscal procyclicality: the structural budget institutions pioneered by Chile ». *Fiscal Policy and Macroeconomic Performance*, Quatorzième Conférence annuelle de la Banque centrale du Chili.

Document de travail du Bureau national de recherche économique n° 16945.

Greene, J. 1989. *The external debt problem of Sub-Saharan Africa*. Études des services du FMI 36. p. 836-874.

Gylfason, T. 2000. « Resources, agriculture and economic growth in economies in transition ». *Kyklos* 53, Numéro 4, p. 545-79.

Hausmann, R., et R. Rigobon. 2003. « An alternative interpretation of the resource curse: Theory and policy implications ». In *Fiscal Policy Formulation and Implementation in Oil-Producing Countries*, éd. par Jeffrey Davis. Fonds monétaire international, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique. p. 12-44.

Hou, Z., J. Keane, J. Kennan, et D. Willem te Velde. 2015. *The oil price shock of 2014 Drivers, impacts and policy implications*. Document de travail 415. Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni.

Humphreys, M., J.D. Sachs, et J.E. Stiglitz (éds.). 2007. *Escaping the Resource Curse*. Columbia University Press, New York.

Josephs, L. 2014. *Cooling coffee prices hit a 3½-year low*.  
[www.wsj.com/articles/SB10001424127887323\\_975004578503100760903958](http://www.wsj.com/articles/SB10001424127887323_975004578503100760903958)

Kaldor, M., T.L. Karl, et Y. Said. 2007. *Oil Wars*. Pluto Press, Londres, Royaume-Uni.

Kaufmann, D. 2012. *Poverty in the Midst of Abundance: Governance Matters for Overcoming the Resource Curse*. The Brookings Institute. <http://www.brookings.edu/research/opinions/2012/09/13-poverty-governance-kaufmann>

Kose, M.A., et R. Riezman. 2001. « Trade shocks and macroeconomic fluctuations in Africa ». *Journal of Development Economics*, 65(1) : 55.-80.

Krueger, A.O. 1987. « Origins of the developing countries' debt crisis, 1970-82 ». *Journal of Development Economics*. 27:165-187.

Krugman, P. 1987. « The narrow moving band, the Dutch disease, and the competitive consequences of Mrs. Thatcher: Notes on trade in the presence of dynamic scale economies ». *Journal of Development Economics* 27 (1-2). p. 41-55.

Larson, D.F., Varangis, P., et Yabuki, N. 1998. « Commodity risk management and development ». Document élaboré pour la table ronde consacrée aux nouvelles approches en matière de gestion des risques liés aux produits de base dans les pays en développement, 28 avril. Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.

Leite, C., et M. Weidmann. 1999. *Does mother nature corrupt? Natural resources, corruption and economic growth*. Document de travail WP/99/85 du FMI.

Manzano, O., et R. Rigobon, 2001. *Resource curse or debt overhang?* Document de travail 8390 du National Bureau of Economic Research.

Mauro, P. 1995. « Corruption and growth ». *The Quarterly Journal of Economics* 110 (3). p. 681-712.

McKechnie, A. 2013. *Managing natural resource revenues: the Timor-Leste Petroleum Fund*. Rapport de recherche de l'Overseas Development Institute. Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni.

Medina, J.P., et C. Soto. 2014. *Commodity price shocks and imperfectly credible macroeconomic policies in commodity-exporting small open economies*. Document de travail du FMI WP/14/33. Institut du FMI pour le développement des capacités, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.

Ministère des finances et du développement économique. 2007/08. *Ethiopia: Building on progress: A Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty (PASDEP)*. Rapport d'activité annuel, décembre. Addis-Abeba.

Morrissey, O., et I. Filatotchev. 2000. « Globalization and trade: The implications for exports from marginalized economies ». *Journal of Development Studies* 37(2) : 1.-12.

Neary, J. P., et S.J.G. van Wijnbergen. 1986. *Natural Resources and the Macroeconomy*. MIT Press, Cambridge, Massachusetts, États-Unis d'Amérique.

Odusola, A.F., à paraître. « The political economy of fiscal policy management in Nigeria ». In Anyanwu, J., A. Fajingbesi, et A.F. Odusola (éd.). *Rethinking Government Expenditure and Performance as a Tool for Socio-economic and Human Development in Nigeria: A Book of Readings*. Institut national d'études législatives, Abuja, Nigéria.

OGJ. 2015. « EIA: US shale oil production to fall 91,000 b/d in August ». *Oil and Gas Journal*. [www.ogj.com/articles/2015/07/eia-us-shale-oil-production-to-fall-91-000-b-d-in-august.html](http://www.ogj.com/articles/2015/07/eia-us-shale-oil-production-to-fall-91-000-b-d-in-august.html)

ONUDI. 2013. Rapport sur le développement industriel. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Genève.

———. 2015. Statistiques en ligne. <http://stat.unido.org/home>

OPEP. *Rapport mensuel sur le marché pétrolier*. Décembre 2014. Vienne, Autriche.

OPEP. *Rapport mensuel sur le marché pétrolier*. Février 2015. Vienne, Autriche.

Organisation internationale du café (OIC). 2015. Statistiques en ligne. <http://www.ico.org/contacts.asp>

Organisation mondiale du commerce (OMC). 1997. *Accès aux marchés pour les pays les moins avancés*. Document élaboré pour la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés de l'OMC. OCDE, Paris, France.

———. 2014. *Données commerciales et tarifaires* [www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/statis\\_f.htm](http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/statis_f.htm)

Page, J. 2012. « Can Africa industrialise? » *Journal of African Economies*, Vol. 21.

Page, S., et A. Hewitt. 2001. *World commodity prices: Still a problem for developing countries?* Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni.

Papyrakis, E., et R. Gerlach. 2004. « The resource curse and transmission channels ». *Journal of Comparative Economics*, vol.32, no 1, mars : 161-193.

Perspectives de l'économie mondiale. 2015. *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique*. Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.

PNUD. 2014. *Impact of Recent Fluctuations in Commodity Prices on Selected RBA Countries*. Bureau Régional pour l'Afrique, New York, États-Unis d'Amérique.

- Poelhekke, S., et F. Van der Ploeg. 2007. *Volatility, financial development and the natural resource curse*. Centre for Economic Policy Research, Londres, Royaume-Uni. DP6513.
- Rajaram, A. 1985. *Commodity price booms and the exchange rate: Exchange rate overvaluation in Sub-Saharan Africa*. Banque mondiale, Bureau spécial aux affaires africaines, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.
- République sud-africaine. 2013. Department of Government Communication and Information System (2012/2013). *South Africa Year Book (2012/13)*. Pretoria.
- République de Zambie. 2015. *Fiscal consolidation to safeguard our past achievements and secure future for all*. Présentation du budget 2016 par le ministre des Finances, Hon Alexander Bwalya Chikwanda, le 9 octobre 2015.
- Ross. 1999. « The political economy of the resource curse ». *World Politics* 51.2: 297–322.
- Sachs, J.D., et A.M. Warner. 1995. *Natural resource abundance and economic growth*. Document de travail no 5398. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts, États-Unis d'Amérique.
- Sagebien, J., et N.M. Lindsay. 2011. *Governance Ecosystems: CSR in the Latin American Mining Sector*. Palgrave Macmillan, DOI, New York, New York, États-Unis d'Amérique.  
<http://dx.doi.org/10.1057/9780230353282>
- Saibu, O.M. 2015. « International best practices and approaches to oil wealth management: Lessons and implication for Nigeria Sovereign Wealth Fund Wealth Fund Management ». College of Management and Social Sciences, Fountain University, Osogbo. *Fountain Journal of Management and Social Sciences* : 4 (1), Édition spéciale, p. 76–103.
- Sala-I-Martin, X., et A. Subramanian. 2003. Addressing the natural resource curse: *An illustration from Nigeria*. Document de travail du FMI WP/03/139.
- Service statistique du Ghana. 2014. *Statistical Bulletin*. Accra.
- Simkins, C. 1998. *On the durability of South African inequality*. Document de travail du MacArthur Foundation Research Program in Poverty and Inequality, Princeton, New Jersey, [www.wws.princeton.edu/rpds/macarthur](http://www.wws.princeton.edu/rpds/macarthur)
- Soderbom, M., et F. Teal. 2000. « Skills, investment and exports from manufacturing firms in Africa ». *Journal of Development Studies* 37(2) : 13.-43.
- Statistics SA. 2015. *South Africa Statistics*. Statistical Publication. [http://beta2.statssa.gov.za/?page\\_id=1879](http://beta2.statssa.gov.za/?page_id=1879)
- Stijns, J.P. 2003. *An Empirical Test of the Dutch Disease Hypothesis Using a Gravity Model of Trade*. Article accepté pour présentation au Congrès 2003 de l'Association économique européenne, tenu à Stockholm du 20 au 24 août. <http://core.ac.uk/download/pdf/9310813.pdf>
- Takebe, M., et R.C. York. 2011. *External sustainability of oil/producing sub/Saharan African countries*. Document de travail du FMI WP/11/207. Département Afrique du FMI, Washington, D.C., États-Unis d'Amérique.
- Tsani, S. 2014. « On the relationship between resource funds, governance and institutions: Evidence from quantile regression analysis ». *Resources Policy*. Vol. 44. p. 94-111.
- Van der Ploeg, F., et A. J. Venables. 2011. « Natural resource wealth: The challenge of managing a windfall ». *Annual Review of Economics*. Décembre.

Welham, B., E. Hedger, et P. Krause. 2015. *Linkages between public sector revenues and expenditures in developing countries*. Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni. [www.odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9675.pdf](http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9675.pdf)



Train transportant du minéral de fer, aux portes de Ganta Zorgowee, Libéria. Crédit photo : jbdodane (aucune modification n'a été apportée).



*Au service  
des peuples  
et des nations*

**Programme des Nations Unies pour le développement –  
Bureau régional pour l’Afrique**  
304 East 45<sup>th</sup> Street, 9<sup>th</sup> Floor  
New York, NY 10017 États-Unis  
[www.undp.org](http://www.undp.org)

© PNUD, 2016